



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 16 décembre 2024

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL

16 DECEMBRE 2024

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le lundi 16 décembre 2024 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 septembre 2024

VIE MUNICIPALE

- 1. Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations**
- 2. Détermination du nombre d'adjoints au Maire et fixation de l'ordre des adjoints**
- 3. Indemnités de fonctions des élus municipaux**
- 4. Mise à jour de la composition des commissions municipales**

FINANCES

- 5. Décision modificatives n°4 du budget principal**
- 6. Décision modificative n°5 « technique » du budget principal**
- 7. Autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal**
- 8. Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025**
- 9. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2025**
- 10. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2025**
- 11. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2025**

12. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2025
13. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2025
14. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Transforms SLB pour l'année 2025
15. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2025

INTERCOMMUNALITE

16. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres
17. Communauté de communes MACS - Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables
18. Communauté de communes MACS – Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)
19. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols
20. Communauté de communes MACS-Avis sur la 4^{ème} modification du PLUI

URBANISME

21. Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations
22. Dépôt d'une déclaration préalable pour des travaux à la concession « Lake House » Plage du Rey
23. Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert
24. Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine
25. Demande de dérogation au cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

COMMANDE PUBLIQUE- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

26. Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms.
27. Modifications des tarifs du Golf d'Hossegor

AFFAIRES GÉNÉRALES

- 28. Convention d'objectifs et de moyens avec l'association Pandore dans le cadre de l'occupation de la ferme de Bielle
- 29. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux de rénovation de la ferme de Bielle
- 30. Dérogation au repos dominical
- 31. Reprise de 93 concessions funéraires en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune
- 32. Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité – Unesco

RESSOURCES HUMAINES

- 33. Modification du régime indemnitaire de la filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de Fonction et d'Engagement (ISFE)
- 34. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)
- 35. Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2024
- 36. Participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux
- 37. Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation
- 38. Modalités de prise en charge des frais de déplacements professionnels des agents communaux
- 39. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail pour le personnel communal
- 40. Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023
- 41. Validation du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels DUERP
- 42. Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 20 septembre 2024 au 9 décembre 2024

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 9 décembre 2024
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de la séance

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir à tous,

Le nombre de conseillers en exercice présents étant de 23, le quorum étant atteint on va pouvoir débiter la séance du conseil municipal de ce soir du 16 décembre 2024.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN est nommée secrétaire de séance.

Je voulais juste avant de commencer notre conseil, vous redire que toutes les délibérations et Dieu sait qu'il y en a... puisqu'on a quarante-une délibérations à étudier, qu'elles ont toutes été abordées en commissions inhérentes à leurs thèmes et en commission générale.

En fait le conseil doit être l'instance qui enregistre ces décisions, de plus le faire en direct est une volonté, ne doit pas être le moyen détourné d'encourager des sorties ou hors propos de faire du théâtre.

Nous souhaitons que le débat soit celui que nous menons depuis le début, constructif.

D'ailleurs je remarque et je remercie Lionel d'avoir fait de ce conseil un exercice républicain intéressant, même si de temps en temps on se répète un peu et on l'a fait tout à l'heure en commission finances.

Ce préambule me semble important pour que chacun sache ce que nous devons faire ce soir.

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 septembre 2024

Avant de démarrer ce conseil qui est très complet nous devons approuver le compte rendu du conseil du 27 septembre 2024 et je voulais savoir si vous aviez des questions ou des remarques sur le sujet. Oui, Lionel, vas-y.

Lionel BARBERIS

Oui merci Monsieur le maire.

Une remarque justement comme vous avez pu le dire, je me répète un petit peu, on a un compte rendu qui est complet, ce qui fait beaucoup beaucoup beaucoup de pages à relire, parce que le conseil qui a lieu tous les trois mois...

On le voit encore aujourd'hui, au bout de trois mois on se retrouve avec un conseil qui aujourd'hui a 50 points à l'ordre du jour quasiment, ce qui représente énormément de dossiers à étudier.

Le dernier conseil ne fait pas exception, le compte rendu la montre et ce qui me pose aussi des difficultés, et je pense que c'est très important de le souligner.

C'est qu'on a des délibérations qui aussi sont déjà en place, en tout cas sont déjà actées sur le terrain par des actions alors qu'elles ne sont pas encore votées.

Donc je renouvelle notre demande qui est quand même d'avoir des conseils plus récurrents et pas tous les trois mois pour déjà éviter d'avoir 1 000 pages comme on l'a encore aujourd'hui, peut-être 980 pages à lire en 4 jours, 5 jours.

Ce qui, vu les sujets qui sont à traiter, est relativement conséquent en termes de travail mais qui peut être aussi très compliqué pour nous et vous le savez de tout éplucher même si ça a été travaillé en commission.

Donc on veut avoir un peu plus de temps pour travailler les délibérations et puis je pense simplement qu'il serait dans une commune comme Soorts-Hossegor tout à fait normal et légitime d'avoir un conseil tous les mois voire maximum tous les deux mois mais tous les trois mois ce n'est juste pas possible.

Christophe VIGNAUD

Le prochain sera en février

Lionel BARBERIS

Merci

Christophe VIGNAUD

Ce sera le 3 février.

Lionel BARBERIS

Et on aura sûrement le DOB à l'intérieur, c'est ça ?

Christophe VIGNAUD

Oui, le 27 mars. On a fait en sorte de les raccourcir.

Lionel BARBERIS

Merci.

Christophe VIGNAUD

Donc on va passer à l'approbation du procès-verbal de la dernière séance.

Donc qui est pour ? très bien.

On va passer à la première délibération. Ah, Une abstention ? Pardon donc une abstention, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

VIE MUNICIPALE

1. Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations

Christophe VIGNAUD

On va passer au premier point, vie municipale

Donc le premier point c'est le maintien ou non des fonctions de la première adjointe au maire après le retrait de l'ensemble de ces délégations.

Pour la bonne marche de l'administration municipale et plus particulièrement du service urbanisme, qui actuellement n'est pas optimale, par arrêté municipal du 22 novembre dernier, j'ai retiré la délégation de fonctions et de signature à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, adjointe en charge de l'urbanisme et du développement durable.

C'est une décision qui a été mûrement réfléchie.

Cela signifie simplement que j'ai repris en direct l'exercice des fonctions que je lui avais déléguées en début de mandat. Cela n'a pas caractère de sanction mais celui d'un acte réglementaire et donc n'a pas à être motivé.

C'est ainsi et c'est la règle.

Conformément au terme de l'article L21.22-18 du Code général des collectivités territoriales, je me dois de vous solliciter maintenant par votre vote sur le maintien ou non dans ses fonctions de l'adjointe qui n'a plus de délégations de fonctions ni de signature et cela sans commentaire supplémentaire de ma part.

Cela étant dit, est-ce que vous avez des questions avant de passer au vote ?

Jean BELLOCQ

Pas une question mais plutôt une intervention. Je vais essayer d'être pragmatique. Ce n'est pas une crise d'opposition que l'on a pu me reprocher la semaine dernière en commission générale.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Parle bien dans le micro parce qu'on ne t'entend pas très bien s'il te plaît.

Jean BELLOCQ :

Oui. Alors pas de souci sur le fait que ce soit une décision du maire et que ça n'a pas à être motivé, mais moi ça me pose un petit souci pour deux raisons.

Il y aurait un motif vraiment objectif, OK, il n'y a pas de soucis, mais là il n'y en a pas ou en tout cas on ne l'a pas donné ; donc ça me pose un problème, d'une part vis à vis des gens qui nous ont élus, parce qu'on a fait campagne comme étant une liste avec Christophe, Maire et Maëlle, première adjointe.

Les gens qui ont voté pour nous s'attendaient à ce que tu sois élu maire, à ce qu'elle soit élue première adjointe, et c'est ce qu'on a fait.

Maintenant révoquer Maëlle sans raison, moi ça me pose un problème vis à vis de ces gens-là ; parce que demain je pense quelqu'un dans la rue, il me demande Jean pourquoi tu as révoqué Maëlle ?

Je n'ai pas envie de lui répondre : « Je ne sais pas »

Ce qui m'amène à mon second problème, cette fois-ci vis à vis de Maëlle, parce qu'encore une fois, moi je n'ai rien à lui reprocher.

Les quelques discussions qu'on a eu en commission générale à ce sujet, il y a quelques personnes qui ont pris la parole ; et à part des "j'ai entendu que", "on a dit que", "tout le monde sait que", finalement il n'y a rien.

Donc je trouve ça un petit peu problématique. Effectivement il y a sûrement un problème de fonctionnement interne.

L'intérêt général, l'intérêt de la mairie qui doit primer sur les intérêts particuliers, ok, il n'y a pas de soucis, sauf qu'au cas particulier, elle ne posait pas de problème à ma connaissance quand elle avait sa délégation.

Maintenant qu'elle n'en a pas, elle peut encore moins s'en poser. Donc partant de là, est-ce que c'est préjudiciable pour la mairie d'avoir un adjoint sans délégation ?

La réponse c'est non. Cependant, est-ce que c'est préjudiciable pour la mairie d'avoir un maire qui n'a pas de premier adjoint ? Peut-être que oui.

Ça ne le sera peut-être pas dans l'immédiat, mais un jour ça peut poser un problème.

Christophe VIGNAUD

Il y aura un premier adjoint.

Jean BELLOCQ

Il y aura un premier adjoint, on n'en a pas parlé de la dernière fois. C'est à peu près tout ce que j'avais à dire.

Je pense que dans la mesure où on n'a pas d'infos, je pense que le minimum vis-à-vis au moins des gens qui nous ont élus, si ce n'est pas vis-à-vis d'elle parce qu'il y a un problème personnel, c'est de s'abstenir. Excusez-moi.

Christophe VIGNAUD

Est-ce qu'il y a d'autres commentaires ?

Patrice BIANCONE :

Oui. Moi je ne voudrais pas abonder dans le sens de Jean, mais quand même souligner que c'est un peu difficile de s'exprimer sur les prérogatives du maire sont ce qu'elles sont.

On peut comprendre qu'il ait pris cette décision personnellement, cependant avant de voter, pour pouvoir voter, il me semble qu'il faut avoir toutes les cartes en main, notamment les explications, pourquoi est-ce qu'il y a une mésentente aujourd'hui entre le maire et la première adjointe, ce qui me semble logique.

C'est une information, c'est un devoir de transparence qui nous revient, qui est nécessaire pour prendre une décision.

Je suis d'accord qu'on entend des choses, oui c'est vrai, mais pour moi ce ne sont pas des explications, ce sont des choses, des rumeurs et la rumeur n'est pas un fait.

Donc je voudrais savoir, me semble-t-il avant de me prononcer, sur ce qui fait qu'aujourd'hui nous en sommes à ce point-là, ce divorce entre le maire et sa première adjointe.

Ça me semble assez logique avant de pouvoir se prononcer.

C'est voilà ce que j'avais à dire

Christophe VIGNAUD

Très bien, moi je répéterai ce que j'ai dit en commission générale comme je le répète aujourd'hui ; je ne donnerai aucun commentaire supplémentaire. Donc on va passer au vote si vous n'avez pas d'autres observations.

Edouard DUPOUY

Une intervention, pardon, je veux juste ajouter quelques mots pour dire que ce soit le sentiment, qui je pense un peu général, il y en a deux, c'est d'une part une forme de déception parce que par rapport au projet initial, et tu l'as rappelé Jean, le projet n'est pas respecté.

Tu l'as rappelé, il y avait un binôme qui avait été élu et vous aviez fait campagne ensemble, et pardon de le dire, ce soir vous nous mettez tous les deux dans une situation particulièrement délicate puisque, effectivement il y a des explications qui ne sont pas forcément claires et qui, pour moi, ne sont pas toujours rationnelles puisque le point de départ c'était une relation d'amitié qui s'est transformée dans un duo politique, une campagne et donc il y a plein de facteurs à prendre en compte.

Néanmoins, moi j'ai quand même pas mal de questions à poser et plus particulièrement à Maëlle puisque ce soir je trouve que le vote qui nous est proposé n'a pas forcément de sens et d'impact dans la mesure où le point le plus important c'était le fait de ne plus avoir ces délégations.

Dans la mesure où aujourd'hui, Maëlle, ce soir, tu n'as plus ces délégations, j'aimerais avoir ton sentiment sur le fait : est-ce que tu veux ou non rester première adjointe dans ces conditions ?

C'est une première question.

La deuxième, c'est que tu es également conseillère communautaire à la communauté de communes et donc j'aimerais bien imaginer quelle est la suite, est-ce que tu continues ce projet ?

Monsieur le maire a indiqué qu'il y avait un premier adjoint pour te remplacer et donc ça pourrait être intéressant d'avoir aussi quelle serait l'organisation par la suite, puisque j'imagine que ça ne fonctionnera pas de la même façon.

Et puis, cela étant dit, aussi par élégance peut-être de te remercier aussi pour ton action, puisque je pense que tout n'est pas blanc et tout n'est pas noir, il faut saluer qu'il y a un engagement.

Même si je l'ai déjà rappelé, ce n'est pas que la réussite est partielle, mais elle est discutable, mais en tout cas il faut reconnaître et remercier cet engagement sur notamment bien des dossiers et j'ai en tête principalement la place des Landais, puisque tu t'es engagée avec force et tu as mis beaucoup de temps et de contribution là-dessus ; donc je pense qu'il faut quand même te remercier, c'est la moindre des choses.

Et puis, on aimerait bien t'entendre, t'exprimer, je ne suis pas plus long et donc je t'écoute.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Merci Édouard.

Alors tu sais bien que je n'ai jamais reculé devant le fait de m'exprimer, donc je ne reculerai pas non plus ce soir.

Je te remercie pour tes paroles.

Effectivement, quitte à parler de moi, il semble quand même judicieux de m'interroger sur mon bilan, mon bilan étant la délégation et l'urbanisme et pas la capacité à gérer les ressources humaines.

Concernant le conseil communautaire, je suis conseillère communautaire et je resterai conseillère communautaire.

Concernant le reste, j'espère que dans ce que je vais dire après tu trouveras des éléments de réponse.

Monsieur le maire, vous avez été très clair en commission générale, vous l'avez encore été ce soir, il n'y aura pas de discussion, il n'y aura pas d'échange et si possible on n'y passera pas 3 heures. Je vous cite.

Maintenant, et je suis interrogée, il faut aussi que je m'exprime.

Donc ce qui me reste pour m'exprimer finalement puisqu'aucun débat et échange n'est possible, c'est de m'adresser directement à vous par le biais d'une lettre.

J'ai fait le choix de vous rédiger une lettre que l'on peut nommer lettre à monsieur le maire, dans laquelle j'espère que chacun trouvera ses réponses ; en tout cas ce sont les miennes.

« Je me souviens parfaitement de ce jour où un ami me fait part d'un projet un peu fou ; se présenter aux prochaines élections municipales.

Je le félicite.

J'ai du respect pour les gens qui s'engagent, défendent leurs convictions, dénoncent le mensonge, la manipulation, l'opportunisme.

Je ne le sais pas encore, mais pour lui, je fais déjà partie du projet.

Tu seras ma première adjointe.

Je veux que tu sois à mes côtés sur la fiche.

Nous devons marquer notre différence.

Nous allons œuvrer ensemble, et ensemble nous réussirons.

Des mois de travail à deux, puis quatre, dix, jusqu'à constituer une équipe.

Si je m'engage, ce n'est jamais à moitié.

Je sacrifie ce que j'ai construit professionnellement pour me rendre totalement disponible.

L'histoire est belle.

Le projet en vaut la peine.

Agir ensemble. Je vous cite, en mars 2020.

L'écoute et le partage, la proximité, la transparence et le dialogue. Vos mots, monsieur le maire. Il y a presque maintenant cinq ans.

Et enfin cette réussite, aussi inattendue que son résultat.

Alors, que s'est-il passé, monsieur le maire, pour que vous en arriviez aujourd'hui à de tels propos ?

Je vous cite encore, il faut lui couper la tête. Elle est un problème. Le 16, je la dégage.

J'ai passé tellement de temps à essayer de comprendre, chercher des explications.

Tant d'énergie et de remise en question pour n'obtenir que silence et mépris.

A la question, mais que suis-je pour vous ? Que sont toutes les personnes ayant soutenu et œuvré pour votre projet ? Votre réponse ? Aussi sèche que radicale, pas grand-chose.

Ce jour-là, j'ai dû admettre l'inadmissible.

Vous nous avez trompé.

Vous n'êtes pas là pour la commune et ses administrés.

Vous êtes là pour vous.

Vous n'avez de cesse de répéter que vous êtes chef d'entreprise.

Non monsieur le maire, vous faites erreur.

Vous êtes un administré, comme un autre.

En qui la population a donné à une voix sa pleine et entière confiance.

Que sont devenus vos promesses, vos engagements et l'homme que vous étiez ? Désormais, gare à celui qui posera la question de trop ou osera penser différemment. Il n'obtiendra qu'agressivité et mépris.

Mais au milieu de ce constat, monsieur le maire, je dois vous dire merci. Merci de me permettre de ne plus vous être solidaire. Il m'est impossible de continuer à valider ou soutenir certains aspects de votre politique.

Je suis inquiète face à la gestion erratique de notre commune et le manque de vision qui de toute évidence nuira à l'avenir de la collectivité.

Les finances laissent perplexe.

Le Sporting, un investissement promis à peine entamé, totalement inachevé.

Une connaissance et une maîtrise des enjeux patrimoniaux inexistantes.

Et que dire de l'absence totale de transparence plus que préoccupante, mais, à mes yeux, le plus inacceptable demeure votre posture.

Les élus qui vous entourent, tous, même les plus proches, un mal nécessaire ; les administrés, d'éternels insatisfaits, les commerçants.

En 2020, je vous cite, un des poumons importants de notre ville, trois ans plus tard, des râleurs et des pleureurs.

Oui, la charge est lourde. Mais non, monsieur le maire. Rien ne justifie le mépris constant que vous affichez.

Une fois de plus, merci de me désolidariser.

Agir ensemble, une promesse qui n'aura duré que le temps d'une campagne.

Vous pensez seul, décidez et agissez seul.

Enfin, merci pour ce sombre renseignement, Il me sera sûrement utile.

Soyez certain que je continuerai de défendre une vision responsable et bienveillante, et surtout, qu'une fois de plus, je n'aurai de cesse de dénoncer le mensonge, la manipulation et l'opportunisme.

Merci »

Applaudissements

Christophe VIGNAUD

Très bien. On peut passer aux votes ? Oui, Lionel.

Lionel BARBERIS

Merci Monsieur le maire.

Bien évidemment, nous nous abstiendrons sur ce vote-là, puisqu'il concerne avant tout votre majorité et que ça ne concerne pas l'opposition, bien évidemment, cela vous regarde.

Cela étant dit, je voudrais quand même faire une intervention qui me semble importante, parce que c'est un acte particulier d'une collectivité, quand même le retrait d'un adjoint.

Même si on peut comprendre que vous n'avez pas à donner d'explication quant au retrait d'une délégation, ce qui est vrai en tant que maire, vous avez tout à fait le droit de retirer une délégation sans en motiver la raison, c'est tout à fait possible.

Et là, on parle d'un retrait d'adjoint. Donc ce n'est pas la délégation, c'est l'adjoint en tant que tel.

Et là, vous avez été élus ensemble, d'autant plus que vous avez affiché au-delà d'une liste un duo sur toute la communication électorale que vous avez diffusée.

Malgré tout ça, je rejoins le fait que vous ne pouvez pas faire l'impasse d'une explication auprès de la population, parce que la population a voté pour vous quelque part.

Cette décision fait suite aussi au triste spectacle dont vous avez été des acteurs lors de la séance du dernier Conseil municipal.

Je pense qu'il ne faut pas se tromper et comprendre que la délibération de ce jour n'est pas l'éviction de votre première adjointe, monsieur le maire, mais bien l'échec d'une politique, de votre équipe et de votre manière de gérer la commune.

Vous faites porter aujourd'hui le mal sur Maëlle, mais je pense qu'il est important ici de rappeler les vraies causes.

Tout d'abord il s'agit de l'échec de votre équipe qui est derrière les écrans de façade d'une campagne électorale et composée de personnes qui découvrent la vie politique communale et surtout ne se connaissaient pas.

C'est une union de façade qui, comme l'atteste la délibération de ce jour, ne fait que mettre en exergue cette fausse campagne que vous avez menée tous les deux en affichant vos têtes sur tous les supports.

Et une colère de voir une gestion du denier public aussi frivole, un amateurisme dans la gestion des ressources humaines qui entraîne des conséquences comme aujourd'hui.

Parce que vous pouvez reprocher tout ce que vous voulez, mais au fond qui recrute ? Qui valide les recrutements ? Qui a demandé d'avoir un service urbanisme de cinq personnes qui aujourd'hui ne fonctionne pas ? Qui est chargé de le gérer surtout ? Qui est chargé de le gérer ?

Je pense que c'est la même chose pour les autres services, que ce soit l'accueil, le cimetière, les services techniques, l'EHPAD et tout le reste. Qui a lancé ces recrutements et quels résultats aujourd'hui ?

L'administration est gérée pour rappel par la direction générale, sous contrôle du maire.

Les adjoints ont un pouvoir uniquement de délégation, mais absolument pas hiérarchique sur les services. Ce ne sont pas eux qui dirigent les services.

Donc quand ça dysfonctionne, Monsieur le maire, il ne faut pas se tromper. C'est avant tout par la hiérarchie que ça dysfonctionne.

Donc à partir de là, un maire dirige, c'est vous et vous seul qui prenez les décisions à ce niveau-là.

Alors maintenant c'est une entreprise privée qui gère les actes d'urbanisme de notre commune. Voilà.

Donc on a cinq personnes qu'on paye qui sont absentes, et une entreprise privée qu'on paye pour gérer tout ça.

C'est dramatique. Oui c'est dramatique parce que financièrement pour notre commune, c'est de l'argent une fois de plus qu'on dépense.

Et puis je pense que malgré tout, aujourd'hui, on s'aperçoit que malgré toutes les dépenses qu'on a pu opérer, on se retrouve dans quelque chose qui ne fonctionne pas.

Alors on part aux plus urgents, on met en place une entreprise privée, on ne sait pas trop.

Mais aujourd'hui que vous n'avez plus de délégation d'urbanisme, Monsieur le maire, est-ce que le service fonctionne mieux ? Est-ce que les gens sont revenus ?

Est-ce que tout le monde est revenu à son poste ? Et est-ce qu'enfin l'harmonie est retrouvée ?

Ce n'est pas le cas. Donc on va attendre début janvier, on va voir tout ça et j'espère que les personnes qui reviendront et sauront reprendre leur place.

Et puisque maintenant il n'y a plus de problème, bien que tout va rentrer dans l'ordre. Voilà.

Parce qu'après on aura les délégations, peut-être qu'il y aura quelqu'un qui gèrera l'urbanisme au niveau des élus.

Mais aujourd'hui, comment ça va se répartir, on attendra la liste des délégations suivante.

Pour finir, juste effectivement remercier Maëlle pour l'investissement qui a été le sien en tant qu'élue.

Comme nous tous, je pense que je l'ai souvent dit, on a une volonté de s'investir chacun sur notre temps personnel.

Tous ici et je pense que rien que ça c'est respectable. On passe du temps.

Je pense qu'humainement, même si on n'est pas d'accord, même Monsieur le maire, si là on n'est pas d'accord et qu'on se l'ait dit en face et que quelquefois on a l'occasion de s'accrocher.

Je pense qu'humainement, il ne faut absolument pas se reprocher quoi que ce soit.

Je pense qu'humainement, il faut qu'on arrive aussi à se respecter. Notre engagement, il est sincère.

Et je pense qu'à partir de là, il faut que les uns les autres, on se respecte.

Donc je voudrais aussi remercier l'engagement de Maëlle, de nous tous, mais de Maëlle par rapport aujourd'hui à la situation que tu peux vivre. Merci.

Christophe VIGNAUD :

Bien. On va passer au vote et on va passer au vote à main levée

Qui est pour le maintien de l'adjointe dans l'exercice de ses fonctions ? Qui est pour le maintenir ? QUI est contre ? Qui s'abstient ?

On va passer au point numéro 2.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-01 : Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18 et L. 2122-20 conférant respectivement au Maire les pouvoirs de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et de retirer des délégations consenties à ces derniers ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 fixant à huit le nombre des adjoints au Maire ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 relative à l'élection des adjoints au Maire avec au 1^{er} rang Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN ;

VU l'arrêté n°2021-2-071 en date du 20 mai 2021 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire ainsi que la signature de certains actes et documents à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable ;

VU l'arrêté n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de préserver la bonne marche de l'administration municipale,

CONSIDERANT que, aux termes de l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions,

Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte du retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable et de se prononcer sur la nature du scrutin, public ou secret et de décider du maintien ou non des fonctions de Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire.

Le conseil municipal est invité à se prononcer :

Par un « POUR », pour le maintien de *Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN* dans ses fonctions

Par un « CONTRE », contre le maintien de *Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN* dans ses fonctions

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

PREND ACTE du retrait d'une délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire.

DECIDE de se prononcer par le biais d'un scrutin public.

VALIDE les résultats suivants :

Nombre de voix POUR le maintien de l'adjointe dans ses fonctions : 1

Nombre de voix CONTRE le maintien de l'adjointe dans ses fonctions : 15

Nombre d'abstentions : 10

DECIDE de faire cesser les fonctions de Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, en tant que 1^{ère} Adjointe au Maire

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

2. Détermination du nombre d'adjoints au Maire et fixation de l'ordre des adjoints

Christophe VIGNAUD :

Donc c'est la détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints.

C'est la suite de la délibération précédente. Il convient de se prononcer sur le nombre d'adjoints en les réduisant de 8 à 7.

On ne prend pas d'adjoints supplémentaires et le premier adjoint, ça sera dans l'ordre.

C'est Alain CLAVERIE qui prend la place de Maëlle DUBOSC PAYSAN

Est-ce que vous avez des questions ?

Donc on va passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-02 : Détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-1 et L. 2121-2,

VU la délibération n°2 en date du 3 juillet 2020, par laquelle il a été décidé de fixer à huit le nombre des adjoints,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions d'un adjoint au Maire,

CONSIDERANT que le poste de premier adjoint au Maire est désormais vacant, il convient que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle détermination du nombre des adjoints,

Il est demandé au Conseil Municipal de modifier le nombre des adjoints au Maire et le réduire de huit à sept, de promouvoir d'un rang chacun les adjoints et de fixer, en conséquence, l'ordre du tableau du Conseil Municipal comme suit :

Maire	Christophe VIGNAUD
1^{er} adjoint au Maire	Alain CLAVERIE
2^e adjoint au Maire	Mathilde VINTROU
3^e adjoint au Maire	Edouard DUPOUY
4^e adjoint au Maire	Oriane RUVAL
5^e adjoint au Maire	Michel VILLEGER
6^e adjoint au Maire	Céline LUNARDELLI
7^e adjoint au Maire	André JAKUBIEC

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

MODIFIE le nombre des adjoints au Maire et le réduit de huit à sept.

PROMEUT d'un rang chacun des adjoints.

FIXE en conséquence, l'ordre du tableau du Conseil Municipal qui est modifié comme suit :

Maire	Christophe VIGNAUD
1^{er} adjoint au Maire	Alain CLAVERIE
2^e adjoint au Maire	Mathilde VINTROU
3^e adjoint au Maire	Edouard DUPOUY
4^e adjoint au Maire	Oriane RUVAL
5^e adjoint au Maire	Michel VILLEGER
6^e adjoint au Maire	Céline LUNARDELLI
7^e adjoint au Maire	André JAKUBIEC

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

3. Indemnités de fonctions des élus municipaux

Christophe VIGNAUD :

Le point numéro 3. Les Indemnités de fonction des élus municipaux.

Donc en prenant en compte les deux délibérations précédentes, il est proposé au conseil municipal de ne pas modifier le montant des indemnités de fonctions du maire ainsi que des adjoints et conseillers titulaires d'une délégation.

Concrètement, cela veut dire que le montant des indemnités qui étaient attribuées à l'adjoint ne seront pas redistribuées aux autres adjoints ou autres délégués.

Est-ce que vous avez des questions ?

Donc on va passer au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Et qui est pour ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-03 : Modification du tableau des indemnités des élus

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2123-20 et suivants, modifiés par la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019,

VU le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 fixant, le nouvel indice brut terminal de la fonction publique,

VU les lois n° 2015-366 du 31 mars 2015 et n° 2016-1500 du 8 novembre 2016 qui prévoient que le maire perçoit automatiquement les indemnités de fonction au taux maximum, sauf s'il demande à bénéficier d'un taux inférieur,

VU l'arrêté municipal n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions d'un adjoint au Maire,

VU la délibération n°241216-02 en date du 16 décembre 2024 portant détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints,

CONSIDÉRANT que, pour la Commune de Soorts-Hossegor qui compte 3 520 habitants recensés en 2021 par l'INSEE, le taux maximal de l'indemnité de fonction du maire est fixé à 55% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, celui des adjoints à 22% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, et celui des conseillers municipaux à 6% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

CONSIDÉRANT que le poste de premier adjoint au Maire est désormais vacant, il convient que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle répartition des indemnités des élus.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

DECIDE de ne pas répartir les indemnités liées au poste d'adjoint vacant.

VALIDE la répartition des indemnités de fonction comme suit :

- Maire : 38,50 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- 1^{ère} adjoint : 18,42% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- Adjoints : 12,40% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- Conseillers délégués : 5,04% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Conformément à l'article L. 2123-20-1 du CGCT, un tableau récapitulatif est annexé à la présente délibération.

PRÉCISE que ces modifications seront effectives à compter de la date du caractère exécutoire de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mme DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



M. VIGNAUD

4. Mise à jour de la composition des commissions municipales

Christophe VIGNAUD :

Mise à jour de la composition des commissions municipales.

En conséquence du retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle BUBOSC-PAYSAN, il est proposé de modifier la composition de ces commissions.

Le seul changement réside dans le fait que du coup je présiderai désormais les commissions urbanisme et logement.

Est-ce que vous avez des questions avant le vote ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

On va passer aux points finances.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-04 : Mise à jour des commissions municipales et de leur composition

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCCO, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU l'arrêté municipal n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe en charge de l'urbanisme et du développement durable,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions de la 1^{ère} adjointe au Maire,

Monsieur le Maire propose de mettre à jour les commissions municipales :

- Urbanisme, développement urbain
 - Sous-commission Urbanisme
 - Sous-commission Logement

COMMISSION URBANISME, DEVELOPPEMENT URBAIN

➤ Sous-commission Urbanisme

Membres :	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Henri ARBEILLE
	Alain CLAVERIE
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	André JAKUBIEC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGGER
	Christian DUCAMP

➤ Sous-commission Logement

Membres	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Alain CLAVERIE
	Catherine CERIZAY-MONTAUT

COMMISSION TRAVAUX, VOIRIE, PATRIMOINE

Vice-président :	Alain CLAVERIE
Membres :	Véronique CAZAVANT
	Caroline CHABRES-DUC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGGER
	Christian DUCAMP

COMMISSION FINANCES

Vice-président :	Edouard DUPOUY
Membres :	Henri ARBEILLE
	Lionel BARBERIS
	André JAKUBIEC
	Patrice BIANCONE
	Myriam LANGLOIS

COMMISSION PREVENTION, SECURITE, GESTION DES PLAGES

Vice-présidente :	Mathilde VINTROU
Membres :	Emmanuelle BESCHERON
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Paul GONCALVES

COMMISSION COMMUNICATION

Vice-présidente :	Oriane RUVAL
Membres :	Quentin BENCHETRIT
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE

Vice-président :	Michel VILLEGER
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Alain CLAVERIE
	André JAKUBIEC

COMMISSION CULTURE

Vice-président :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Gaétane ARICKX
	Patrice BIANCONE
	Sandrine BOMPAS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Oriane RUVAL

COMMISSION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ESPACES CONCEDES

Vice-président :	André JAKUBIEC
Membres :	Lionel BARBERIS
	Jean BELLOCQ
	Patrice BIANCONE
	Véronique CAZAVANT
	Caroline CABANAC-ESCANDE

COMMISSION EDUCATION, PETITE ENFANCE, ENFANCE, JEUNESSE, AFFAIRES SOCIALES, EHPAD

➤ Sous-commission Education, petite enfance

Vice-président :	Mathieu PARAILLOUS
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Caroline CHABRES DUC
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

➤ **Sous-commission Enfance, Jeunesse, affaires sociales**

Vice-président :	Mathieu PARAILLOUS
Membres :	Lionel BARBERIS
	Caroline CHABRES DUC
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Myriam LANGLOIS

➤ **Sous-commission Conseil Municipal des Jeunes**

Vice-présidente :	Caroline CHABRES DUC
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Emmanuelle BESCHERON
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Myriam LANGLOIS
	Christian DUCAMP

COMMISSION EVENEMENTIEL

Vice-président :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Caroline CHABRES-DUC
	Mathilde VINTROU
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Quentin BENCHETRIT
	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Caroline CABANAC-ESCANDE

➤ **Sous-commission Evènements sportifs**

Vice-président :	Jean BELLOCQ
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Véronique CAZAVANT

➤ **Sous-commission Animations de Noël**

Vice-présidente :	Gaétane ARICKX
Membres :	Elsa BECKER
	Sandrine BOMPAS
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	Véronique CAZAVANT
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ASSOCIATIONS

Vice-président :	Paul GONCALVES
Membres :	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION RESSOURCES HUMAINES

Vice-président :	Jean-Marc LEROY
Membres :	Lionel BARBERIS
	Paul GONCALVES
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION MEDIATION AVEC LES COMMERÇANTS, PME/TPE, ARTISANS

Vice-président :	Patrice BIANCONE
Membres :	Gaétane ARICKX
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION GESTION DES RISQUES SANITAIRES

Vice-président :	Quentin BENCHETRIT
Membres :	Elsa BECKER
	Mathieu PARAILLOUS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Michel VILLEGER

COMMISSION GESTION DES CIMETIERES

Vice-présidente :	Myriam LANGLOIS
Membre :	Véronique CAZAVANT

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE RELATIVE AU CONTROLE DES
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Représentant titulaire :	Alain CLAVERIE
Suppléant :	Mathieu PARAILLOUS

COMMISSION DE REVISION DES LISTES ELECTORALES :

Membres titulaires	Membres suppléants
Véronique CAZAVANT	Gaétane ARICKX
Myriam LANGLOIS	Christian DUCAMP
Céline LUNARDELLI	
Lionel BARBERIS	
Caroline CABANAC- ESCANDE	

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

FINANCES

5. Décision modificatives n°4 du budget principal

Christophe VIGNAUD :

C'est assez compliqué ce soir, et je vais passer la parole à Edouard.

Donc au point numéro 5, c'est décision modificative du budget principal.

Edouard DUPOUY :

Oui, alors c'est la dernière décision modificative de l'année. On en a parlé en commission générale et on a vu le détail en commission finance.

Grosso modo il n'y a pas beaucoup de changements. Ce sont des sujets assez classiques et des montants relativement faibles.

Vous trouverez également les ajustements qu'il va y avoir sur les subventions aux associations, puisqu'elles sont faites au fil de l'eau, notamment quand on reçoit les éléments sur les subventions relative aux manifestations.

Un certain nombre d'ajustements liés à nos travaux sont liés aux AP/CP que je regarderai par la suite. Vous avez le tableau et le détail, je n'en dis pas plus.

S'il y a des questions, je peux y répondre tout de suite, sinon on procède au vote.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Non ? Alors, on va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-05 : Décision modificative n°4/2024 budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 25 novembre 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-03 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°2 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240927-01 du 27 septembre 2024 portant vote de la décision modificative n°3 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°4/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 117 436,00 € et en section d'investissement à 3 922,62 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	011	020	6228		Prestation de service	29 028,37
D	F	65	12	6553		Service d'incendie	30 000,00
D	F	65	01	6558		Autres contributions obligatoires	-47 900,00
D	F	65	01	657351		Subventions fonctionnement à Macs	47 900,00
D	F	65	020	65748		Subventions fonctionnement aux associations - annulation	-2 160,00

suite

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	65	020	65748		Subventions fonctionnement aux associations	-33 860,00
D	F	65	020	65748		Subventions Ocean Perf	1 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Ocean Life	6 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Les Marinières Capbreton Hossegor Rugby	1 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Lire sur la vague	15 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Les 10 milles	1 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions ASH Pelote	1 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Coureurs d'écume	500,00
D	F	65	020	65748		Subventions Selken	500,00
D	F	65	020	65748		Subventions Little is better	3 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions OGECC Collège St Joseph	1 360,00
D	F	65	020	65748		Subventions Nickel Chrome	2 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Atlantique Landes Récifs	1 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Transforms SLB	500,00
D	F	014	020	7398		Reversement taxe de séjour départementale 2023	9 445,01
D	F	023	01	023		Virement à la section d'investissement	51 122,62
Dépenses de fonctionnement							117 436,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	F	013	020	6419		Remboursements sur rémunération du personnel	27 000,00
R	F	731	01	73118		Rôles supplémentaires contributions directes	28 297,00
R	F	75	311	757351		Subvention de fonctionnement de Macs	10 000,00
R	F	75	020	75738		Autres subventions	-10 000,00
R	F	75	020	75888		Autres produits de gestion courante	33 139,00
R	F	77	01	773		Mandats annulés sur exercices antérieurs	29 000,00
Recettes de fonctionnement							117 436,00

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	16 000,00
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	1 400,00
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	13 500,00
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	-50 000,00
D	I	21	845	2151		Réseaux de voirie - Seignosse Av. des Oyats	100 000,00
D	I	23	632	2313	9482	Travaux Sporting casino	-1 000 000,00
D	I	23	632	2313	9499	Travaux Sporting casino - TVA	1 000 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments divers	288 866,02
D	I	23	847	2315	9472	Travaux Av des Ecoles	-157 458,60
D	I	23	510	2315	9457	Travaux Place des Landais	-86 384,80
D	I	23	11	2313	9460	Travaux Poste de Police	-60 000,00
D	I	4582	020	4582001		Opération sous mandat - Dépenses - Av. du Golf	16 500,00
D	I	4582	020	4582002		Opération sous mandat - Dépenses - Mollie-Larnère	1 500,00
D	I	4581	020	4581004		Opération sous mandat - Dépenses - Av des Oyats	-100 000,00
D	I	4581	020	4581006		Opération sous mandat - Dépenses - Gaujacq-Lesbarres	20 000,00
Dépenses d'investissement							3 922,62

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	I	4582	020	4582001		Opération sous mandat - Recettes - Av. du Golf	30 000,00
R	I	4582	020	4582002		Opération sous mandat - Recettes - Mollie-Larnère	2 800,00
R	I	4582	020	4582004		Opération sous mandat - Recettes - Av des Oyats	-100 000,00
R	I	4582	020	4582006		Opération sous mandat - Recettes - Gaujacq-Lesbarres	20 000,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	51 122,62
Recettes d'investissement							3 922,62

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°4/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Mairie DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

6. Décision modificative n°5 « technique » du budget principal

Edouard DUPOUY :

Point numéro 6, qui est une décision modificative dite « technique » sur le budget principal et qui concerne l'accession d'un véhicule et l'achat d'un véhicule, qui est un 4x4 pour les plages. S'il y a des questions, j'y réponds.

Christophe VIGNAUD :

On passe au vote.

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-06 : Décision modificative n°5/2024 du budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 25 novembre 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-03 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°2 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240927-01 du 27 septembre 2024 portant vote de la décision modificative n°3 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°241216-05 du 16 décembre 2024 portant vote de la décision modificative n°4 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°5/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 10 455,61 € et en section d'investissement à 8 455,61 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	10 455,61
Dépenses de fonctionnement						10 455,61

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	F	77	020	775	Produits des cessions d'immobilisations	2 000,00
R	F	042	01	7761	Différences sur réalisations transférées investissement	8 455,61
Recettes de fonctionnement						10 455,61

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D/R	I	040	01	192	Moins-value sur cession	8 455,61
Dépenses d'investissement						8 455,61

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	I	040	01	21828	Sortie inventaire - matériel de transport	10 455,61
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-2 000,00
Recettes d'investissement						8 455,61

Après en avoir délibéré,

Avec 21 voix pour

5 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°5/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

7. Autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal

Edouard DUPOUY

Ensuite, on va passer aux AP/CP. Donc les autorisations de programme et crédits de paiement.

Donc il y a plusieurs ajustements. Le premier ajustement, c'est concernant le plan-plage.

En fait vous le voyez dans le tableau qui vous a été communiqué, on a fait le choix de décaler ces crédits, à la fois sur 2025 et sur 2026 et de changer le montant global de l'AP/CP.

Vous avez tout le détail justement de ces travaux.

Pour rappel, ça concerne à la fois la réhabilitation du poste de secours de la plage blanche, l'installation de trois postes de secours mobiles pour les plages des chênes lièges, du Rey et du Parc.

Et puis il y a également des aménagements de voiries, d'accès de plage et de parking.

Le second AP/CP concerne la ferme de Bielle. Je pense que Céline rentrera un peu plus dans le détail tout à l'heure.

Il y a un marché de maîtrise d'œuvre qui a été lancé il y a quelques jours.

On a une première estimation de travaux sur laquelle je pense qu'il faut retravailler un peu plus par la suite. On en reparlera je pense avec Céline, pour notamment avoir des coûts un peu plus affinés.

Mais voilà du coup il y a un AP/CP là-dessus qui s'élève, vous l'avez, à hauteur d'un million et cinquante mille euros.

Pour des travaux qui pourraient se dérouler sur deux années, donc 2025 et 2026.

Je rappelle, mais on en reparlera peut-être par la suite, que l'idée, l'idée de base c'était de financer ces travaux de rénovation en lien avec la vente de la maison Bonhomme qui pourrait avoir lieu dans les semaines ou les mois à venir. Donc sujet à suivre on en reparlera tout à l'heure.

Ensuite l'AP/CP pour l'avenue des Ecoles qui ne bouge pas en fait en termes de montant général, mais on décale juste les crédits de 2024 vers 2025 puisque tout n'a pas été consommé.

Autre point, la place des Landais c'est toujours le même sujet, le montant global ne bouge pas mais comme l'ensemble des factures n'ont pas été réglées sur l'année 2024, on décale ces crédits sur l'année 2025 pour finaliser le règlement mais le projet en lui-même est finalisé.

Et même sujet sur le dernier AP/CP qui concerne le poste de police municipale, on décale des crédits juste pour 60 000 euros pour finaliser et régler les dernières factures.

Sur ce dossier là j'en ai terminé, est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Oui, Lionel ?

Lionel BARBERIS :

Oui merci.

Concernant la première AP/CP sur le plan plage, on est sur un rajout de crédit aussi là ?

Edouard DUPOUY :

On est sur un rajout de crédit, puisqu'on était à 900 000€ sur le premier AP/CP et là on est à 1 350 000€.

Lionel BARBERIS :

Un rajout de 450 000 euros là quasiment ?

Edouard DUPOUY :

Oui.

Lionel BARBERIS :

Pour ?

Edouard DUPOUY :

Alors à quoi sont liées ces modifications ? Les modifications ont lieu par rapport aux coûts de maîtrise d'œuvres initiaux, il y a eu des réajustements, il y a eu notamment des estimations qui avaient été faites et qui ont dû être réajustées.

Et donc il y a bien un rajout de 446 000 €.

Lionel BARBERIS :

Ça fait 50% d'augmentation quoi. Ils sont liés à quoi ? À des surprises ?

Christophe VIGNAUD :

Je pense que la première estimation n'était pas la bonne, donc du coup on a dû réajuster. Là-dessus tu sais, il y a une forme de subvention qui est...

Lionel BARBERIS :

Dans les AP/CP, il serait bon aussi de mettre les recettes attendues. Ce serait bien.

Christophe VIGNAUD :

En fait, tu as 70% de subventions, donc globalement, sur le prix global tu prends 45% qui nous est à alloué.

Lionel BARBERIS :

On aura aussi 70% de subventions sur les... Non c'est ciblé sur certaines choses.

Christophe VIGNAUD :

C'est 70% sur ce qui est éligible.

Edouard DUPOUY :

Souvent c'est de la signalétique.

Christophe VIGNAUD :

Voilà, absolument.

Et sur ces 70%, pour être tout à fait clair, sur le montant qui est d'un million d'euros, quand on regarde la totalité, ça représente 40% à 45%.

Sur les 70% qui sont éligibles, qui vont être cofinancés par l'État ou autre.

Lionel BARBERIS :

Je pense que c'est important de le souligner parce que dans les AP/CP, ce qui est bien, c'est qu'on le voit au fil du temps des variations de ce type-là. C'est-à-dire que là on a des AP/CP à 900 000€.

On se retrouve avec 1 350 000€, ce qui est quand même conséquent en termes d'augmentation.

L'inflation ne peut pas tout porter par rapport à ça parce qu'on est à 50%, il ne faut pas exagérer non plus.

Je pense que dans les estimations, c'est important, ce qui vient sur la deuxième AP/CP, sur la ferme de Bielle puisque là on inscrit à 1 000 000€, en sachant pertinemment qu'en fonction du type de travaux qu'il y aura à faire en fonction de l'équipement, en fonction de ce qu'on va y mettre dedans, on est vraiment sur une enveloppe pour l'instant qui est à la louche.

Il y a beaucoup de choses qui peuvent se passer en termes d'estimation qui peuvent faire évoluer ce budget à la baisse.

Peut-être à la hausse sûrement en réalité parce qu'on sait comment ça se passe.

Céline LUNARDELLI :

Juste une précision pour la ferme de Bielle, le montant-là c'est juste pour la rénovation. Je vais en parler tout à l'heure par rapport à l'association qui a été choisie, il n'y a aucun investissement de la mairie pour l'infrastructure de l'association, c'est que la rénovation.

Lionel BARBERIS :

Tu vois la rénovation, le problème c'est qu'on a 1,5 million d'Euros de travaux estimatifs et on peut avoir quelques surprises aussi.

Je prends l'exemple du Sporting, le Sporting ça nous est arrivé, on a évalué un montant, on se retrouve avec un montant qui est largement supérieur.

Voilà donc ce que je voulais dire c'est que dans le global des AP/CP, ce qu'on fait dans les autorisations de programme et crédits de paiement, on fait ça pour justement avoir une vision pluriannuelle de nos investissements.

Et si je dis ça c'est parce qu'on rajoute à ça ce qu'on a vu d'ailleurs en commission finance aujourd'hui et ce qu'on verra peut-être dans des écritures futures, à savoir qu'on parle d'un complexe sportif, on parle de la ferme de Bielle etc. le Sporting, en fait tous ces équilibres-là qui changent en permanence,

Si on n'a pas de vision pluriannuelle on ne sait pas si on est capable de les porter ou pas.

Voilà donc là on rajoute la ferme de Bielle, alors on enlève le Sporting en partie, qu'est-ce qu'on y fait, qu'est-ce qu'on n'y fait pas, tout ça demande une discussion et un pilotage au quotidien qui est complexe.

Cela étant dit 1,5 million, ça reste une estimation.

Donc je dis attention parce que là on est sur une augmentation potentielle, on l'a juste avant au plan plage et on l'a juste après sur la place des Landais puisque la place des Landais on a inscrit là sur un programme final de « 4,6 millions », avec une estimation au départ qui était autour de 3 millions et quelques.

Edouard DUPOUY :

3,8 M€ HT, tu veux dire, mais c'est sur le montant que...

Lionel BARBERIS :

Non, on a eu une augmentation sur la place des Landais et puis en plus on a vu aujourd'hui qu'il y a 190 000 € qu'on n'intègre même pas dans ce programme et qui vont être distribués aux commerçants dans le cadre de la commission d'indemnisation.

Donc globalement on le voit régulièrement les AP/CP dépassent les estimations.

Christophe VIGNAUD :

Alors je vais te répondre sur plusieurs points.

En ce qui concerne la ferme de Bielle, la ferme de Bielle, et je pense que tout à l'heure on va en parler, en vendant la maison Bonhomme ça va financer une partie de Bielle, une grande partie de Bielle.

Bielle c'est une coquille vide qu'on va juste rénover pour que l'association qui a été choisie puisse faire son activité.

On a mis un million, 1.5M, c'est une estimation qui a été faite, qui va être réajustée, à partir du moment où on va commencer à lancer les opérations auprès des industries et des entreprises.

Et à ce moment-là on réajustera notre AP/CP.

Ce qui est certain c'est qu'on ne va pas aller faire tout et n'importe quoi, même si on considère que je gère pas du tout la ville et que je le fais mal. Je reviendrai quand même sur le Sporting. Le Sporting c'était un choix.

On est les seuls à être allés jusqu'au bout de toutes les études pour savoir ce qu'il fallait faire à l'intérieur du bâtiment.

Quand je dis "on est les seuls" c'est qu'on a fait les études, et pas des études partielles pour savoir s'il faut changer les poutres ici ou là ; on a fait des études totales qui étaient de l'ordre de 500 000 euros.

Et on sait aujourd'hui que si on va sur le Sporting, c'est déraisonnable puisqu'on sait qu'après les différentes ouvertures de plis, on se retrouvait au-delà du budget qu'on s'était fixé et qu'on avait mis en place.

Donc aujourd'hui le Sporting il faut le revoir.

Aujourd'hui le Sporting il est clair qu'on ne peut pas l'engager sur nos propres deniers comme on le pensait.

Et ça, c'est être raisonnable de dire qu'en l'état ce n'est pas réalisable parce qu'on est certain qu'on ne va pas s'en sortir.

On est certain que si on reste sur le Sporting tel qu'on le souhaitait, on allait dépasser totalement notre capacité, on allait mettre en péril la ville et c'est ce que je ne veux pas et c'est ce qu'on ne souhaite pas, je pense, autour de la table.

On veut s'en sortir et on veut le faire, mais on ne veut pas le faire à n'importe quel prix.

Donc tu as assisté à différentes commissions finances où on travaille sur le sujet et on essaiera de faire en sorte que le Sporting puisse être un élément qui se sortira d'une manière ou d'une autre avec en tout cas peu d'incidence à ce qui nous concerne. Je parle au niveau de la ville.

Pour revenir sur Bielle il est important de le faire parce que d'abord c'est un bâtiment sur lequel il y a une vraie histoire. Je pense qu'il y a vraiment quelque chose qu'on puisse sortir avec l'association.

Donc il est certain que toutes ces opérations dont on vient de parler, elles coûtent cher.

Et pour finir pour la place des Landais, juste pour information, on a eu des subventions parce qu'en fait tu as raison sur le prix et sur le total.

Mais on a quand même ressorti 350 000€ de la DSIL, une aide de l'Etat, et 30 000€ de la MACS.

Le coût total et le coût final il est de 3,4 M € au lieu de 2,8M€ au départ.

Donc il y a eu des dépassements certes, mais qui sont relativement raisonnables pour un type de projet tel que celui-là, puisqu'il y a quand même eu d'abord une concentration des travaux sur 9 mois, une difficulté quand même qui n'est pas aussi simple.

Donc en ce qui concerne les AP/CP, sur lesquels on est en train de discuter, on essaye de les maintenir et de faire en sorte qu'elles soient dans le budget. Oui ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je voulais revenir sur les 70% de subventions du plan-plage qui ont été abordées.

Est-ce qu'il serait possible d'avoir les éléments d'engagement de subventions des services de l'Etat et du département ?

Christophe VIGNAUD

Ça fait 40% du total de ce qui est prévu, donc c'est 70% de tout ce qui est éligible.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais est-ce qu'il serait possible d'avoir les détails de ce qui vient de chaque organisme de l'Etat, du département ? Parce que là on a une enveloppe globale sur laquelle on mise.

Et est-ce qu'aujourd'hui on a quand même, une certitude je ne dis pas, mais est-ce qu'on sait combien du département, combien du GIP, combien chacun s'engage dans ce plan en fait ?

Christophe VIGNAUD :

Non, alors aujourd'hui non. On n'a pas eu la notification.

Mais on sait par la personne qui s'occupe du fameux plan-plage avec nous que c'est à peu près 40% du montant global de subventions.

70% de ce que je disais est 70% de ce qui peut être éligible, ce qui correspond à peu près à 40% de l'ensemble des dépenses prévues sur le budget.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je m'autorise cette question parce qu'on sait tous où les plans plages de voisins ou d'autres chantiers sur des montants de subventions sur lesquels on a tous misé.

Et à l'arrivée, on sait qu'en général on n'y est pas. Donc ce serait bien pour le plan-plage qu'on sache déjà un petit peu où on met les pieds.

Christophe VIGNAUD :

Jusque-là, ils ont tenu leur parole. Après maintenant, c'est la dernière loi de finance qui va être faite au niveau de l'Etat. Je ne peux pas m'engager là-dessus.

Lionel BARBERIS :

Juste par rapport au Sporting, c'est intéressant ce que vous soulignez. C'est quatre ans, quatre ans et demi d'études de la part de la commune pour arriver...

Intervention inaudible

Mais les architectes ont travaillé. Les estimations ont été mauvaises apparemment puisque les enveloppes qui ont été ouvertes ont créé la surprise.

Mais c'est quand même quatre ans et demi de travail de tout le monde pour arriver à un résultat qui est de pas faire.

Donc c'est quand même un problème.

Edouard DUPOUY :

Il n'y a pas de prise de décision.

Lionel BARBERIS :

De faire autrement ? En tout cas, les pistes qui sont...

Edouard DUPOUY :

Il n'y a aucune prise de décision. Ni de faire, ni de faire autrement.

Lionel BARBERIS :

C'est quatre ans de réflexion sans prise de décision. Si vous voulez, c'est encore mieux.

Mais je dis simplement que c'est pour ça que la prospective est intéressante.

Toujours avec cette prudence qui est nécessaire puisqu'on le voit ; et c'est le cas dans cette délibération.

Je reviens sur la délibération, c'est que toutes les AP/CP qui sont là bougent et la ferme de Bielle, pour moi, ne fera pas exception.

Edouard DUPOUY :

Et si tu as une piste de réflexion, enfin si l'ensemble des conseillers ont des pistes de réflexion pour améliorer. Parce que moi aussi j'ai beaucoup de mal à appréhender ces AP/CP, puisque j'ai l'impression qu'on ne peut pas s'appuyer réellement sur ces estimations.

De toute façon, dès qu'on nous sort un chiffre du chapeau et quand on en parle en commission, on a du mal à l'appréhender, on a du mal à comprendre ce qui est vrai, ce qui n'est pas vrai.

Et aujourd'hui pour piloter un budget et un PPI, c'est quand même très difficile de s'appuyer sur ces estimations qui ne sont pas toujours fiables.

Et si on a une piste de réflexion, une meilleure méthode pour travailler en science, moi je suis preneur.

Lionel BARBERIS

Je pense qu'il faut déjà mettre la pression nécessaire auprès de tous les acteurs qui nous accompagnent.

Je pense que n'importe quel promoteur, entreprise privée qui travaille à l'élaboration d'un projet, cherche dans son estimation être la plus juste possible, sinon vous allez voir les banquiers, vous cherchez des financements, vous ne trouvez rien du tout.

Nous en fait, en tant que collectivité, on accepte qu'on déborde de 50% par-ci, 50% par-là. En fait, on est les seuls à accepter ça.

Aller faire ça à un promoteur dans le cadre d'un marché, moi c'est le cas tous les jours, autant vous dire que la négociation pour dire je veux plus, etc. elle est extrêmement difficile. Là j'ai l'impression que c'est toujours facile.

Dans l'appel d'offre, il y a un surcoût parce qu'on n'avait pas vu que la poutre allait tomber, que si, que ça, donc on en met des tartines.

Il y a des gens qui sont une spécialité de répondre juste au prix et après de se dire de toute façon sur les travaux supplémentaires, je vais pouvoir me mettre ce qu'il faut pour me récupérer. Il y en a qui sont adeptes de ça.

Je pense à nous aussi d'être exigeants avec nos architectes, avec les gens qui travaillent avec nous, en disant "on estime que le niveau de performance que vous devez à la collectivité, il doit être élevé".

Et pas de se retrouver en acceptant n'importe quel dépassement d'honoraires, de ci, de ça, parce qu'à la fin, c'est ce qui se passe, parce que les matériaux, parce que ce n'était pas la bonne pierre, parce que ce n'était pas la bonne couleur.

À un moment dans le cahier des charges, il faut aussi que...

Vous ne faites pas ça avec le privé la plupart du temps. C'est compliqué.

Edouard DUPOUY :

Je partage et je suis d'accord qu'il faut un niveau d'exigence avec ces cabinets d'architectes, mais en l'occurrence dans le cas du Sporting, concrètement, comment ça va se caractériser, se matérialiser, moi je ne sais pas.

Aujourd'hui, on est arrivé à un point de non-retour, c'est-à-dire qu'on a ouvert ces plis, on a des montants qui sont déconnectés.

Je ne vois pas comment on peut réanimer ce débat et refaire venir travailler ces gens qui nous ont sorti des estimations qui, visiblement, ne sont pas correctes.

Lionel BARBERIS :

Ça veut dire que le travail a été mal fait.

Edouard DUPOUY :

Ça, on est tous d'accord.

Christophe VIGNAUD :

Oui, alors le travail mal fait...

Lionel BARBERIS :

Je ne dis pas mal fait des élus, mal fait des gens qui nous accompagnent.

Je suis désolé, mais une estimation qui dépasse de 50%, je ne sais pas combien ça a été sur le Sporting.

Edouard DUPOUY :

20% oui.

Christophe VIGNAUD :

Non, c'était 20%.

Lionel BARBERIS :

Même 20%, je suis désolé.

Edouard DUPOUY :

C'est multifactoriel mais...

Christophe VIGNAUD :

Après, c'est un petit peu malhonnête ce que tu dis là parce que le 20% peut s'expliquer puisqu'on avait une obligation, souviens-toi, d'effectuer les travaux sur quatre ans.

Puisque la DRAC nous obligeait de réaliser ces travaux sur quatre ans pour pouvoir récupérer les fameux 800 000 euros qui pouvaient nous être alloués par leurs services, 200 000 euros par an sur quatre ans.

Donc toi, tu as une entreprise, si tu dois faire un budget sur quatre ans, tu vas te faire des marges de sécurité, Je ne te dis pas des marges pour gagner de l'argent, des marges de sécurité.

Et quand on a ouvert tous les plis, l'ensemble des plis, on avait prévu 9 millions d'euros, on est arrivé donc 20% au-dessus ; c'est à dire, on était autour de 11 à 12 millions d'euros.

Mais il y avait à l'intérieur de ça des entreprises qui avaient pris une marge énorme de sécurité ; je te parle de ça pour les échafaudages, pour les peintures, pour l'électricité, puisque le prix d'aujourd'hui, dans quatre ans, ils étaient certains et on en est sûr.

Et toi le premier, quand tu nous parles de ton entreprise...

Lionel BARBERIS

C'est pour ça qu'ils ont des indices de la vision...

Christophe VIGNAUD

Oui mais à un moment ou à un autre, ils se sont mis une à une des marges pour pouvoir se mettre en sécurité sur ces quatre ans de travaux.

C'est pour ça qu'on est arrivé à un prix qui était au-delà et une dépense qui était au-delà de ce que l'on avait prévu.

Et on a bien décidé tous ensemble qu'il n'était pas raisonnable d'engager le moindre euro pour pouvoir faire la rénovation.

Parce que quand on commence une rénovation, on commence ici, on ne sait pas où on va.

Si on doit aller jusqu'au bout, on va jusqu'au bout mais on ne veut pas mettre en péril les finances de la municipalité.

Donc j'entends ce que tu dis, mais bon après on sait exactement que les devis, les budgets et autres on y travaille.

C'est certain qu'en ce qui concerne le Sporting, on avait des choses qui étaient contre nous et les quatre ans ont été une chose qui était réellement contre nous pour pouvoir le faire correctement. Maintenant il faut qu'on trouve une solution pour pouvoir sauver ce patrimoine.

Puisqu'aujourd'hui il est fermé, vous le savez il devait même être fermé beaucoup plus tôt puisque toutes les études qui avaient été faites, ainsi que tous les rapports qui nous avaient été transmis, nous avaient démontré qu'on devait le fermer en septembre 2023. Et j'ai pris la décision sous ma responsabilité de le fermer qu'en janvier 2024.

Donc pendant toute cette période-là, on aurait pu avoir des incidents et des accidents, c'était moi qui était responsable.

Cela étant, on essaye de trouver des solutions pour pouvoir sauver notre patrimoine et sauver notre Sporting.

Bien. Est-ce qu'il y a d'autres réflexions ? On va passer au vote.

Edouard DUPOUY

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Et qui est contre ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération 241216-07 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiement du budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L. 2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU les délibérations n°240308-05-06 du 8 mars 2024, n°240628-04 du 28 juin 2024 et n°240927-02 du 27 septembre 2024 actant les autorisations de programmes et crédits de paiement pour 2024,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP).

Il précise la nécessité de créer et/ou modifier des autorisations de programme afin de pouvoir acter de futurs marchés et permettre le paiement des opérations de travaux avant le vote du prochain budget.

Voici le détail des ces modifications et création :

- Création d'une nouvelle autorisation de programme

AP24.003 Ferme de Bielle

Dans le cadre de la future réhabilitation de la ferme de Bielle, il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme (AP). Il est proposé d'y inscrire 1 050 000 € et de répartir les crédits de paiement (CP) sur les exercices 2025 et 2026.

AP24.003	AP	CP 2025	CP 2026	TOTAL CP
+/-	1 050 000,00	262 500,00	787 500,00	1 050 000,00
CM 16/12/2024	1 050 000,00	262 500,00	787 500,00	1 050 000,00

- Modification d'une autorisation de programme existante

AP23.002 Plan Plage

Les travaux du plan plage sont composés de deux phases, l'une pour les plages du lac et l'autre pour celles de l'océan.

Aujourd'hui, le projet a été chiffré par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Pour le lac, les travaux se composent en la réhabilitation du poste de secours de la plage Blanche, la fourniture-fabrication-installation de trois postes de secours mobiles pour les plages des Chênes-Lièges, du Rey et du Parc et en l'aménagement de voiries (accès des plages, parking ...) et d'espaces verts.

Les travaux devraient se terminer à la fin du printemps 2025.

Pour les plages océanes, nous sommes en attente de la validation de la procédure à adopter en matière d'études environnementales.

Il faut donc modifier l'AP déjà créée pour l'ajuster à l'estimatif du coût des travaux pour la phase des plages du lac et de la maîtrise d'œuvre globale. Les CP sont modifiés et répartis sur 2025 et 2026.

AP23.002	AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025
BP 2024	900 000,00	79 517,89	160 000,00	660 482,11
+/-	446 775,65			339 517,89
CM 16/12/2024	1 346 775,65	79 517,89	160 000,00	1 000 000,00

CP 2026	TOTAL CP
	900 000,00
107 257,76	446 775,65
107 257,76	1 346 775,65

- Modification de la répartition des crédits de paiements d'autorisations de programme déjà ouvertes

Si au 31 décembre d'une année, l'intégralité des CP de l'année en cours n'a pas été consommée, il est possible de les reporter sur la tranche de l'année suivante. Cependant, leur reprise ne pourra être effective qu'après le vote du compte administratif.

Pour éviter cette contrainte, il est possible de modifier la répartition des CP dès l'année en cours, en estimant les CP non consommés d'ici la fin de l'année et en les reportant sur la CP de l'année suivante. Ainsi, dès le 1^{er} janvier la collectivité peut utiliser l'intégralité des CP votés.

Les trois autorisations suivantes ont besoin de ce type d'ajustement.

AP23.001 Avenue des Ecoles

AP23.001	AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025
BP 2024	514 174,40	14 174,40	500 000,00	
+/ -			-157 458,60	157 458,60
CM 16/12/2024	514 174,40	14 174,40	342 541,40	157 458,60

TOTAL CP
514 174,40
0,00
514 174,40

AP19.002 Place des Landais

AP19.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021
BP 2024	4 690 045,74	825,12	37 597,80	80 877,54
+/ -				
CM 16/12/2024	4 690 045,74	825,12	37 597,80	80 877,54

CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
526 035,88	3 491 709,40	553 000,00		4 690 045,74
		-86 384,80	86 384,80	0,00
526 035,88	3 491 709,40	466 615,20	86 384,80	4 690 045,74

AP21.001 Poste de police

AP21.001	AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023
BP 2024	1 147 753,49	31 569,80	428 257,56	567 926,13
+/ -				
CM 16/12/2024	1 147 753,49	31 569,80	428 257,56	567 926,13

CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
120 000,00		1 147 753,49
-60 000,00	60 000,00	0,00
60 000,00	60 000,00	1 147 753,49

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la création et les modifications sur les autorisations de programme et les ajustements sur les crédits de paiement tels que définis ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

8. Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025

Edouard DUPOUY :

Donc point numéro 8. L'autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025, sujet assez classique qui revient puisque jusqu'au vote du budget primitif, le maire peut, sur autorisation du Conseil municipal, engager, mandater les dépenses d'investissement du budget principal et des budgets annexes, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Donc juste pour un rappel sur le calendrier, début février, on votera le DOB et le rapport sur les orientations budgétaires.

Et puis le budget primitif ainsi que les comptes administratifs sont votés fin mars, donc d'où cette délibération.

Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? On passe au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Excusez-moi, il me semble que ce serait au maire de solliciter ce vote et pas à l'adjoint aux finances.

Intervention inaudible

Edouard DUPOUY :

Je ne connais pas le protocole mais je le respecte.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je pense que c'est le cas.

Christophe VIGNAUD

Qui est pour ? Vous êtes tous pour ? Qui est contre ? Non ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-08 : Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY adjoint au maire en charge des finances, rappelle que conformément à l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), si le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents aux remboursements de la dette.

L'ouverture des crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2025 s'élève donc au quart des dépenses votées sur l'exercice 2024, comme illustré ci-dessous :

Budget principal

Comptes M57	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximum 1/4	CB pour 2025
202	Frais documents d'urbanisme	30 000,00	0,00	30 000,00	7 500,00	7 500,00
2031	Frais d'études	82 060,00	0,00	82 060,00	20 515,00	20 515,00
2051	Concessions et droits similaires	59 000,00	0,00	59 000,00	14 750,00	14 750,00
2041562	Subventions autres équipements - Sydet	516 000,00	0,00	516 000,00	129 000,00	129 000,00
20422	Subventions autres équipements de droit privé	100 000,00	0,00	100 000,00	25 000,00	25 000,00
2046	Attributions de compensation d'investissement	61 000,00	0,00	61 000,00	15 250,00	15 250,00
2111	Terrains nus	30 000,00	0,00	30 000,00	7 500,00	7 500,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 000,00	0,00	20 000,00	5 000,00	5 000,00
2128	- Autres agencements de terrains	103 500,00	0,00	103 500,00	25 875,00	25 875,00
2128	9452 Autres agencements de terrains - Trait de côte	26 741,00	0,00	26 741,00	6 685,25	6 685,25

suite

Comptes M57	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximum 1/4	CB pour 2025
21316	Equipements du cimetière	28 000,00	0,00	28 000,00	7 000,00	7 000,00
21351	- Agencements et aménagements de construction	563 900,00	0,00	563 900,00	140 975,00	140 975,00
2151	Réseau	136 000,00	0,00	136 000,00	34 000,00	34 000,00
2152	Installations de voirie	37 000,00	0,00	37 000,00	9 250,00	9 250,00
21534	Réseau électrification	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
21588	Autres réseaux	348 000,00	0,00	348 000,00	87 000,00	87 000,00
21598	Autres matériels et outillages incendie	46 000,00	0,00	46 000,00	11 500,00	11 500,00
215731	Matériel de voirie roulant	81 400,00	0,00	81 400,00	20 350,00	20 350,00
215738	Autres matériel de voirie	27 800,00	0,00	27 800,00	6 950,00	6 950,00
2159	Autres installations, matériels et outillages	193 100,00	0,00	193 100,00	48 275,00	48 275,00
21611	Oeuvres et objets d'art	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
21828	Autres matériels de transport	94 500,00	0,00	94 500,00	23 625,00	23 625,00
21831	Matériel informatique scolaire	2 500,00	0,00	2 500,00	625,00	625,00
21838	Autres matériels informatique	15 000,00	0,00	15 000,00	3 750,00	3 750,00
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	15 000,00	0,00	15 000,00	3 750,00	3 750,00
2188	Matériel divers	229 800,00	0,00	229 800,00	57 450,00	57 450,00
2313	9446 Aménagements de bâtiments (réserve)	1 248 050,50	0,00	1 248 050,50	312 012,63	312 012,63
						1 028 587,88

Budget cinéma

Comptes M57	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximum 1/4	CB pour 2025
21351	Agencements et aménagements de construction	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
2188	Matériel divers	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
						5 000,00

Budget restaurant front de mer

Comptes MS7	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximum 1/4	CB pour 2025
2135	Agencements et aménagements de construction	62 105,48	0,00	62 105,48	15 526,37	15 526,37
2188	Matériel divers	5 000,00	0,00	5 000,00	1 250,00	1 250,00
						16 776,37

VU l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE jusqu'à l'adoption des Budgets primitifs 2025, Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette dont les détails figurent ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

9. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2025

Edouard DUPOUY

Point numéro 9 ce sont les conventions d'objectifs et de moyens. Donc la première c'est entre la commune et l'office de tourisme.

Ce n'est pas la première convention, c'est la deuxième année qu'on travaille sur cette convention. J'imagine que vous avez pris connaissance de la convention.

Deux petits mots ; un premier mot peut-être pour remercier le directeur de l'office David ainsi que les équipes et le président que je vois ici présent, pour le travail et l'ensemble des réunions qu'on a pu avoir à la fois avec la commission finance mais aussi avec d'autres commissions.

Et je trouve que là-dessus on a fait de réels progrès à la fois sur les échanges et le travail en lui-même.

Dire un petit mot sur le budget de l'office sur lequel je trouve qu'il y a un travail assez remarquable qui est fait par les équipes pour toujours essayer de dépenser de la façon la plus juste dans un environnement assez contraint et avec des coûts qui parfois explosent.

Donc ils cherchent toujours à trouver la meilleure solution et on en a eu la démonstration lors de la présentation du budget.

Les remercier pour ce travail et puis leur confirmer que de notre côté on est avec eux et on poursuit notre engagement.

Et dans les projets on continue à les accompagner donc c'est pour ça qu'on a été sollicité sur un budget qui varie très légèrement pour les aider à continuer à poursuivre leur activité.

Le deuxième sujet sont les autres conventions d'objectifs de moyens pour les associations sportives.

Le point majeur à retenir sur ces conventions sont le fait qu'on a valorisé notamment la mise à disposition de biens publics.

Historiquement on avait uniquement le vote de subventions numéraires qui étaient votées et versées ; mais par exemple une association qui dispose d'un bâtiment public en front de mer ça a un coût.

Il faut le valoriser, il faut le mettre en avant et dans ces conventions vous avez pu lire, ces montants sont désormais estimés et connus de tous et validés au titre de ces conventions.

Et enfin dernier point sur les associations sportives, remercier également les associations qui ont participé au projet de l'école du sport et qui mettent à disposition soit du personnel ou des adhérents pour favoriser le développement du sport avec les écoles de la ville.

Donc on les remercie et c'est également retracé dans ces conventions.

Peut-être voter ?

Christophe VIGNAUD

On va parler du budget en ce qui concerne l'office. La demande de l'office aujourd'hui c'est 327 000€ versus 315 000€ l'année dernière.

Ça tient compte des saisonniers pour pouvoir ouvrir plus longtemps l'office, y compris certains week-ends en arrière-saison, vous l'avez vu l'office est quand même un point d'axe majeur en ce qui concerne les informations.

Et donc l'augmentation qui a été demandée nous paraissait en tout cas acceptable ; donc pour avoir un personnel un peu plus complet lors de ces permanences mais aussi lors des événements.

Concernant les manifestations c'est-à-dire toute la partie qui est liée aux événements qui sont portés ou suivis par l'office, l'enveloppe sera de 147 000€ au lieu de 122 000€ qui sera réglée comme on l'avait fait l'année dernière, réglée par la mairie avec le même fonctionnement que cette année.

Donc on a une petite augmentation mais qui a été expliquée lors de la commission finance avec la venue du président et de son directeur.

Et je dirai la même chose qu'a dit Edouard ; c'est vrai que depuis un certain temps on arrive à trouver un modèle de travail qui est assez simple et on arrive à avancer pleinement main dans la main pour le bien de la commune et surtout l'image de la commune.

Donc avant de passer au vote est-ce qu'il y a des questions par rapport à ça ? oui ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Edouard je partage totalement ton analyse par rapport au travail en collaboration avec l'office du tourisme. Je voudrais juste, si on pouvait éclaircir un point parce que j'ai effectivement regardé le document dans lequel on parle de la fête du centre, de la fête de la plage, d'Halloween, de Noël.

Je ne sais pas si le recrutement a été fait pour le poste de responsable de l'événementiel mais en tout cas il y en a un qui est en cours. Est-ce qu'il serait possible d'éclaircir le positionnement de chacun ?

Pour certaines animations il n'y a pas de sujet mais quand on part de la fête du centre, de la plage, d'Halloween ou de Noël en ce moment par exemple.

Quelle est la part donc de l'intervention ? En gros est-ce qu'il y a une part qui revient à l'OT et une part qui est portée par la mairie ou les deux en général ? C'est-à-dire que si on prend Noël peut-être que tu vas me répondre les deux.

Mais c'est surtout quel sera le rôle du responsable événementiel en association avec l'office de tourisme ?

Céline LUNARDELLI

Oui bien sûr. Parce que du coup je ne gère pas Noël c'est Gaëtane, après tu fais partie je rappelle de la commission événementielle.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Alors oui mais pas les gens qui nous écoutent.

Céline LUNARDELLI

Oui oui mais je veux aussi...

Oui mais j'entends mais je le précise aussi aux gens qui écoutent que tu fais partie de ces commissions-là. Il y a l'OT qui s'occupe de ce qui est Halloween intégralement. Après tout ce qui est intervention des services techniques ça dépend de nous. Parce qu'ils n'ont pas leurs propres services techniques. Tout ce qui est... On se partage les compétences.

Pour ce qui est Noël.

Intervention inaudible

Le responsable en fait gère de l'événementiel, gère tous les événements mairie. Donc l'organisation de l'exposition qui va avoir lieu par exemple.

Donc tout ce qui est l'aspect technique, tout ce qui est l'organisationnel de Noël, tout ce qui est l'organisationnel ce n'est pas David TRAN qui gère les services techniques pour l'organisation Halloween ; c'est son responsable technique aussi.

Tout ce qui est l'organisation des événements, des célébrations, des fêtes, des commémorations etc, tout ce qui est premier de l'an, Les vœux du maire etc...

Enfin tu as tout le détail sur la fiche de poste mais on peut le revoir.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais justement dans le document dont on parle il fait mention d'Halloween et de Noël.

Il me semblait que c'était un événement...

Intervention inaudible

C'est pour ça que je me permets aussi.

Christophe VIGNAUD

Non il y a deux choses. Je vais juste te reprendre la main. Céline, Je reprends deux choses.

En ce qui concerne Halloween la question elle est très simple. Halloween c'est une idée qui avait été déjà portée par l'association des commerçants et qui a été reprise par David TRAN puisque l'association ne voulait plus le faire. Toute la partie, on va dire, intellectuelle, mise en place, projets... c'était l'office.

Nous, on arrive... la mairie arrive pour tout ce qui est côté logistique.

Quand on parle de la fête du centre, quand on parle de la fête de la plage, c'est une fête logistique entre guillemets et donc ça c'est la mairie qui l'apporte.

Alors bien entendu l'office est avec nous derrière pour tout ce qui peut être image, pour tout ce qui peut être proposition au niveau des groupes et ainsi de suite.

Donc ça c'est une collaboration.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

En fait, le responsable événementiel c'est le responsable de la logistique.

Christophe VIGNAUD :

Globalement, non ce n'est pas un responsable de la logistique puisqu'il fait la logistique mais en même temps il aura à cœur de travailler en collaboration avec l'office, ce qui est hyper important. Il fait le lien entre l'office et nos services techniques pour mettre en place tous les événements dont tu as parlé, dont tu as fait état.

Et il aura aussi en charge d'aller trouver peut-être d'autres événements ou en tout cas de supporter aussi des événements qui sont portés par les associations.

Je prends le Swimrun par exemple, c'est une association qui porte cette manifestation mais nous en tant que mairie, en logistique on est là. Et en revanche l'office arrive derrière pour faire des images et les re-exploiter derrière.

Céline LUNARDELLI :

Après on a tous les événements qui arrivent directement via des personnes qui veulent faire un événement.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Est-ce qu'on n'a pas peur qu'il y ait de plus en plus d'événements dits « mairie » au détriment du rôle de l'office de tourisme ?

En fait, je n'arrive pas à déterminer le rôle de chacun. Sinon on me dit l'office de tourisme, son rôle c'est de faire de la com et ça s'entend et pas de créer des événements.

Céline LUNARDELLI :

Les événements mairie, ils se comptent sur les doigts de la main, il n'y en a pas énormément, il y en a 3 ou 4 au cours de l'année.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Il y en a plus en plus. Et tant mieux.

Céline LUNARDELLI :

Après il y a beaucoup d'événements qui sont organisés avec l'aide de la mairie, ça je te l'accorde, et l'aide de l'office de tourisme mais qui sont soit d'associations, soit d'organismes différents.

Et effectivement quelquefois ça centralise là et ensuite on dit non, ça ce n'est pas notre compétence mais c'est l'office qui va gérer.

Ou alors oui, parce que c'est important pour les habitants, pour les touristes, pour la vie et l'événementiel de la ville et dans ces cas-là oui le responsable événementiel va aider à toute cette logistique, le pourquoi, les autorisations etc...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Sincèrement si tout le monde est heureux et que tout le monde y trouve son compte, après la seule chose, je suis désolée Monsieur BARBERIS, je vous coupe l'herbe sous le pied, mais on procède à un recrutement, on aurait pu s'en passer, mais à part ce point-là si l'office de tourisme et la mairie travaillent en bonne intelligence et que chacun trouve sa place, tant mieux.

Céline LUNARDELLI :

C'est un recrutement de remplacement ; il existe déjà le poste.

Christophe VIGNAUD :

L'office, par exemple, en ce qui concerne les événements, l'office a la charge du latino et ça c'est une opération office 100% avec l'aide de la mairie pour tout ce qui est logistique quand même par exemple.

Et tu as toutes les festives, les festives c'est tous les événements que nous avons l'été avec les concerts à la plage centrale, dans le centre-ville, dans les halles et ainsi de suite.

Ça, c'est porté par l'office ; pourquoi ? Parce qu'il y a une habitude qui a été prise depuis très longtemps, il y a des contacts qui sont pris par une jeune fille qui travaille à l'office, qui connaît tous ces gens-là et qui nous permet d'aller beaucoup plus vite dans le choix, et bien entendu là aussi nous on est derrière, la mairie est derrière en ce qui concerne la logistique.

Et donc cette personne dont on parle, qui sera recrutée, aura en fait la manière de lier les deux, la partie mairie, la partie office et de faire ce lien entre les deux pour que ça puisse se dérouler dans les meilleures conditions.

Céline LUNARDELLI :

Mais le poste existe déjà

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non, Céline alors je me permets je vais te répondre, tu m'as interrogée

Céline LUNARDELLI :

Il est où ce débat ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Céline, regarde-moi dans ces cas-là, tu m'as interrogée, je te réponds. Si tu remontes historiquement, avant le centenaire

Céline LUNARDELLI :

Oui il n'y en avait pas.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Sans citer de nom évidemment, tu as un bureau avec deux personnes, tu as une personne qui fait le choix de quitter les services de la mairie.

Soit on l'aide, on la remplace, on recrute quelqu'un dedans le bureau mais cette personne, pour des raisons qui la regarde, finalement fait le choix pour l'instant de rester parmi nous.

Techniquement on se retrouve désormais à trois et fort heureusement parce que cette personne qui est un très bon agent n'allait pas venir pour rien et on avait un centenaire à organiser donc un surcroît de travail, cette personne a passé tout son temps sur l'organisation du centenaire.

Et aujourd'hui que le centenaire est terminé et que cette personne, apparemment, je termine merci, a décidé de nous quitter, si elle nous quittait et qu'on ne procédait pas à ce recrutement, on retournerait à la configuration qui était celle avant centenaire, deux personnes dans le bureau.

En faisant ce recrutement alors qu'elle va nous quitter, cette fois-ci on grave définitivement dans le marbre par rapport, faisons simple, au jour où nous sommes arrivés en 2020, on officialise un recrutement de plus.

Lionel BARBERIS :

Mais c'est anecdotique, c'est nécessaire hein ?

Céline LUNARDELLI :

Non ce n'est pas anecdotique, puisque vous êtes d'accord je crois avec ce que vient de dire Maëlle ?

Lionel BARBERIS :

Non mais enfin c'est ce que je répète depuis le début, ça ne me fait qu'écho.

Céline LUNARDELLI :

Est-ce qu'à un moment donné, est-ce qu'à un moment donné vous avez regardé le nombre d'événements qu'il y a eu en 2020 ? et le nombre d'événements aujourd'hui ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Mais je viens de dire si c'est nécessaire, ça se justifie un recrutement. Mais il ne faut pas dire qu'on ne recrute pas.

Céline LUNARDELLI :

Est-ce qu'on a fait la comparaison, est-ce qu'à un moment donné vous avez fait des "vis ma vie" et vous avez passé une journée au niveau événementiel pour voir ? Parce que vous parlez d'agents, vous parlez de surcharge de travail...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Mais est-ce que j'ai critiqué ce recrutement ?

Céline LUNARDELLI :

Laisse-moi finir.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je dis juste qu'il existe, il ne faut pas le nier. Et s'il est justifié tant mieux.

Céline LUNARDELLI :

Laisse-moi finir, je t'ai laissée finir.

Mais à un moment donné, il y a tout un élément de comparaison pour lequel tu dis que ce poste n'est pas nécessaire depuis.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je suis mal placée pour recruter Est-ce que je l'ai dit ?

Céline LUNARDELLI :

Bah oui puisque...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non, j'ai dit qu'il fallait en revanche...J'ai dit qu'on va recruter quelqu'un,

Céline LUNARDELLI :

Donc oui tu penses que...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Il faut officialiser le fait qu'on va recruter et si c'est nécessaire tant mieux. Je suis très mal placée pour critiquer le fait de recruter des agents.

Christophe VIGNAUD :

Maëlle, juste une chose, on n'est pas sur le recrutement de la personne qui concerne l'événementiel.

On est sur le budget, on va se recentrer, on est sur le budget de l'office, d'accord ? Est-ce que par rapport au budget que je vous ai exposé, vous avez des questions ?

Patrice BIANCONE :

Moi, je voudrais simplement ajouter à la longue liste que vous avez présentée, Monsieur le maire, qu'il y a de Salon du Livre et que l'office du tourisme joue un rôle très important à ce moment-là, dans la gestion d'une organisation qui se mobilise et que ça dure plusieurs semaines.

Donc je voudrais signaler quand même que c'est un grand coup de main qu'il nous donne et qu'ils effectuent le travail avec sérieux efficacité et professionnalisme ; c'est le moins qu'on puisse dire.

Puis je voudrais signaler que j'ai assisté au conseil d'administration de l'office du tourisme et que j'ai trouvé que les propositions qui ont été faites par son président et par David TRAN étaient vraiment très bonnes et que je suis très heureux de voir que le travail s'engage dans cette direction.

Et donc je tiens à saluer les nouveaux responsables de l'office du tourisme.

Christophe VIGNAUD :

Lionel, à toi.

Lionel BARBERIS :

Merci, Monsieur le maire.

Oui, bon, hormis le fait que techniquement il y a un poste de plus, qu'importe, je veux dire, dans ce qui est... Non, non, non, mais juste qu'échangez-là, bon, je veux dire, c'est une réalité, c'est une réalité budgétaire.

Monsieur le maire, laissez-moi.

Mais je reviens tout de suite dessus. Je dis juste que j'ai répondu juste en disant que techniquement il y a un poste de plus ; donc ça c'est une réalité.

Par rapport au budget, par enfin, en tout cas au budget, par rapport à ce qui nous est proposé, par rapport à ce qui a été souligné par Edouard, Monsieur le maire, j'ai presque envie de dire enfin.

Christophe VIGNAUD :

Enfin quoi ?

Lionel BARBERIS :

Enfin, enfin. Nous avons des documents de qualité qui nous permettent enfin de travailler correctement.

Christophe VIGNAUD :

Tu vois, ça arrive, tout arrive.

Lionel BARBERIS :

Comme quoi tout peut arriver. Même si je suis malhonnête, comme vous l'avez dit, j'ai au moins cette honnêteté-là.

Christophe VIGNAUD :

Tu répètes beaucoup les choses

Lionel BARBERIS :

En tout cas, peut-on le croire de dire la vérité. Ça fait plaisir déjà de voir des documents avec l'Office du tourisme qui sont solides, avec un engagement fort de la part de l'office, avec un vrai travail de fond et ça je trouve que c'est bien, c'est en fait ce qu'on attendait.

Je ne remets pas du tout en cause l'ancienne équipe, loin de là, je pense que tout le monde a voulu faire de son mieux.

En tout cas, la réponse qu'il nous a apporté aujourd'hui me semble en tout cas satisfaisante sur les documents qui nous sont soumis.

Ça nous permettra de travailler sur une vraie évaluation et donc de l'utilisation du denier public. Et c'est ça qui est important.

Comment on utilise l'argent public ? Comment on pourra rendre des comptes à la population ? Et c'est important.

Que ce soit sur l'Office du tourisme ou même les autres documents puisque tu as parlé Édouard, je crois, des autres délibérations qui vont suivre, t'as anticipé.

Je pense que pour les associations, nous avons enfin des documents qui nous permettent de dire qu'on donne une subvention mais qu'on a aussi une mise à disposition de locaux, qui permettent à l'association aussi de dire, voilà ce qu'on vous met à disposition et quelle valeur ça peut avoir à l'échelle de la collectivité. C'est important.

C'est important qu'une association sache qu'elle ne touche pas à 5 ou 10 000 euros de subventions, mais que quand on regarde la mise à disposition d'un local, on peut monter à 100 ou 110 000 euros de

subventions. Parce que c'est la réalité de ce que donne la commune en fait, et contrairement à ce que les gens peuvent dire en disant, mais oui, vous savez, moi la commune ne me donne que 5 ou 10 000 euros, en réalité, quelquefois c'est beaucoup plus.

Et pourquoi ? Parce qu'on met à disposition un local, ce qui est valorisé aujourd'hui dans les documents qu'on nous propose, et c'est quelque chose que nous souhaitons depuis longtemps. Nous avons enfin ces documents. Le travail de fond a été fait. Je remercie les services.

Éric, tu pourras le faire aussi, parce que vraiment, ce travail, on le voit à travers les délibérations, il y a beaucoup, beaucoup d'écrit.

Donc je pense qu'il y a un gros travail de fond qui est fait, et enfin, on peut enfin discuter sérieusement de ce qu'on donne aux associations et de leur engagement sur les contrats d'objectifs qu'ils doivent tenir aujourd'hui.

Christophe VIGNAUD :

Sur ces bonnes paroles, nous allons donc passer au vote.

Est-ce que vous êtes d'accord sur le budget qui a été présenté concernant l'office du Tourisme ?

Donc qui est pour ? A l'unanimité

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-09 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre l'Office de tourisme et la Commune

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

La Commission des finances s'est réunie le 25 novembre 2024 afin d'étudier la demande de subvention de l'association Office de Tourisme d'Hossegor pour l'exercice 2024 et sa convention d'objectifs et de moyens.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'Office de Tourisme d'une subvention 2024 à hauteur de 327 100 €.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées à l'affaire : Patrice BIANCONE, Quentin BENCHETRIT, Emmanuelle BESCHERON, Véronique CAZAVANT et Caroline CABANAC-ESCANDE, membres de l'association Office de Tourisme.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens jointe à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de 327 100 € à l'association Office de Tourisme d'Hossegor, au titre de l'année 2025,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'Office de Tourisme d'Hossegor, fixant notamment les modalités d'intervention financière pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD

Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et les associations sportives pour l'année 2025

Christophe VIGNAUD :

Donc pour les autres conventions d'objectifs et de moyens avec les associations sportives qui suivent, je vous propose de les voter d'un seul coup après une présentation rapide de la part d'Edouard sur le sujet.

Edouard DUPOUY :

Oui, une présentation rapide. J'en ai parlé tout à l'heure et puis Lionel l'a souligné.

Effectivement, il y a cette valorisation de mise à disposition de locaux qui change, on élargit aussi le champ de ces conventions puisqu'historiquement, on démarrait de zéro.

Et là, petit à petit, il y a un gros travail qui a été fait et qui s'étend vers tout un panel d'associations avec des subventions importantes. Juste une remarque par rapport aux éléments qui vous ont été transmis.

Il nous manquait un document pour l'ASH Sport de combat pour lesquels les éléments financiers étaient en attente, juste pour vous signaler qu'on les a bien reçus ; donc les dossiers sont complets.

Et voilà, s'il y a des questions, on peut y répondre.

Christophe VIGNAUD

On va passer au vote pour l'ensemble de ces associations.

On va voter les conventions et on votera les budgets en février, enfin on va les proposer en février et les voter en mars puisqu'on a une commission finances spécifique pour les associations.

On reprendra une par une leurs demandes de subventions générales, c'est-à-dire de gestion de leurs propres associations et événementiel sur chacune des associations qui fait partie des deux versements.

Un versement classique sur la gestion et un versement sur les événements quand ils sont faits, quand ils ont eu lieu.

Donc on va passer sur cette partie-là parce que sur l'ensemble des conventions qui vous ont été présentées, vous avez des questions, je ne pense pas, mais en tout cas on va passer au vote.

Donc qui est pour ?

À l'unanimité, très bien.

Merci Édouard.

10. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2025

11. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2025

12. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2025

- 13. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2025**
- 14. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Transforms SLB pour l'année 2025**
- 15. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2025**

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-10 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Capbreton Hossegor Rugby

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Capbreton Hossegor Rugby d'une subvention de 15 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de terrains, de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Capbreton Hossegor Rugby, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Capbreton Hossegor Rugby, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.



PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance, Le Maire,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-11 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor surf club d'une subvention de 15 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor surf club, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor surf club, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


Mairie DUBOSC-PAYSAN
40150

Le Maire,


Christophe VIGNAUD
40150

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-12 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Hossegor sauvetage côtier

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor sauvetage côtier d'une subvention de 15 000 €

CONSIDÉRANT la demande de se voir attribuer l'usage de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prend pas part au vote en tant que personne intéressée : Emmanuelle BESCHERON, membre de l'association Hossegor sauvetage côtier.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor sauvetage côtier, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor sauvetage côtier, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-13 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Pelote

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor surf club d'une subvention de 14 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de terrain, de locaux et de moyens humain pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 14 000 € à l'association ASH Pelote, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Pelote, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-14 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Transforms SLB

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLÉGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Transforms SLB d'une subvention de 2 000 €,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 € à l'association Transforms SLB, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Transforms SLB, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-15 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Sports de combat

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association ASH Sports de combats d'une subvention de 3 500 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prend pas part au vote en tant que personne intéressée : Jean BELLOCQ, membre de l'association ASH Sports de combats.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 500 € à l'association ASH Sports de combats, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Sports de combats, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


Mairie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

INTERCOMMUNALITE

16. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres

Christophe VIGNAUD :

Donc on va passer à l'intercommunalité et on va passer au point numéro 16.

La communauté de communes et la signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de GAUJACQ et de la rue LESBARRES.

Je vais passer la main à Alain et entre temps je vous fais passer les signatures pour les DM dont on vient de parler avec Édouard.

Alain CLAVERIE :

Oui, donc la commune a souhaité sécuriser les chemins sur l'avenue de GAUJACQ et LESBARRES

Donc la commission de travaux a demandé la réalisation de trois chicanes, deux sur l'avenue de GAUJACQ et une sur l'avenue de LESBARRES pour afin de réduire la vitesse.

Donc il est demandé de voter pour autoriser le maire à signer une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec MACS.

Christophe VIGNAUD :

Tout ça c'est dans le cadre de notre volonté de sécuriser les axes qui nous semblent dangereux.

Je sais ce que Lionel va dire puisqu'il pense que c'est à MACS de financer l'ensemble de ces choses.

On est d'accord sur le fond mais sur la forme étant donné que la sécurité est un point hyper important on le fait et on le réalise. Alors il y a une participation de MACS qui est relativement faible mais qui est quand même à noter. Donc voilà c'est une régularisation là, puisqu'on a mis en place déjà des éléments donc je sais ce que tu vas dire.

Lionel BARBERIS :

C'était ma question en fait Monsieur le maire, ce n'était pas sur MACS en fait.

Christophe VIGNAUD :

Comment ?

Lionel BARBERIS :

Ce n'était pas sur MACS, c'était ma question de dire quand est-ce que ce sera réalisé.

Edouard DUPOUY

Tu ne passes pas à l'avenue de GAUJACQ visiblement.

Christophe VIGNAUD

Il ne passe pas avenue de GAUJACQ mais c'est déjà réalisé parce que...

Lionel BARBERIS :

Bien écoutez, je ne savais pas c'est une surprise moi qui pensais qu'une délibération n'était pas exécutive tant qu'elle n'était pas votée.

Christophe VIGNAUD :

Donc celle-là ça a été fait.

Lionel BARBERIS :

Ah bon bah excusez-moi.

Christophe VIGNAUD :

Parce qu'en fait on va beaucoup plus vite que les délibérations on est très efficace en fait.

Lionel BARBERIS :

Peut-être trop.

Christophe VIGNAUD :

Peut-être trop oui. Très bien mais par rapport à la sécurité je pense que là-dessus on n'a pas vraiment de discussion là-dessus. Donc est-ce que vous avez d'autres remarques ?

Oui André ?

André JAKUBIEC :

Juste pour commenter ce que tu viens dire, lors de toutes les réunions de quartier que nous avons eu systématiquement on m'a fait remonter le besoin de mettre en place des chicanes à l'avenue de GAUJACQ pour réduire la vitesse. Donc ça répond à un besoin très clairement exprimé par les citoyens.

Lionel BARBERIS :

C'est très bien si ça date depuis si longtemps on aurait pu le passer au conseil municipal bien en amont alors. Non mais oui je peux être très lourd aussi pour plein de raisons mais en l'occurrence c'est juste la règle.

C'est tout enfin je suis désolé de rappeler le fait qu'une délibération n'est pas exécutive tant qu'elle n'ait pas votée. Donc c'est nécessité pour une commune comme la nôtre de faire un conseil tous les mois.

Christophe VIGNAUD :

Alors on fait un conseil tous les mois et demi pour l'instant.

Lionel BARBERIS :

Merci Monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD :

Donc comme ça on va répondre à tes besoins et à tes envies. On va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?

Très bien merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-16 : Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de communes MACS et la Commune de Soorts-Hossegor pour la réalisation de travaux d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres à Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, en particulier les articles L. 331-1 et L. 331-2 ;

VU le code général des impôts, notamment l'article 1379 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire pour les compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire portant approbation de la convention de prestation de service pour la réalisation des travaux de sécurisation sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres à Soorts-Hossegor et du reversement d'une part de la taxe d'aménagement perçue par la commune à MACS au titre des équipements publics dont elle a la charge ;

VU le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexé ;

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ;

La commune de Soorts-Hossegor souhaite sécuriser les flux et les cheminements sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres par une réduction des vitesses des véhicules. Les travaux concernent la réalisation de trois chicanes, deux sur l'avenue de Gaujacq et une sur la rue de Lesbarres.

En effet, l'enjeu est d'accompagner l'augmentation des trafics liée à l'attractivité de la Ville par des travaux d'apaisement des vitesses et de sécurisation des infrastructures existantes.

Cette opération d'aménagement comprend uniquement des travaux de compétence communautaire, non-inscrits au PPI voirie de la Communauté de communes. L'estimation prévisionnelle est de 15 264,12 € HT, soit 18 316,94 € TTC.

La Communauté des communes remboursera à la commune l'équivalent du montant de la TVA, soit 3 052,82 €.

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud MACS, relative à la réalisation de travaux sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres

PRECISE que cette convention est signée pour une durée qui démarre à la date de signature de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, et qui s'achève à la réception des travaux par la commune, en présence de la Communauté de communes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

17. Communauté de communes MACS - Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables

Christophe VIGNAUD :

Alors on va passer au point numéro 17.

Qui est en fait la définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables sur le territoire communal.

Donc la loi numéro 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable demande à MACS et qui souhaite accélérer le processus de production d'énergie sur son territoire auprès des communes.

Donc il y a une étude qui a été faite par les services de MACS pour définir les zones et des zones dans lesquelles il nous semblait possible de mettre des équipements du type photovoltaïque.

Alors c'était une volonté aussi de la commune de démontrer son engagement vers ce processus vertueux sachant que nous avons quand même des contraintes en ce qui concerne le SPR et on ne peut pas en mettre bien entendu partout.

Donc il y a eu une proposition et vous l'avez en pièce jointe, un zonage qui a été mentionné par MACS, Intermarché sur ses différents parkings donc sur les Ombrières et à Bricomarché, à l'EHPAD, les bâtiments de la zone, le centre technique qui se trouve aussi dans la zone de Pédebert ; les logements du Pignada des saisonniers MNS et gendarmerie, ainsi que sur les extensions de la zone, la dernière extension qui a été faite où nombre de panneaux photovoltaïques sont présents. Plus le bâtiment ex-Billabong où il y avait la vague, ainsi que le parking et le site industriel de Rip Curl.

Donc en fait c'est une délibération que l'on doit passer sur lequel nous on va se pencher ensuite.

Donc en fait c'est pour acter le fait qu'on regarde ça avec attention et qu'on suit avec intention les propositions de MACS. Bien entendu il y a des choses qui se feront et d'autres qui ne se feront pas.

Est-ce que par rapport à cela vous avez des questions ?

André JAKUBIEC :

J'ai beaucoup de réserve par rapport aux panneaux solaires. La meilleure technologie actuelle ne fabrique que 6 fois en 20 ans l'énergie qu'il a fallu pour les fabriquer et les transporter de Chine parce qu'avec ça on favorise la Chine, les monter et les déconstruire et les recycler.

Voilà donc je vais m'abstenir à cause de ça.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. On va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-17 : Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables sur le territoire communal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables vise à accélérer le développement des énergies renouvelables de manière à lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité. L'article 15 de la loi a introduit dans le code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. D'ici la fin de l'année 2023, les communes sont invitées à identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable.

En application de l'article L141-5-3 du code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables : éolien terrestre, photovoltaïque, méthanisation, hydroélectricité, géothermie, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance des projets d'énergies renouvelables déjà installée.

La zone d'accélération illustre la volonté de la commune d'orienter préférentiellement les projets vers des espaces qu'elle estime adaptés. Ces projets pourront bénéficier de mécanismes financiers incitatifs. En revanche, pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas la délivrance de son autorisation ou de son permis. Le projet doit dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables. Un projet peut également s'implanter en dehors des zones d'accélération. Dans ce cas, un comité de projet sera obligatoire. Ce comité inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable, dont les communes limitrophes.

Dans le cas où les zones d'accélération au niveau régional sont suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de développement des énergies renouvelables, la commune peut définir des zones d'exclusion de ces projets.

Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée du 26 août au 16 septembre 2024 sur le site Internet de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

*Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix pour
3 abstentions (O. RUVAL, A. JAKUBIEC, M. LANGLOIS)
Le Conseil Municipal,*

DEFINIT comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les zones figurant en annexe à la présente délibération.

VALIDE la transmission de la cartographie de ces zones à Monsieur le sous-préfet, référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique, du département des Landes, ainsi qu'à la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mme DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

18. Communauté de communes MACS – Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

Christophe VIGNAUD :

Le point 18. MACS nous propose la signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage des données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement.

Donc normalement c'est Caroline qui devait faire ça mais comme elle s'est fait opérer aujourd'hui elle ne peut pas être là. C'est à la demande de la communauté de communes MACS, l'idée est de partager les données que nous avons dans nos différents accueils de loisirs sans hébergement, donc avec nos enfants, d'essayer de passer ces informations de commune en commune et de faire en sorte de travailler mieux nos accueils de loisirs et donc de donner un maximum d'événements, d'animations pour nos enfants.

Donc c'est d'essayer de partager ça avec les autres communes au sein de la communauté de communes et de voir ce qu'il est possible de faire et ainsi le faire le mieux possible pour que notre accueil de loisirs soit encore optimum.

Est-ce que vous avez des questions ? Donc on va passer au vote.

Qui est pour cette signature de convention ? Unanimité, très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-18 : Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire explique que la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud met à disposition des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) un accès à une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations créée à cet effet.

Cette plateforme a pour objectif de faciliter et favoriser les échanges et le partage de données au sein du réseau enfance jeunesse avec la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud.

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales et notamment son article 66 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-10 et L. 5211-4-3 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes et notamment l'articles 8.3 relatifs au pilotage du projet éducatif communautaire ;

Vu la délibération 231208-010 en date 8 décembre 2023 portant renouvellement de la Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2023-2026, avec la CAF des Landes et les 23 communes du territoire ;

Vu le projet de convention de mise à disposition de la plateforme numérique aux ALSH, ci-annexé ;

Considérant les orientations de la CTG en matière de politique Enfance-Jeunesse et les compétences de MACS liées à l'accompagnement des communes et la mise en réseau des structures éducatives ;

Considérant que le code général des collectivités territoriales, en son article L. 5211-4-3, prévoit la possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, de se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres, afin de permettre une mise en commun de moyens ;

Considérant l'intérêt de la mise à disposition d'un espace numérique partagé auprès des structures Enfance-Jeunesse du territoire ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) selon les modalités définies dans le projet de convention ci-joint.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

19. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols

Christophe VIGNAUD :

Point 19. La signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols.

Alors je vous rappelle que nous sommes trois communes qui sommes en dehors du système communautaire de MACS puisque nous faisons notre instruction des droits des sols au même titre que Saint Vincent de Tyrosse et Soustons.

En fait, la communauté de communes avec l'ensemble des autres communes qu'elle gère, souhaite que l'on puisse croiser nos informations qui sont gérées par MACS, pardon, et les communes hors gestion.

C'est-à-dire de fournir des éléments sur nos permis qui sont élaborés, de voir les modifications qui peuvent être faites ou qui peuvent arriver, les révisions du programme local de l'habitat aussi par exemple.

C'est un élément de partage qui peut aider tout le monde sur notre territoire, que ce soient les communes qui sont sous l'effigie MACS et les communes individuelles dont je vous ai cités les noms, qui sont Saint-Vincent de Tyrosse, Soustons ou nous-mêmes.

En fait, c'est de voir quelle est la progression que nous pouvons avoir dans chacune de nos actions au travers de l'urbanisme. Est-ce que vous avez des questions par rapport à ces signatures de convention ? Oui ? c'est gratuit.

Lionel BARBERIS :

Oui, c'est plutôt par rapport à... Merci, Monsieur le maire. Je ne le prends pas mal. (*Rires*)

Christophe VIGNAUD :

Non, mais c'est juste une...info

Lionel BARBERIS :

Non c'est juste, est-ce qu'il y a une évolution de la position municipale sur cette instruction de droit des sols, enfin, tout ce qui est relation à l'urbanisme intercommunal, je veux dire.

Est-ce qu'aujourd'hui, dans l'évolution, on a le problème du service, l'urbanisme ?

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Lionel BARBERIS :

J'ai cru comprendre dans les commissions que c'est vous qui aller gérer l'urbanisme, a priori, il manque du personnel, il y a une boîte privée qui fait l'instruction. Est-ce qu'en début de mandat, vous avez récupéré l'instruction de la partie qui a été gérée par MACS ? Est-ce que demain, il y a une évolution prévue avec MACS en particulier là-dessus ou pas du tout ?

Christophe VIGNAUD

Non, on va rester comme on est en essayant de réduire la voilure.

Lionel BARBERIS :

D'accord.

Christophe VIGNAUD :

En ce qui concerne le service, et de rendre aux pétitionnaires le plus vite possible et le mieux possible les instructions qui doivent être faites à leur égard.

Lionel BARBERIS :

D'accord. Donc le but, c'est de garder en interne la gestion telle qu'elle a été prévue depuis le début.

Christophe VIGNAUD :

On a une spécificité, je pense que tout le monde le sait, c'est qu'on a le SPR. Et il est quand même apparu que lorsque c'était MACSs qui gérât, il y a certains événements et certains dossiers qui sont passés outre. Donc on voudrait éviter cela.

Allez, on va passer au... Ah pardon, je n'avais pas vu.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'en profite quitte à parler du service.

Alors on est loin des finances, mais je n'ai rien vu dans les décisions et peut-être que ça n'y est pas parce que ça n'a pas à y être mais vous parlez régulièrement de cette externalisation qui a lieu au niveau de l'instruction de l'urbanisme. Est-ce qu'on a une idée du coût que ça représente ?

Christophe VIGNAUD

Alors ça a été marqué dans le...

Intervention Inaudible

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je ne l'ai pas trouvé. Je vous avoue avoir cherché, il y a beaucoup de pages et j'avoue ne pas les avoir trouvées.

Edouard DUPOUY :

Alors on a le coût et les factures de l'externalisation sur le mois d'octobre et novembre. Si c'était ta question. Donc sur ces deux mois, on est sur un montant de 14 000 € TTC. On n'a pas encore le coût sur le mois de décembre.

Effectivement, c'est un surcoût énorme pour la ville puisque si on s'amuse à lisser sur une année, on pourrait se retrouver sur un surcoût de autour de 100 000 €.

Si on additionne à ces postes qui ont été créés, c'est vrai que si on fait le calcul, c'est assez ridicule pour nous puisque on avait un service qui coûtait X en 2020 et aujourd'hui on va avoir un montant du coût du service pour l'usager qui est peut-être multiplié par deux ou trois. Bref. Donc voilà.

Lionel BARBERIS :

Mais...

Intervention inaudible

...dans les absences des agents n'est pas assuré. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, ce n'est pas la collectivité paye 100 % des salaires des agents qui sont absents.

Edouard DUPOUY :

Tout à fait.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Après, Edouard, j'entends. J'ai vécu cette situation où vous vous retrouvez avec un service sans agent.

Il y a une continuité de services à assurer surtout au niveau de l'urbanisme, il y avait une décision à prendre et j'aurais certainement pris la même. Maintenant, ce que je ne comprends pas, c'est que le surcoût, effectivement, il faudra en reparler parce qu'il n'est pas négligeable.

Quand on sait alors, Monsieur le maire vient de s'exprimer, mais qu'il y a la possibilité de renvoyer l'instruction à MACS, je ne vais pas défendre cette idée, on sait pourquoi, ce serait malvenu.

Cependant, dans la mesure où un agent est présent, un agent instructeur de surcroît est présent tous les jours dans son bureau, comment on justifie le fait de continuer à externaliser pour le coup que vous venez d'annoncer alors qu'une personne vient tous les jours et pourrait en partie ; j'ai grossi le service, je ne vais pas aujourd'hui affirmer qu'il peut effectuer le travail tout seul.

Mais comment justifier aujourd'hui qu'on externalise 100% des dossiers pour un coût non négligeable ?

Christophe VIGNAUD :

Alors, moi je vais te répondre sur un point qui va être très simple, ce sont juste des chiffres. Il faut juste se rappeler qu'il y a trois mois, trois, quatre mois, on n'avait plus personne.

L'agent qui est aujourd'hui ici était lui aussi en maladie et c'était d'ailleurs le lendemain de conseil municipal, on avait même une commission RH le lendemain.

Quelques jours après dans la pièce là-bas, je m'en souviendrai tout le temps, où tu m'as demandé de m'acheter de la, comment ça s'appelle, du courage.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Du courage et de l'honnêteté.

Christophe VIGNAUD :

Non, tu m'as dit du courage. L'honnêteté je l'achèterai peut-être plus tard.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Les deux, j'ai une excellente mémoire.

Christophe VIGNAUD :

Mais bon, en ce qui concerne cette partie-là, on n'avait plus aucun agent.

Et comme tu l'as dit très justement, on se doit de rendre aux pétitionnaires, aux administrés qui déposent quelque chose sur pour leur permis de construire une réponse et une réponse au minimum au plus vite possible sachant qu'on a quand même deux balanciers.

On a le balancier Instruction et on a le balancier ABF, qui elle aussi prend aussi son temps ce qui est tout à fait logique et normal.

Quand on est arrivé à cette situation, je dirais, alors je n'aime pas le mot péril qui va être bien dans l'urbanisme, où il n'y avait plus rien, plus personne, notre objectif était de trouver une solution. La solution, il fallait l'externaliser puisqu'on n'avait plus personne en interne.

Le chiffre est simple. Il y avait plus de 350 mails en attente sur lequel il n'y avait aucune réponse, c'est-à-dire une adresse électronique où le chef de service pouvait répondre, entre autres, mais aussi les agents.

Il y a eu dans ces deux mois-là, dans les deux mois dont on parle avec les 14 000 euros dont fait état Edouard, il y a eu 120 dossiers de traités, 120.

Ça veut dire qu'il y avait un retard conséquent et important pour lequel il nous fallait nous faire agir et aller vraiment de l'avant. 120 dossiers. Vous vous rendez compte ce que c'est entre DP et PC ?

120 personnes qui attendaient une réponse, positive ou négative par rapport à ça. Et aujourd'hui, aujourd'hui il reste 50 en attente, principalement qui sont des attentes de l'ABF, ce qui me paraît logique.

On a une commission Urbanisme vendredi où on a 19 dossiers et ensuite on a complètement épuré, c'est-à-dire qu'aujourd'hui on est dans un service qui est normal, qui répond normalement et qui effectue un travail logique.

Il fallait qu'on trouve une solution et la solution, ça ne pouvait pas être un agent seul qui pouvait le faire, puisqu'il n'avait pas l'objectif, lui, de rendre ce travail-là, puisqu'aujourd'hui il est là.

Il rend un travail important qui est un travail de renseignements sur tout ce qu'il y a avant-projet, tout ce qui peut être permis, en fait il déballe pour qu'on puisse ensuite le traiter à l'extérieur.

Mais on ne restera pas dans cette situation-là. Il est bien clair qu'on attend début janvier pour savoir si les autres agents qui sont en arrêt vont revenir et à partir de là on reprendra un service classique avec une instruction en interne et non plus à l'extérieur

Patrice BIANCONE :

Juste un petit mot pour ajouter qu'il n'y a pas que les administrés qui attendaient, il y a aussi les entreprises qui attendaient, les architectes...

Christophe VIGNAUD :

Oui mais tout est lié.

Patrice BIANCONE :

Tous les corps de métiers ont pris du retard dans leurs chantiers, ont dû reporter leurs travaux, donc ça posait effectivement un vrai problème qu'il faut...

Christophe VIGNAUD :

Mais la solution qu'on a prise c'était une solution d'urgence qui ne peut pas durer, bien entendu, elle n'est pas tenable. Elle n'est pas tenable sur la manière dont on doit gérer les dossiers, elle n'est pas tenable en termes financiers et elle n'est pas tenable sur un travail d'instruction qui doit être fait à l'intérieur d'une mairie, bien entendu. On en est tous conscients.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, à travers ce que vous dites, il y a des choses intéressantes sur le fait que j'ai l'impression dans les propos que vous tenez qu'une personne seule, une entreprise privée, effectue le travail mieux que cinq agents réunis. Non, c'est vraiment l'impression que j'ai.

Christophe VIGNAUD :

C'est l'impression mais en tout cas c'est le résultat.

Lionel BARBERIS :

C'est ça, c'est le résultat ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais Lionel, quand tu n'as que ça à faire, aujourd'hui l'instructeur il a quoi ? Il a ça mais il a aussi à recevoir les pétitionnaires. Et les pétitionnaires, tu le sais très bien puisque toi tu leur vends la charpente, ils sont exigeants mais c'est normal qu'ils soient exigeants, donc ils veulent tous avoir.

Donc ce n'est pas une demi-heure, c'est une heure. Et quand c'est répété tous les jours, du coup, ils ne peuvent pas sortir autant de dossiers, on le sait très bien.

Donc une personne à l'extérieur, bien entendu, elle n'a qu'une rentabilité à faire, qu'une action à faire, c'est voir si le permis par rapport à ce qui est proposé correspond à notre PLUI, au SPR, si ça rentre dans le règlement, point barre.

Après, c'est beaucoup plus simple quand tu es à l'extérieur et que tu n'as pas de parasite tous les jours.

Lionel BARBERIS :

On met un agent en télétravail et il est au calme.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais avant d'avoir un agent à l'extérieur en télétravail, il faut juste savoir s'ils reviennent.

Et après on pourrait se poser la question telle que tu viens de le dire. Mais pour l'instant, c'était la solution d'urgence.

Lionel BARBERIS :

J'entends, et puis je ne remets pas encore cette solution là, mais j'entends que derrière, une personne seule arrive à avoir cette performance de cinq agents. Ça pose la question de la performance.

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est pour ça que la performance...

Lionel BARBERIS :

Le service en lui-même.

Christophe VIGNAUD :

C'est pour ça que là encore, à la suite de ça, les mises en place de performances vont être notifiées à chacun des agents qui vont revenir, puisqu'on voudrait qu'ils soient deux au minimum, pour pouvoir les suivre, voir leur « rentabilité », savoir s'ils répondent correctement, rapidement, et faire en sorte que ce qu'on a vient de voir là sur une personne à l'extérieur. Et c'est ça le but de l'histoire. C'est de leur démontrer qu'on peut le faire si on a des objectifs et qu'on peut arriver à les tenir.

Edouard DUPOUY :

Alors, ça veut dire, excuse-moi Lionel, ça veut dire que de cette expérience, il y a des enseignements à tirer pour la future organisation de l'urbanisme. C'est exactement ça.

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu. C'est toujours un mal pour un bien, mais c'est vrai que ce mal-là nous a fait prendre conscience de plein de choses.

Et donc faire en sorte que les agents auront des objectifs à tenir avec un suivi par rapport à cela.

Lionel BARBERIS

Il manque pour moi l'évaluation du travail réalisé par l'entreprise privée, parce que si elle arrive, j'espère qu'elle est faite, mais j'espère juste simplement qu'on n'est pas dans une dégradation de la qualité de traitement des dossiers.

Je me pose juste la question, parce que quand de cinq agents à une personne, on arrive à faire le même travail...Soit il y a un gros problème de productivité des cinq agents, et dans ce cas-là il faut vraiment se poser beaucoup de questions parce qu'on les a recrutés il n'y a pas longtemps.

Soit il y a aussi peut-être l'évaluation même du travail fait par l'entreprise privée. Il faut être sûr que le travail est de qualité parce qu'on peut se retrouver avec des permis validés qui peut-être sont plus que limites en termes de suivi de réalisation, de contrôle.

Je veux dire que ça pose quand même aussi le contrôle de la réalisation des travaux. La police de l'urbanisme.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais ça pose ce problème-là, bien entendu. Cela étant, la personne qui a la charge de ça, tu la connais bien puisqu'elle a travaillé avec toi en plus.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je veux juste recentrer sur ce que j'ai dit, ma question, elle était uniquement sur l'agent qui est revenu.

Il faut arrêter de penser qu'on est dans la situation d'urgence où il n'y avait personne, je parle de l'agent qui est revenu et qui est un agent instructeur. Écoute, tu me tends la perche.

Tu as parlé de la commission RH qui avait lieu juste après avec Monsieur LEROY qui nous a fait part du bonheur au travail. Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'une sourde Monsieur LEROY.

Cette étude qui portait sur le bonheur au travail dont le premier critère qui ressortait était la qualité de l'environnement. Un cadre de travail bienveillant, sympathique, cordial et solidaire.

Et la conclusion qui avait été faite par vos soins était que ces valeurs, vous ne les retrouviez pas dans le service urbanisme, voire l'opposé.

Donc, je me permets quand même d'insister sur cet agent qui revient, et ce que j'observe, c'est que vos actes de bienveillance mis en place à son égard, c'est ce que l'on nomme communément de la placardisation.

Il répond au téléphone et reçoit les administrés ? accès mails refusé ; autorisation d'instruire un dossier, refusé ; autorisation d'accompagnement pour un rendez-vous avec un pétitionnaire, refusé.

Moi, je trouve juste cocasse que vous, ça c'est entre nous, que vous m'accusiez sans preuve d'un délit quand de toute évidence vous vous en rendez coupable.

Et pour ça, je vous renvoie au règlement intérieur qui est à la page 740 de ce conseil, alinéa E sur le harcèlement moral.

Christophe VIGNAUD

Ce qui me fait plaisir, c'est que tu as lu le conseil, ça fait vraiment plaisir. Donc, pour une fois, c'est bien. En ce qui concerne...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je t'en prie.

Christophe VIGNAUD

En ce qui concerne...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et si tu veux qu'on s'échange des sympathies, juste, alors, certains n'ont peut-être pas entendu, mais tout à l'heure, tu as fait mention de parasites. Ceux sont les Hossegoriens.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non. Ce n'est pas...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Si, si, tout le monde aura entendu. Bah, je me mets à ton niveau, Monsieur VIGNAUD.

Christophe VIGNAUD :

Oui, oui, oui.

Alors, en ce qui concerne, il y a des gens qui viennent très régulièrement sur des choses sur lesquelles il n'y a pas vraiment besoin d'instructions et ça le parasite lui en ce qui concerne son travail bien entendu. Donc tu peux tout faire, tu peux tout dire ce n'est pas très grave.

En ce qui me concerne on s'en moque.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Oui j'affirme, j'affirme.

Christophe VIGNAUD :

Oui d'accord.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

J'affirme que vous le placardisez,

Christophe VIGNAUD :

On le placardise pas du tout, la preuve en est.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Si,

Christophe VIGNAUD :

Non ce n'est pas vrai. Mais bon ça, c'est ton opinion.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Si, si, vous, vous portez des accusations sans preuve.

Christophe VIGNAUD :

Sur quoi ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Sur moi. Vous m'avez accusée de harcèlement, sans la moindre preuve, sans le moindre entretien avec des agents.

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Ce ne sont que des mots.

Christophe VIGNAUD :

On est sur une partie.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Moi en revanche je décris des actes.

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Cet agent aujourd'hui est placardisé.

Christophe VIGNAUD :

Il n'est pas placardisé, c'est toi qui le dis de cette façon-là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non non. Ceux sont les faits

Christophe VIGNAUD :

Il a sa boîte mail, Il n'a pas l'accès à la boîte mail générique urbanisme parce que quand je vois 350 mails qui n'ont pas été traités, je peux considérer, et je pense que tout le monde est d'accord, qu'on a un service à rendre en ce qui concerne les demandes des pétitionnaires.

Ça c'est une chose qui est importante et oui on a récupéré la boîte mail générique, c'est une agente qui s'en occupe pour au moins répondre aux demandes et aux demandes qui ont été faites depuis le temps qu'il n'y a personne.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Une agente avec quelques qualifications en urbanisme ?

Christophe VIGNAUD :

Elle répond au moins pour dire quelque chose et non pas laisser sans réponse mais ça tu t'en moques mais ça ce n'est pas très grave.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Ah non, je ne m'en moque pas mais vos 350 mails...

Christophe VIGNAUD :

Il y avait 350 mails, le débat il n'est même pas là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Mais si le débat est là.

Christophe VIGNAUD :

On ne va pas discuter là-dessus.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Qui est le responsable de cet agent ? Les 350 mails en attente Monsieur le maire vous ne les avez pas découvert il y a trois mois.

Christophe VIGNAUD :

Moi je les ai découverts il y a trois mois.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Vous voulez que je vous fournisse les mails d'alerte ?

Christophe VIGNAUD :

Je les ai découverts il y a trois mois mais je suis désolé c'était ton service puisque tu avais la charge de l'urbanisme.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je ne suis pas responsable de service Monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD :

Mais tu es responsable de rien donc ce n'est pas très grave, on s'en moque

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je suis responsable de mes promesses électorales, en l'occurrence la protection patrimoniale. En revanche il y a eu des écrits qui sont remontés.

Christophe VIGNAUD :

Bon on arrête là-dessus

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non moi je n'arrête pas. Il y a des écrits qui sont remontés jusqu'à votre DG. Si ce dernier ne vous a pas transmis les informations c'est regrettable.

Christophe VIGNAUD :

Je ne rentrerai pas dans ce débat-là. Le débat il est très simple.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Et pour cause.

Christophe VIGNAUD :

Oui pour cause, tu as raison. En ce qui concerne on a à voter une délibération sur un sujet qui est très simple.

Est-ce que vous en êtes d'accord ou pas par rapport à la MACS ? Le reste n'est que littérature, est-ce que vous êtes d'accord pour qu'on signe une convention de mise à disposition des données d'instruction avec la MACS sur le droit des sols.

Qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-19 : Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Dans le cadre des compétences attribuées par ses communes, notamment en matière d'urbanisme et d'habitat, la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud est responsable de l'élaboration du Schéma de cohérence Territoriale, du Programme Local de l'Habitat et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. A ce titre, elle doit suivre les évolutions de son territoire afin de calibrer et encadrer son aménagement et son développement.

Par ailleurs, la Communauté de communes dispose d'un service commun d'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols (ADS). Ce service produit des données offrant des possibilités d'observation et d'analyse des phénomènes liés notamment à la construction et à l'urbanisation du territoire. Elles alimentent les réflexions conduites dans le cadre de l'élaboration, la mise à jour et le suivi des documents stratégiques pour lesquels la Communauté de communes est compétente.

Néanmoins, toutes les communes de l'EPCI n'adhèrent pas à ce service facultatif. En effet, les communes de Saint-Vincent-de-Tyrosse, Soorts-Hossegor et Soustons ont souhaité assurer elles-mêmes l'instruction des dossiers déposés sur leur propre territoire. Ainsi, la Communauté de communes ne dispose pas de la complétude des données lui permettant de mener à bien le plein exercice de ses compétences.

Afin de doter la Communauté de communes d'une information uniforme et homogène sur l'ensemble de son périmètre, dans un souci de réactivité et de facilité d'accès, il est nécessaire d'établir les conditions d'accès et d'utilisation des données communales en la matière.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT l'intérêt de mettre à disposition de la Communauté de communes les données communales d'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols dans un objectif de mutualisation de la connaissance territoriale,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

20. Communauté de communes MACS-Avis sur la 4^{ème} modification du PLUI

Christophe VIGNAUD :

Alors on va passer au point numéro 20. C'est l'avis sur la quatrième modification du PLUI.

J'espère que vous avez lu l'ensemble de vos notes qui vous ont été données. Il y a eu plusieurs commissions réunions qui ont fait état des certaines modifications ; à lesquelles beaucoup d'entre vous étaient présents. Je ne vais pas les énumérer parce qu'il y a un aurait pour une heure.

Ce qui est très important c'est que le PLUI 4, en tout cas la modification n° 4, met en place certaines modifications qui sont importantes pour nous.

En plus de cela on part sur la sortie du PAPAG. Vous vous souvenez qu'il y avait le PAPAG qui existait sur la partie haute de la place des landais en tout cas derrière. Là aussi c'était important de le faire en temps et en heure.

Il y avait aussi une modification importante, qui est à l'intérieur d'ailleurs de la délibération, c'est l'instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune et non des œillets ; puisqu'il y avait une erreur mais c'est important de le noter, et de la place des Basques jusqu'au restaurant le Prohibistro qui est le restaurant qui est en bas.

Il a été proposé à l'Assemblée de suivre l'avis de la commission urbanisme qui a eu lieu le 8 novembre et d'en faire part à la communauté de communes pour qu'on puisse passer ça au vote.

Oui, Lionel.

Lionel BARBERIS :

Oui Monsieur le maire, juste un petit point sur les documents qui nous ont été transmis sur les presque 1 000 pages. On a cette délibération mais je ne trouve rien d'autre.

Christophe VIGNAUD :

Alors c'est un avis mais à l'intérieur vous avez eu normalement ?

Lionel BARBERIS :

Oui. A l'intérieur de quoi ? Il n'y a rien du tout. En fait on a la délibération mais on n'a aucune pièce jointe.

Christophe VIGNAUD :

Alors ça c'est une erreur parce qu'à l'intérieur de ça il y avait...

Lionel BARBERIS :

Vous parlez de beaucoup de documents etc.

Alors ça nous aurait fait 1500 pages, allez savoir, alors 500 pages de plus

Intervention inaudible

Si, le lien était dans le mail envoyé. Il était précisé que le document était trop lourd pour être intégré dans l'envoi des documents.

Lionel BARBERIS :

Ah d'accord pardon.

Christophe VIGNAUD :

Alors il y avait bien l'ensemble.

Lionel BARBERIS :

Ok, du coup je n'ai pas eu ... Ça a été envoyé dans un mail à part ?

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Ça peut arriver parce que je pense que c'était trop lourd pour la K box.

Lionel BARBERIS :

Franchement, ça fait tellement de documents à absorber.

Christophe VIGNAUD

Et il y avait à l'intérieur de ça l'ensemble de la restitution de la réunion qui avait été faite par rapport à la commission et au choix que nous avons procédé pour le PLUI, pour le numéro 4.

Est-ce que vous avez des questions ? Non ? On va voter.

Donc qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-20 : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) - Avis de la Commune sur le projet de modification n°4

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

L'application du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud depuis son approbation le 27 février 2020 a révélé la nécessité d'évoluer.

Conformément à l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun n°4 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud a été engagée.

Les objets de modification n° 4 sur l'ensemble du territoire de MACS portent sur la nécessité de :

- Réduire la délimitation de zones Urbaines ou à Urbaniser ;

- Soutenir le développement mesuré d'activités existantes par la création de STECAL, sans impacts sur un régime de protections aux titres de l'environnement, du paysage et des risques ;
- Instaurer, modifier ou lever des servitudes (emplacements réservés, périmètres d'attente de projet d'aménagement global) ;
- Encadrer la mutation du tissu urbain par la création d'Orientations d'Aménagement et de Programmation ou d'emplacements réservés ;
- Adapter les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) à l'évolution des projets et des besoins ;
- Renforcer les obligations de production de logements sociaux en zone Urbaine et A Urbaniser ;
- Faire évoluer les règles de mixité des fonctions en zone Urbaine ;
- Renforcer les protections relatives au paysage, à l'environnement et au patrimoine architectural ;
- Améliorer la prise en compte des risques naturels ;
- Mettre à jour la liste des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone Agricole et Naturelle, au titre de l'article L.151-11-2 du code de l'urbanisme ;
- Améliorer l'insertion des projets (reculs, hauteur, traitement des espaces libres, qualité architecturale) ;
- Améliorer la gestion des mobilités (accès, mobilités actives, stationnement) ;
- Clarifier certaines dispositions du règlement écrit et leurs modalités d'applications ;
- Modifier les règles relatives à l'aspect extérieur des clôtures ; Notice explicative – Modification n°4 du PLUi – Octobre 2024 10
- Rectifier des erreurs matérielles ;
- Mettre à jour les annexes du PLUi.

Cette procédure de modification n°4 du PLUi concerne les 23 communes.

La modification d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut, à l'initiative du président d'un établissement public de coopération intercommunale compétent, être adoptée selon la procédure de modification de droit commun prévue aux articles L 153-41 à L 153-44 du code de l'urbanisme.

En vertu de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme, la procédure de modification du PLU peut faire l'objet d'une procédure de modification de droit commun, dès lors que le projet de modification :

- ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables
- ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

- ne crée pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Conformément à l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme et R. 123-6 du code de l'environnement, le projet de modification de droit commun sera soumis en enquête publique pendant trente jours minimum.

L'évolution du PLUi envisagée répond à ces critères. Le projet peut donc suivre la procédure de modification, qui est engagée à l'initiative du président de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme.

En application de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification du PLUi de MACS a été notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du même code, ainsi qu'aux maires des communes concernées par la présente procédure.

Le projet de modification joint à la présente délibération a été examiné lors de la dernière commission d'urbanisme du 8 novembre dernier, lors de laquelle il a été formulé un avis favorable sous réserve de la correction d'une erreur de désignation de voie au sein du libellé *instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune (et non des Cèllets) et la Place des Basques jusqu'au restaurant Prohibistro.*

Avant son approbation par le conseil communautaire de MACS, le projet de modification pourra ainsi tenir compte des avis des conseils municipaux, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, conformément à l'article L. 153-43 du code de l'urbanisme.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-44, R. 153-20 et R. 153-22 ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20200227D05B en date du 27 février 2020 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20210506D06B en date du 6 mai 2021 approuvant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20220324D06C en date du 24 mars 2022 portant approbation de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU l'arrêté du président n° 20211021A12 en date du 21 octobre 2021 relatif à la mise à jour n° 1 des annexes du PLUi (servitudes d'utilité publique pour les PT1 et PT2 et le PPRL du secteur du Bourret Boudigau approuvé) ;

VU l'arrêté du président n° 20211112A14 du 12 novembre 2021 portant prescription de la modification n° 2 du PLUi de MACS ;

VU l'arrêté du président n° 20220720A12 en date du 20 juillet 2022 portant prescription de la modification n° 3 du PLUi de MACS ;

VU la notification du projet de modification n°4 du PLUi par la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud,

VU l'avis favorable émis par la commission urbanisme du 8 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'émettre un avis favorable sur le projet de la modification n° 4 du plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud un avis favorable sous réserve de la correction d'une erreur de désignation de voie au sein du libellé *instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune (et non des Cèllets) et la Place des Basques jusqu'au restaurant Prohibistro.*

AUTORISE Monsieur le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

21. Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations

Christophe VIGNAUD

Donc on va passer au point suivant qui est l'urbanisme en ce qui concerne la cession du terrain qui s'appelle l'îlot LACOUT.

D'ailleurs lors du conseil municipal du 8 mars dernier on avait validé la cession du terrain dit « l'îlot LACOUT », c'est un terrain qui se trouve donc à Soorts.

Il avait été convenu de faire le point avec l'opérateur qui est la coopérative d'habitations avant la phase opérationnelle sur le programme à mettre en place.

La coopérative d'habitations est venue en commission générale le 14 novembre dernier.

Il était convenu de modifier légèrement le programme comme suit : le projet constituera 14 à 15 logements, typologie à préciser en fonction des demandes éligibles et aussi en fonction de notre PLH qui est importante à suivre par rapport à la communauté de communes et par rapport à ce qui est prescrit.

On a deux logements locatifs à loyer modéré et on en a 9 à 10 en accession sociale dans le cadre du BRS, un bail réel solidaire, ce qui est en fait un achat d'un appartement.

On achète les murs, mais on n'achète pas le terrain. C'est une proposition qui est faite et qui est très courant en ce moment.

Ça représente des prix de vente qui vont être moyens de l'ordre de 3 500 euros TTC au prix du m² et donc une redevance foncière, donc une redevance pour le terrain qui sera équivalent à 1.35 euros du m² par rapport à cela.

Et trois logements à accession à prix limité et libre qui seront autour de 6 900 euros TTC du m², ce qui n'est pas le prix que nous avons et que nous pratiquons principalement à centre-ville sur certains programmes.

Donc le prix de cession du terrain que nous leur attribuons est inchangé, il est de 540 000 euros, et la signature de cette cession se fait vendredi 20 décembre avec les notaires pour qu'on puisse entériner cette vente.

Donc il est proposé à l'assemblée de valider ces évolutions au niveau des logements et de m'autoriser à signer les documents qui seront afférents à cette affaire.

Est-ce que par rapport à ça vous avez des questions ?

On va passer aux votes. Donc qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-21 : Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La Commune est propriétaire d'un terrain sis 46, rue de Mariotte à Soorts plus communément dénommé « îlot LACOUT ». Par délibération en date du 27 septembre 2019, le Conseil Municipal avait délibéré pour céder ce terrain à la société Patrimoine Languedocienne qui a travaillé sur un projet d'habitat en accession sociale à la propriété. Ce projet a été présenté en réunion publique le 6 juillet 2022. Il a été notamment expliqué le contexte de l'évolution des Prêts Sociaux Locaux Accession (PSLA) vers les Baux Réels Solidaires (BRS) devant être établis par un organisme agréé OFS (Office Foncier Solidaire). C'est le cas de la Coopérative d'Habitations, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif d'habitations à loyer modéré, qui réalisera ce projet suite à l'obtention de son agrément OFS en Nouvelle-Aquitaine en août 2022.

L'OFS (la Coopérative) conservera la propriété du sol et où seuls les murs seront vendus aux acquéreurs afin de réduire le prix de vente.

Le programme projeté portait sur la réalisation de 14 logements collectifs répartis sur 3 bâtiments en R+1 avec combles et stationnements en sous-sol.

La typologie prévisionnelle actuelle était la suivante :

- 9 T3 de 55 à 83 m² SHAB ;
- 5 T4 de 71 à 98 m² SHAB.

Compte tenu de sa configuration, le coût technique de ce projet est élevé. Il nécessite notamment la réalisation d'un sous-sol afin de pas consommer les espaces communs avec des parkings aériens, améliorant ainsi la qualité d'usage dans le bourg de Soorts. Pour absorber le coût d'acquisition de ce foncier (environ 500€/m² de surface de plancher), la Coopérative prévoit une redevance foncière moyenne de 1,35€/m² habitable, ce qui est une limite supérieure compte tenu des surfaces des logements. Le prix de vente moyen des logements se situant à environ 3500€ TTC/m² de surface habitable.

Les projets réalisés en BRS présentent un caractère anti spéculatif dans la mesure où les prix de revente sont plafonnés et indexés sur l'Indice du Coût de la Construction (ICC).

L'OFS sera sollicité par les acquéreurs (via leur notaire) lors de la revente de leurs biens afin que la Coopérative valide le prix de vente mais aussi agrée le nouvel acquéreur (qui doit lui aussi respecter des plafonds de ressources). Ce montage (BRS) garantit ainsi la permanence du caractère social du bien. A ce titre, les logements vendus par le biais du BRS sont comptabilisés dans le « parc SRU » et ce sans limite de durée.

Cet état de projet a été validé lors de la séance du Conseil Municipal du 8 mars 2024. Il avait été convenu que l'opérateur présente un point d'étape devant les élus du conseil municipal avant le lancement des travaux afin de leur faire part des éventuels ajustements liés aux contextes techniques (aléas révélés lors des études techniques) et financiers (emprunt, coût des matériaux). La Coopérative d'Habitations est donc intervenue lors de la Commission Générale du 14 novembre 2024 et a proposé les ajustements suivants :

- Se donner la possibilité d'élargir la gamme des logements proposés en fonction des candidatures effectives : quelques T2 pourraient être intégrés portant le nombre de logements à une quinzaine de logements ;
- Créer une offre plus diversifiée en incluant deux logements à loyers modérés (un PLUS et un PLAI) et trois logements en accession à prix libre limité à environ 6900 euros TTC/m² stationnement inclus.

Les élus ont considéré à l'unanimité que cette version améliorée du projet permettait une offre plus diversifiée tant en termes de produits que de publics au sein du cœur du bourg de Soorts.

Il est proposé d'adopter ces ajustements et de céder le terrain au prix de 540 000€ qui correspond à l'avis du Domaine sur la valeur vénale.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis du Domaine en date du 22 janvier 2024 ;

VU la délibération 240308-013 en date du 8 mars 2024

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'abroger les délibérations précédentes relatives à cette affaire.

DÉCIDE de céder la parcelle cadastrée section AW numéro 123 d'une contenance de 1893 m² à la Coopérative d'Habitations pour la somme de 540 000 euros.

PRÉCISE que les frais d'acte et de bornage seront à la charge de l'acquéreur.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maelle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

22. Dépôt d'une déclaration préalable pour des travaux à la concession « Lake House » Plage du Rey

Christophe VIGNAUD :

Alors point numéro 22. Alors c'est une déclaration préalable pour les travaux de la concession à la plage du Rey pour le Lake House qui est une concession autour du lac.

Donc le local nous appartient, et il est occupé actuellement par un restaurant de plage et nécessite une ouverture en façade en forme d'oculus.

Ceci est dans l'idée d'avoir, je dirais, une circulation d'air pour que dans l'intérieur de cette cuisine le travail puisse se faire correctement.

En effet l'espace est assez petit et donc à la demande de la concessionnaire qui n'a que de but d'obtenir une ouverture pour aérer la cuisine, pour ce faire je vous dois de m'autoriser à déposer une déclaration préalable dans les règles, sachant que les travaux qui seront faits sont pris en compte par le concessionnaire.

Donc est-ce que vous avez des questions par rapport à cela ?

Intervention inaudible

Du côté lac, en parallèle à ce qui existe déjà sur la partie toilettes.

Bien entendu c'est une déclaration préalable elle va être assujettie aussi à l'avis de l'A.B.F. et les travaux seront pris en compte par le concessionnaire.

Donc qui est pour ?

Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-22 : Dépôt d'une déclaration préalable pour les travaux à la concession de la Plage du Rey

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire précise que la commission travaux a travaillé sur le projet d'ouverture en façade sous forme d'oculus (dans le même esprit que l'oculus existant) de la concession de la Plage du Rey afin de favoriser la ventilation de ce bâtiment public.

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de déclaration préalable pour les travaux de création d'un oculus à la concession de la plage du Rey.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD

23. Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert

Christophe VIGNAUD :

Alors, point 23. C'est le dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments techniques et hébergements saisonniers du Pignada.

On en a parlé précédemment, donc dans le cadre de la volonté que nous avons évoqué un peu plus tôt on souhaite inscrire dans la logique qui est proposée par la MACS et de proposer ces investissements sur les zones qui sont prescrites par la MACS.

On va donc mettre sur certains bâtiments communaux ces panneaux photovoltaïques.

Et grâce à la relation assez étroite que nous avons avec MACS, que je remercie, et nous a aidés sur le montage technique mais aussi sur la partie mise en œuvre sur ces panneaux.

Donc on aura sur les services techniques 1250 m² de surface pour une énergie de 200 K de reprise d'énergie, pour un montant estimatif de 250 K euros, mais aussi sur les logements des maîtres-nageurs qui est de 92 m², donc ce qui est beaucoup plus petit, et pour un investissement de 40 000 euros.

On est en attente sur un troisième projet qui est celui de l'EHPAD qui pose plus un problème technique puisqu'on est sur un toit plat, et donc on va faire des études et d'ailleurs c'est une des décisions qui a été prise, c'est de prendre un cabinet qui va faire une étude préalable sur l'ensemble des toitures pour savoir si les charges qui sont proposées peuvent être résistantes.

Donc la consommation elle est destinée à nos infrastructures, donc en fait on essaie de faire de l'autoconsommation et je pense que ça se fera ; et si par bonheur on avait du surplus, on est dans une boucle, c'est-à-dire que c'est une boucle, et le rachat est fait par EDF.

Donc on pourrait éventuellement récupérer de l'argent mais je pense qu'on fera de l'autoconsommation direct et total.

Et toutes ces installations techniques seront mises en conformité par MACS et son partenaire et un contrat d'entretien d'ailleurs va être mis aussi en place pour optimiser la puissance de nos panneaux photovoltaïques.

Donc je vous demande... oui Lionel.

Lionel BARBERIS :

Juste dans le cas de la revente, aujourd'hui il y a plein de solutions en fait mais le fait de pouvoir le revendre même à nous-mêmes sur les autres bâtiments, le fait d'alimenter tous les bâtiments de la commune, y compris la mairie, y compris le Sporting etc.

Christophe VIGNAUD :

Oui, oui.

Lionel BARBERIS :

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Quand je dis « une boucle » mais c'est pour ça qu'on aurait créé "une boucle" mais on va déjà, à mon avis, le réserver pour notre propre consommation.

Lionel BARBERIS :

Déjà nous-mêmes.

Christophe VIGNAUD :

Déjà nous-mêmes je pense qu'on devrait consommer. Donc je vous demande de m'autoriser à déposer... oui Maëlle ? Vas-y

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je faisais le parallèle avec ce qu'on a vu tout à l'heure pour MACS.

Christophe VIGNAUD

C'est à dire ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Tout à l'heure on a vu que MACS allait installer des panneaux.

Christophe VIGNAUD

Non, en fait MACS a fait un recensement, c'est-à-dire que MACS a envoyé des techniciens et a fait un recensement sur toute la liste que j'ai énoncée.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Des sites possibles ?

Christophe VIGNAUD

Oui sur des sites possibles. Donc ça c'est la convention qu'on a signée avec eux et qui a été un travail qui a été fourni sur lequel on s'appuie. Et parallèlement à ça, ils nous proposent sur les sites qui nous correspondent trois offres qui sont le Centre Technique, le Pignada et l'EHPAD.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Qui découle de cette étude ?

Christophe VIGNAUD

Qui découle de cette étude, tout à fait.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais du coup, pourquoi c'est nous qui déposons la déclaration préalable ?

Christophe VIGNAUD

Ah ben parce que c'est à nous, c'est chez nous.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Tout dépend. Quand il y a eu le panneau d'information, c'était à eux de la déposer la déclaration préalable. Je trouvais ça étonnant dans la mesure où ils portent le projet de...

Christophe VIGNAUD

Alors ils portent le projet globalement...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

C'est chez nous, mais ça ne m'aurait pas étonné qu'ils déposent la déclaration préalable en fait. C'est déjà arrivé que MACS dépose une déclaration préalable

Christophe VIGNAUD

Oui, la preuve en est. Ce dont tu parlais c'était eux. En ce qui concerne la partie sur les panneaux, comme c'est chez nous, c'est nous qui allons le faire. C'est une situation qui a été proposée et chaque commune le fait de cette façon-là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Très bien.

Patrice BIANCONE :

On a une idée des économies budgétaires sur l'énergie que ça va nous faire faire ?

Christophe VIGNAUD :

Alors on en a parlé tout à l'heure. Mais en fait ça sera en fonction des 5 ou des 7 ans d'amortissement.

Et donc de ce fait, on pourra en autoconsommation récupérer relativement rapidement l'investissement qui aura été fait.

André JAKUBIEC

En ce qui me concerne, j'ai juste une remarque. J'entends bien qu'il y aura un contrat d'entretien.

Je ne suis pas inquiet là-dessus mais j'attire vraiment l'attention sur le fait que ces panneaux devront être régulièrement nettoyés parce que sinon le rendement baisse très rapidement.

Christophe VIGNAUD :

On le sait. Et tu as entièrement raison de faire état de cela.

C'est la raison pour laquelle un contrat d'entretien sera fait en même temps que la signature pour pouvoir optimiser la prise, le rendement. Donc, est-ce que vous m'autorisez donc à déposer cette déclaration préalable et finaliser donc les études.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Très bien. Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-23 : Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Dans l'objectif de limiter le coût des énergies dans le budget de fonctionnement de la Commune par la création d'énergie en autoconsommation, il est prévu la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-22,

Vu le Code de l'énergie,

Vu l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314- 15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale,

Considérant la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert.,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces autorisations ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

24. Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

Christophe VIGNAUD :

Alors, renouvellement de la Convention avec la Fondation du patrimoine.

Donc, depuis 2018, une convention est conclue avec la Fondation du patrimoine pour inciter les propriétaires d'un bien classé en bâtis remarquable à réaliser des travaux de rénovation. Que ce soient des ravalements de façade, des peintures, fenêtres et ainsi de suite.

Cette Convention permet aux propriétaires d'obtenir une défiscalisation du montant des travaux.

Et la Commune abonde sur ce fonds d'investissement qui a été créé et géré par la Fondation du patrimoine, d'un montant égal à 1% du coût de TTC des travaux effectués par le propriétaire.

Donc, il semble intéressant de renouveler cette convention avec la Fondation qui arrive à échéance le 31 décembre et ce pour une durée de deux ans.

On va porter notre taux d'intervention de la Commune à 2% du coût des travaux et en limitant l'aide à une enveloppe globale et annuelle de 10 000 €, en faisant bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en bâtis remarquable et intéressant.

Et donc, je demande à l'Assemblée d'approuver le renouvellement de cette Convention pour les deux ans qui viennent.

Est-ce qu'il y a des questions ?

On va passer au vote.

Donc, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-24 : Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Reconnue d'utilité publique, la Fondation du Patrimoine, organisme privé indépendant à but non lucratif, a pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine, sur le territoire français, et plus particulièrement celui qui n'est pas protégé au titre des monuments historiques.

La délivrance d'un label permet, sous certaines conditions, aux propriétaires privés de patrimoine non protégé au titre des monuments historiques de déduire de leur revenu global les dépenses d'entretien et de réparation de leurs immeubles patrimoniaux.

La Commune de Soorts-Hossegor abonde le fonds d'investissement créé et géré par la Fondation du Patrimoine d'un montant égal à 1% du coût TTC des travaux effectués par les propriétaires concernés,

CONSIDERANT qu'il est intéressant de renouveler cette convention avec la Fondation du Patrimoine :

- en portant le taux d'intervention de la commune à 2% du coût TTC des travaux effectués et en limitant l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € ;
- en faisant bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- en reportant les fonds non utilisés de 7 839 € de la période précédente 2023-2024 pour d'éventuelles opérations à caractère exceptionnel.

VU les articles L. 143-1 et suivants du code du patrimoine portant sur les institutions relatives au patrimoine culturel ;

VU la délibération n°230428-001 en date du 28 avril 2023 portant renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de

- Limiter l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € pour les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- Reporter les fonds non utilisés pour des opérations à caractère exceptionnel ;
- Venir en soutien à la communication de la Fondation en relayant leur documentation et affiches permettant de valoriser in fine le patrimoine local.

APPROUVE la convention à intervenir entre la Commune de Soorts-Hossegor et la Fondation du Patrimoine jointe en annexe.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents liés à cette affaire dont la convention.

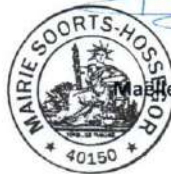
PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mairie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

25. Demande de dérogation au cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

Christophe VIGNAUD :

Point 25, c'est une demande de dérogation au Cahier des charges du lotissement du pont d'HIERN fixant les conditions de revente pour les acquéreurs au profit des propriétaires. Alors, on vous en a parlé en Commission générale.

Il y a une vente qui doit se faire, qui doit être signée avec une demande de DIA (déclaration intention d'aliéner) sur un lotissement que la Commune avait.

En fait, c'étaient les anciens terrains de tennis au pont d'HIERN, et il avait été, à l'époque, en 2019, il avait été coupé en quatre lots.

Et ces quatre lots avaient été vendus donc à des personnes suivant un règlement et suivant des cotations qui avaient été mises en place par l'ancienne municipalité. Aujourd'hui, il s'avère que ces personnes vendent leur maison.

Dans le règlement, dans l'article 20 du Cahier des charges, il est mentionné qu'il est possible de revendre sous certaines règles qui étaient de garder le bâtiment pendant trois ans après la constitution du dépôt de la DAACT (déclaration d'achèvement des travaux) ;

Parallèlement à ça, il y avait d'autres règles qui étaient mentionnées pour avoir la possibilité de la vendre.

Donc, on est interpellé par le notaire des vendeurs pour donner une dérogation puisque la DAACT n'a été donnée qu'au mois de juillet de cette année, après différents allers-retours, pour que le bâtiment soit conforme au permis qui avait été déposé.

Donc, je vous demande de vous prononcer par rapport à ça, pour donner l'accord de vendre avant la fin des termes qui étaient proposés par l'article 20, sachant qu'à l'intérieur de cela, il y a aussi un problème "familial" qui fait qu'il semblerait que la vente se fasse, mais que les gens qui sont vendeurs se séparent. Donc, c'est une cause et c'est un effet qui est à prendre en compte dans le vote.

Donc, je vous demande de vous prononcer par rapport à cette décision afin que l'on puisse, si c'est de façon positive, donner la DIA dès demain matin pour que la vente puisse se faire auprès du notaire et puisse être signée.

Est-ce que par rapport à cette décision, est-ce que par rapport à ce projet, vous avez des questions ?

Michel oui.

Michel VILLEGER

Ça ne concerne que ce bâtiment-là ?

Christophe VIGNAUD

Ça ne concerne que ce lot-là, sachant que les trois autres lots à ce jour n'ont pas fait leurs demandes.

Bien entendu, ça sera aussi, si c'était le cas, remis en place au niveau du conseil municipal pour que vous puissiez vous prononcer en fonction des différents points que je viens d'évoquer.

Mathilde VINTROU

Merci, Monsieur le maire.

J'aimerais préciser deux choses : la première, c'est qu'il faut savoir que la DAACT, la règle-là, en l'occurrence, c'était, par interdiction de revente, moins de 3 ans après avoir demandé et obtenu la DAACT.

Dans l'esprit général, sur le papier, on pourrait se dire "on achète un terrain, on fait construire, on demande la DAACT". Personne ne le fait. Voilà.

Donc on la demande quand on a un peu le feu aux fesses et qu'on doit vendre la maison et que le notaire la demande ; c'est ce que tout le monde fait.

Donc là, ça fait bien plus de 3 ans qu'ils auraient dû, dans les faits, demander la DAACT et donc l'obtenir. Donc s'ils avaient fait les choses stricto sensu, on va dire, le délai serait passé.

Et de deux, je trouve que cette règle est très intéressante parce qu'elle évite la spéculation. C'étaient des terrains de communaux qui ont été achetés.

Là, le problème, c'est, la vraie question, c'est est-ce qu'ils se font un peu de l'argent sur le dos de la mairie ? C'est ça la question.

Et je pense que cette règle est bien fondée et il faut. Là, en l'occurrence, la question qu'il faut se poser, c'est est-ce qu'ils demandent à vendre pour gagner de l'argent sur le dos de la mairie ?

Non, ils vendent parce qu'ils se séparent, ils divorcent. Donc la règle qui protège cet intérêt de ne pas spéculer est, à mon sens, respectée. Voilà, c'est mon avis.

Edouard DUPOUY

Je me permets d'intervenir parce qu'en plus j'ai posé un certain nombre de questions et je pense que tout le monde était dans les échanges de mails pour m'intéresser au sujet. Trois remarques par rapport à ce que tu viens de dire.

Premièrement, moi, je ne suis pas du tout d'accord.

Cette règle ne protège en aucun cas de la spéculation ou alors il faudra m'expliquer le mécanisme, ce n'est pas parce que tu n'autorises pas une personne pendant trois ans de ne pas vendre ce bien que ça protège la spéculation.

On en a parlé la dernière fois justement. Je pense qu'il y avait d'autres mécanismes à mettre en place. Donc pour moi, ça ne protège pas.

Deuxième point, ce que tu évoques sur la DAACT, c'est super intéressant et il faudrait je pense saisir l'opportunité de ce cas pour peut-être en tirer des leçons.

Et peut-être que c'est à nous, Mairie et Service Urbanisme, de mieux communiquer là-dessus. Parce que finalement, moi, à titre personnel, je ne savais même pas que ça existait.

Lorsque vous faites une demande et que vous avez un accord et un permis, je ne suis pas sûr, mais peut-être que je me trompe, qu'il y ait une information communiquée en ce sens. À quel moment il faut faire cette DAACT ?

Mais peut-être mieux communiquer là-dessus parce que visiblement ce que tu dis c'est que les gens ne le font pas, donc il faut qu'on progresse là-dessus.

Et enfin dernier point, je ne m'opposerai pas à cette délibération. Je ne veux pas bloquer les choses, mais je suis quand même très surpris. J'ai l'impression qu'on fait les choses à l'envers.

Et j'ai du mal à comprendre que ces gens-là qui vendent leur bien, qu'ils l'aient mis en vente, alors qu'ils savaient très bien qu'ils n'étaient pas dans les clous, pire que des agents immobiliers, qu'une agence immobilière ait accepté le mandat avant même de vérifier cela et qu'on se retrouve au moment où on est à la signature chez le notaire, on se rend compte que finalement cette vente est suspendue à un accord du conseil municipal.

Le problème a été pris complètement à l'envers. Ils ont été mal conseillés.

Intervention inaudible

Et là, j'ai l'impression qu'on est pris, pas en otage, mais qu'on est mis sous pression.

Attention, si vous ne validez pas cette délibération, la vente ne va pas pouvoir se faire.

Christophe VIGNAUD

Pour votre info, le notaire a déjà déposé la DIA.

Donc, si demain on disait non, la DIA au bout de deux mois, elle va être tacite parce que vous pensez bien qu'on ne va pas, nous, Mairie, acheter une maison, parce qu'on en a tous les jours des DIA. On ne va pas acheter une maison comme ça. Donc le notaire a déjà déposé la DIA.

Lionel BARBERIS

Donc, voilà, je pense que ce type de clause existe aujourd'hui dans de plus en plus de collectivités,

Christophe VIGNAUD

Sur des terrains communaux ?

Lionel BARBERIS

Elle permet de limiter des spéculations foncières quelques fois à 9,10,12 ans parfois.

On peut avoir ce type de clause quand le terrain est souvent accessible à des prix qui sont très préférentiels. Je crois que là, dans ce cas-là, ce n'est pas tout à fait le cas, le prix était quasiment au prix du marché.

Donc, limiter avec une clause anti-spéculation des gens qui ont acheté au prix du marché, c'est même nous qui ne sommes pas tout à fait dans les clous.

Christophe VIGNAUD

Oui on ne va pas refaire l'histoire c'était en 2019.

Lionel BARBERIS

On ne devrait pas mettre de clause anti-spéculation sur des terrains qu'on vend au prix du marché.

Premièrement, deuxièmement, c'est dans l'acte notarié et c'est pour ça qu'ils ont dû le voir au moment où ils sont chez le notaire.

C'est à dire que le notaire a dû prendre l'acte, attention, vous êtes soumis à l'avis du conseil municipal parce que la DAACT n'a pas été déposée.

DAACT qui n'a pas été déposée alors que les gens, si j'ai bien compris, sont dans le logement depuis 2019.

Christophe VIGNAUD

Oui, 2020.

Lionel BARBERIS

2020. Ça fait quatre ans qu'ils sont dans le logement, ils ont largement dépassé les trois ans et ils sont sur un terrain qu'ils ont acheté au prix du marché.

Je pense qu'aujourd'hui, la situation de ces gens-là en particulier, selon nous, on en a discuté entre nous, n'amène pas de débat particulier sur le fait de les aider à finaliser la vente.

En revanche, tu poses la bonne question sur le futur, c'est comment dans le futur on se positionne, mais je pense que ça fera l'objet d'un débat dans d'autres commissions, etc.

La délibération en tant que telle, je pense que les conditions sont largement réunies, si ce n'est l'acte même de DAACT qui, je trouve, fait qu'on pourrait être assez souple sur ce sujet-là dans la mesure où il y a une réelle, une cause réelle et sérieuse de choix devant nous.

Christophe VIGNAUD

Tu veux ? Ah oui ? Oui, allons-y.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais effectivement, cette situation ouvre le débat sur plein de sujets, notamment demain, mais par rapport à cette délibération-là, si on veut recentrer, en 2017...

Christophe VIGNAUD

Il y a une vente de terrain de 2019

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ça s'est finalisé en 2019, si on veut vraiment rentrer dans les détails, Au départ, en 2017, les terrains ont été mis en vente et ils ne se vendaient pas. Et aussi parce qu'il y avait une clause de non-revente plus importante.

Et je vais vous l'expliquer, il n'y avait pas de volonté sociale sur ces terrains, donc au bout d'un moment, les clauses étaient revues à la baisse qui ne deviennent plus des clauses anti-spéculations.

Et donc, en 2019, on a des terrains qui sont vendus au prix du marché, c'est pour bien retirer de la tête de tout le monde la portée et la valeur sociale.

C'est un choix de la mairie, on n'est pas là pour débattre mais la mairie, à ce moment-là, n'a pas mis en place une politique sociale. Si elle avait voulu le faire, elle aurait mis en place de véritables clauses de non-spéculation. Alors vous avez la non-revente pendant 10 ans, ça c'est un classique.

Vous avez la sélection des candidats sur les revenus, qui derrière amène ces acquéreurs à bénéficier davantage d'aide, de subventions, etc.

Tout ça, ça n'a pas eu lieu. La mairie avait des terrains.

Christophe VIGNAUD

Mais quand tu regardes le Cahier des Charges, vous l'avez vu, il est très simple.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On le voit très bien dans le Cahier des Charges. On n'est pas sur un volet social. La mairie a vendu des terrains.

Christophe VIGNAUD

Ça n'a rien à voir avec le volet social dont tu pourrais parler, qui se trouve à Pédebert et qui avait été fait avec le COL, où là il y avait un anti-spéculatif pendant 10 ans.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Donc la mairie fait ce choix-là.

Christophe VIGNAUD

Là ce n'est pas le cas

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On n'est plus là aujourd'hui pour débattre du choix qu'a fait la mairie hier. On peut juste en tirer les leçons pour les choix futurs. Mais ces terrains ne correspondent pas à une action sociale. Ces personnes habitent dans la maison depuis 5 ans. Donc la question, il faut juste la résumer, parce que ça amène plein de débats.

Est-ce que le Conseil estime que le divorce représente un cas de force majeure, ou à défaut, quel intérêt général défendons nous pour les pénaliser ? parce que c'est ce qui se passe.

Christophe VIGNAUD

Il n'y a pas d'intérêt à les pénaliser compte tenu du fait que...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

En mon nom, j'estime que le divorce est un cas de force majeure.

Christophe VIGNAUD

Ce que je viens de te dire, racheter une maison, pourquoi, pour qui et dans quel but ?

Au même titre que nous avons toutes les DIA des maisons qui nous passent tous les jours, sur lesquelles on ne fait aucune préemption.

Et ce qui me paraît logique, et normal. Donc ce cas-là est identique. Donc on va passer au vote.

Alors qui est pour ? Qui s'abstient ?

Oui, Mathilde ne vote pas. Parce que c'est son agence.

Très bien. Merci.

Donc, vous pouvez vendre. Il est dans le public. Demain, je vous libère la DIA.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-25 : Demande de dérogation au cahier des charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur et Madame BUZON ont acquis le 03/10/2019 auprès de la Commune un terrain à bâtir d'une superficie de 1099 m² au prix de 235 €/m² soit un coût d'acquisition de 258 265 euros (hors frais de notaire).

Monsieur et Madame BUZON sont actuellement en instance de divorce et souhaitent vendre leur maison au prix de 1 587 000 euros dans une période où la cession est soumise à un accord dérogatoire du conseil municipal.

En effet, la vente de leur maison est règlementée par l'article 20 du cahier des charges du lotissement (document 170922_OJ11 – ANNEXE2) :

- La règle de base est que les acquéreurs ne peuvent pas vendre l'immeuble construit dans le délai de 3 ans à compter de la date de délivrance de certificat de conformité des travaux (2024-2027 dans leur cas) ;
- La règle dérogatoire est que le conseil municipal peut autoriser la vente s'il estime qu'il s'agit d'un « cas de force majeure ou pour une cause dont il apprécie le bien-fondé »

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur cette demande de dérogation sollicitée par Monsieur et Madame BUZON.

CONSIDÉRANT la demande de dérogation de Monsieur et Madame BUZON en vu de la vente de leur bien au prix de 1 587 000 euros ;

VU la délibération du conseil municipal du 9 juin 2017 actant la sortie de la copropriété du Garden Tennis, la division foncière ayant conduit à la création de ce lot de 1 099 m², la définition du prix de vente à 235€/m²,

VU la délibération du conseil municipal du 22 septembre 2017 définissant les critères de sélection (annexe 1) et le cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern (annexe 2) fixant notamment les conditions de revente par les acquéreurs ;

*Après en avoir délibéré,
Avec 25 voix pour
1 abstention
Le Conseil Municipal,*

EMET un avis favorable à la demande de dérogation prévue à l'article 20 du cahier des charges du lotissement communal du Pont d'Hiern au profit de Monsieur et Madame BUZON.

CHARGE Monsieur le Maire de signer tous les documents afférents à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,


M^{lle} DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD

COMMANDE PUBLIQUE- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

26. Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms.

Christophe VIGNAUD

On va passer au point 26. C'est l'adhésion au CANUT. C'est une centrale d'achat du numérique et des télécoms. Je vais laisser la parole, à Quentin qui va vous expliquer ce qu'est le CANUT.

Quentin BENCHETRIT

Bonsoir. Dans le contexte actuel où l'efficacité économique est une priorité pour les collectivités territoriales, la mutualisation des achats constitue un levier stratégique incontournable.

Ce soir, je vous propose d'adhérer à la CANUT, qui est la centrale d'achat du numérique et des télécoms.

Elle a été créée en 2023. C'est une structure qui est spécifiquement dédiée aux collectivités territoriales.

Elle permet de bénéficier tout simplement de conditions d'achat avantageuses dans le domaine du numérique et des télécoms.

Ça permettra pour la commune de Soorts-Hossegor, en rejoignant la CANUT de simplifier la gestion de nos achats numériques et télécoms, obtenir des conditions financières préférentielles auprès d'opérateurs.

Mais également de changer d'opérateur, par exemple, pour la fibre internet de la commune, qui est une étape essentielle dans le cadre de la modernisation de nos infrastructures et l'amélioration de nos services numériques.

Grâce à ces accords-cadres clés en main, la CANUT propose une solution fiable, efficace et conforme au code de la commande publique. Cette adhésion est totalement gratuite, n'entraîne en coût uniquement l'utilisation des marchés. Cette démarche représente une opportunité concrète pour moderniser nos équipements numériques, tout en maîtrisant nos dépenses.

Je vous invite donc à voter cela.

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous avez des questions par rapport à ce sujet ?

Edouard DUPOUY :

Juste une remarque. Merci Quentin pour cette proposition d'adhésion.

Est-ce que tu sais si d'autres villes, peut-être villes voisines, sont déjà adhérentes de cette centrale ?

Ou si tu as des exemples de villes qui font déjà appel à cette centrale d'achats ?

Quentin BENCHETRIT :

Alors d'autres villes, oui. Qu'est-ce que tu entends par "voisines" ? Quel est le périmètre ?

Alors, des centrales d'achats il y en a plusieurs, initialement on n'avait pas forcément prévu d'adhérer à cette centrale d'achats. Aujourd'hui, on est un petit peu pionnier au sein des communes voisines, du moins pour les communes membres de la MACS.

Étant donné que nous disposons d'une SPL, déjà pour une partie des télécoms, et aujourd'hui la totalité des communes de MACS font appel aux services de la SPL pour la quasi-totalité des services numériques.

Aujourd'hui, c'est un choix soutenu par la commune de Soorts-Hossegor, de ne pas faire confiance à 100% à la SPL pour la totalité des services numériques. Et donc dans ce cadre-là, on fait le choix de se rapprocher d'un opérateur national plutôt que de prendre un opérateur local.

Et donc, pour bénéficier auprès de cet opérateur national, sans le citer des meilleurs tarifs et conditions, on est obligé de se regrouper dans cette centrale d'achats par exemple, et pour bénéficier, on va dire, de conditions cadre telles que par exemple dans le milieu hospitalier, ce qui nous permet d'avoir des tarifs très avantageux voire moins chers que ce que la communauté de communes arrive à faire avec la SPL.

Christophe VIGNAUD

Alors, moi, je rajouterais juste une chose, puisque tu parlais de MACS. MACS a souscrit auprès d'une centrale qui s'appelle le RESAH, mais pas sur le sujet télécoms.

Donc, nous, ça ne nous correspondait pas et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons choisi la CANUT.

On va passer au vote. Est-ce que vous êtes d'accord d'adhérer à cette centrale d'achats ?

Qui est pour ?

Merci. Il n'y a pas de contre, pas d'abstention, donc à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-26 : Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La mutualisation des achats constitue un levier important au regard de l'efficacité économique de la commande publique, qui amène de plus en plus à recourir aux centrales d'achats.

En 2023, une nouvelle centrale d'achat a été créée à destination des collectivités territoriales : la CANUT (Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms). Il s'agit d'une centrale d'achat spécialisée dans le domaine du numérique et des télécoms.

Association loi 1901 à but non-lucratif, la CANUT est une ressource dédiée aux collectivités, bailleurs sociaux et autres établissements publics, permettant de bénéficier de conditions d'achat préférentielles, avec des accords-cadres clé en main

dans le respect du code de la commande publique. La CANUT propose des marchés publics qui simplifient les achats de matériels, logiciels et prestations et couvrant l'ensemble des besoins numériques et télécoms de ses adhérents.

La CANUT a la volonté d'adopter une gouvernance représentative des différents adhérents, et des procédures de gestion leur apportant transparence et sécurité. Elle permet aussi une gestion simplifiée de l'achat de fournitures et de services en matière d'informatique et de télécoms.

Les objectifs de la CANUT sont principalement de proposer à ses membres :

- Une gestion simplifiée des achats,
- Des marchés adaptés aux besoins des collectivités territoriales,
- Des frais d'accès réduits,
- Une relation directe avec les titulaires pour l'exécution des marchés,
- Une représentation de leurs intérêts face aux titulaires de marchés,
- Des interlocuteurs dédiés apportant une forte réactivité aux sollicitations qu'elle recevra.

La CANUT est un acheteur qualifié de pouvoir adjudicateur au sens des dispositions de l'article L. 1211-1 du code de la commande publique ayant pour objet d'exercer une activité de centrale d'achats au sens de l'article L.2113-2 du code précité.

L'adhésion à la CANUT est gratuite, seul le coût annuel d'utilisation des marchés est facturé par l'association.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de la commande publique,

Considérant le besoin de la collectivité d'acquérir du matériel informatique et de téléphonie de manière régulière pour garantir ses activités et ses services à la population ;

Considérant que l'achat, dans le domaine du numérique, est un poste budgétaire significatif, et qu'il est dans l'intérêt de la collectivité de rechercher des moyens d'optimiser les coûts tout en garantissant la fiabilité du matériel acquis, la qualité des services et prestations réalisées ;

Considérant que les marchés du numérique et des télécoms sont techniques et évoluent en fonction des avancées technologiques, ce qui nécessite l'expertise d'acheteurs spécialisés et entièrement consacrés au suivi de cet environnement très dynamique ;

Considérant que l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) permet à la collectivité de bénéficier de tarifs préférentiels, de conditions contractuelles avantageuses et d'une meilleure gestion des achats dans le domaine numérique ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT), pour en devenir membre,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires pour formaliser cette adhésion et à prendre toutes les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à réaliser et à suivre l'ensemble du processus de souscription aux marchés et aux actes associés auprès de la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT),

PRENDRE acte, qu'en application de l'article 10.1 des statuts de la CANUT, le représentant légal en exercice, ou tout autre personne dont l'habilitation aura été notifiée par écrit, siège à l'assemblée générale de la CANUT, et désigne, à ce titre, le Directeur des systèmes d'information (DSI) pour représenter la collectivité.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

27. Modifications des tarifs du Golf d'Hossegor

Christophe VIGNAUD

On va passer à la modification des tarifs du golf d'Hossegor.

Lors du vote, je vais demander à Jean, à Jean-Marc et à Henri, qui n'est pas là, mais pour qui il y a une procuration, ainsi que moi-même, de ne pas voter, puisqu'on va parler des différentes modifications que l'on souhaite apporter à notre DSP.

Et donc, tous ces changements qui sont demandés par l'association doivent être accordés par le conseil municipal.

Et l'association du golf, donc, souhaite faire évoluer certains tarifs.

Vous avez d'ailleurs, en pièce jointe, des légères augmentations qui ont été demandées et qui sont faites au regard des autres clubs. On est toujours en dessous des autres, malgré un parcours qui est formidable et incroyable.

Je ne sais pas si vous avez vu, ils sont en train de finir l'arrosage, et que nous avons, à mon avis, l'un des plus beaux clubs de France.

Je suis juste un peu chauviniste là-dessus, cela étant, il est vrai que le parcours est très beau.

Donc, je ne sais pas si vous avez détaillé, ou si vous êtes allés dans les différents tarifs qui sont proposés, mais il y a très peu d'augmentation. C'est assez minime par rapport à ce qui existe, que ce soit au niveau du club, les green fee, et ensuite au niveau du restaurant.

Je voudrais juste faire un petit aparté concernant le club, vous pouvez laisser votre sac au club quand vous êtes adhérents.

Et l'association ne fait pas payer le gardiennage de votre club au sein des vestiaires, ce qui est un choix parce qu'il y a un coût personnel qui existe et que dans tous les autres clubs, ça c'est facturé.

Je trouve que c'est un bon signe, au même titre que tout ce qui est fait autour de l'école de golf.

Pour le restaurant, on peut juste noter quelques baisses sur certaines boissons, et un maintien des tarifs sur la restauration, avec quelques augmentations très mineures sur les autres sujets.

Donc, avant de passer au vote, est-ce que vous avez des questions ?

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, je constate que le tarif de l'école de golf n'a pas évolué.

Donc, on peut s'en féliciter parce que je pense que ça a été une demande forte du Conseil lors des discussions qu'on a eues avec eux.

Christophe VIGNAUD

Oui, et ça a été d'ailleurs un des points qui les a démarqués par rapport aux autres.

Lionel BARBERIS :

Totalement, et c'était une volonté de notre part de garder accessible le golf pour les enfants.

Christophe VIGNAUD

Absolument.

Lionel BARBERIS

En revanche, je vois dans le document que le tarif pour la rentrée à l'école de golf 25-26 sera rediscuté en fonction des différents niveaux de prestations parce qu'ils vont faire varier, c'est quelque chose d'assumé ?

Christophe VIGNAUD

Ils vont faire varier les tarifs par rapport aux prestations. C'est-à-dire s'il y a plus de cours, ils considèrent qu'il y a des jeunes qui méritent plus de suivi. Donc c'est là-dessus qu'ils essaieront de revenir vers nous par rapport à cette délibération.

Lionel BARBERIS

En tout cas, c'est juste pour préciser qu'on apprécie quand même qu'ils aient fait cet effort-là, dans la mesure où au début, ils voulaient l'augmenter.

Christophe VIGNAUD

Après, quand on regarde, les green fee n'ont pas augmenté non plus, que ce soit en basse saison et en haute saison, ce qui est quand même important quand on sait combien ça coûte un green fee dans les autres clubs.

Et on voit là aussi que le tarif au niveau des seaux de balles, quand on prend 11 seaux de balles et qu'on est membre, on n'a pas d'augmentation non plus.

Donc sachant que c'est un sujet sur lequel il y a beaucoup d'argent à se faire, puisqu'il y a beaucoup de clubs qui augmentent les seaux de balles pour essayer de se faire un peu de sous.

Donc là, quand on est membre, il n'y a pas d'augmentation.

Bien, on va passer au vote. Donc qui est pour ces augmentations qui sont proposées pour le golf comme pour le restaurant ?

Donc à l'unanimité, sans les personnes nommées, très bien. Merci pour eux.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-27 : Modification des tarifs du golf d'Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit approuver les modifications de tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

CONSIDÉRANT l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor pour l'année 2025 ;

COTISATIONS 9,5 MOIS ET ANNEE		
Produit	Tarifs 24	Tarifs 25
Cotisation Année Individuel	1 838 €	1 875 €
Cotisation Année Ménage	3 066 €	3 130 €
Cotisation 9,5 mois Individuel	1 344 €	1 370 €
Cotisation 9,5 mois ménage	2 205 €	2 250 €
Abonnement jeunes -18 ans Année	400 €	410 €
Cotisation Année Individuel 18/25 ans	755 €	770 €
Cotisation Ecole de Golf (incluant la licence)	185 €	*185

*Le tarif pour la rentrée école de golf 2025/2026 sera à rediscuter en fonction des différents niveaux de prestation.

DROIT DE JEU VISITEURS				
Produit	Basse saison 24	Haute saison 24 (du 08/4 au 15/10)	Basse saison 25	Haute saison 25 (du 08/4 au 15/10)
Greenfee	85 €	110 €	85 €	110 €
Carnet 10 Greenfees	550 €	750 €	565 €	770 €
Carnet 20 Greenfees	900 €	1 300 €	920 €	1 330 €

CHARIOTS ET PRACTICE		
Produit	Tarifs 24	Tarifs 25
Chariot Manuel	5 €	6 €
1 Seau de balles	4 €	5 €
2 Seaux de balles	7 €	9 €
5 seaux de balles	15 €	18 €
11 Seaux de balles extérieurs	28 €	30 €
11 Seaux de balles membres	20 €	20 €

Tarifs Restauration Golf Hossegor 2025

BOISSONS	
Produit	Tarifs
Apéritif anisé	4,0 €
Whisky	7,0 €
Rhum	7,0 €
Vodka	7,0 €
Gin Tonic	7,0 €
Armagnac	10,0 €
Vins Apéritif	4 à 7 €

BOISSONS sans alcool	
Produit	Tarifs
Café	1,8 €
Café double	3,6 €
Café crème	2,0 €
Café crème double	4,0 €
Décaféiné	1,9 €
Chocolat au lait	4,0 €
Capuccino	4,0 €
Thé	3,5 €
Sodas	4,0 €

BOISSONS	
Produit	Tarifs
Bière 1/2	4 à 5 €
Panaché	4,0 €
Vin Verre	4 à 7 €
Vin pichet 0,25l	5,0 €
Vin pichet 0,50l	10,0 €
Vin pichet 1l	15,0 €
Champagne Coupe	13,0 €
Champagne bouteille	30 à 95€
Kir	5,0 €
Kir Royal	14,0 €
Bière sans alcool	4,0 €

RESTAURATION	
Produit	Tarifs
Plat du jour / Dessert / verre de vin / Café	19 €
Plat du jour	13,0 €
Entrées de 10 à 12€	
Plats de 13 à 26 €	
Desserts maison de 6 à 9 €	

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,**

En tant que personnes intéressées à l'affaire, ne prennent pas part au vote :

- M. Jean BELLOCO,
- M. Henri ARBEILLE
- Jean Marc LEROY
- Christophe VIGNAUD

AUTORISE « l'Association Golf Club d'Hossegor » à modifier, à compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs présentés ci-dessus.

PRÉCISE que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



AFFAIRES GÉNÉRALES

~~28. Convention d'objectifs et de moyens avec l'association Pandore dans le cadre de l'occupation de la ferme de Bielle~~

Christophe VIGNAUD

On va passer aux affaires générales avec la Convention d'Objectifs et de moyens avec l'association Pandore dans le cadre de l'occupation de la ferme de Bielle.

Et je laisse la parole à Céline.

Céline LUNARDELLI :

Alors, à la suite d'un appel à projet pour la gestion de la ferme de Bielle à Soorts qui s'est clôturée le 31 août, la Commission culture a statué sur 12 projets que nous avons reçus, 3 sont restés en lice et nous ont présentés leur projet en commission.

C'est l'association Pandore en partenariat avec l'association Startcom qui représente Wave Radio, qui a été choisie. Cette association propose un projet culturel autour de l'audiovisuel, la vidéo, l'audio et la photographie, ainsi que le studio de Wave Radio, qui est actuellement dans un très petit local à côté de la poste à Soorts et qui rejoindrait ce site de la ferme de Bielle.

Donc c'est un projet qui n'existe absolument pas sur le territoire. Cette convention devait être signée aujourd'hui, mais en fait on n'autorisera pas, Monsieur le maire, à la signer aujourd'hui.

La convention sera signée lors d'un prochain conseil parce qu'on attend en fait les résultats du chiffrage de la maîtrise d'œuvre dont la consultation est en cours, donc ça ne remet pas en question tout le process de toute façon.

On continue à travailler puisque de toute façon dans la convention, on avait déjà pré-inscrit qu'on travaillait deux ans avec eux en collaboration avec eux pour la remise en état de la ferme de Bielle et l'exploitation proprement dit n'intervenait qu'en 2027.

Donc ça ne change rien au processus.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, en fait dans la convention, on parle du concours financier apporté par la ville qui est d'une durée de quatre années de 145 000€ qui correspond à la mise à disposition des locaux, qui s'évalue forcément si en fonction du montant des travaux, en fonction de plein de choses.

Ce que je veux dire, c'est que pour l'instant, on l'évalue à 145 000. €

Mais si demain on réalise 2 millions d'euros de travaux, peut-être que l'évaluation sera un peu différente.

Ce que je veux dire, c'est qu'il faut aussi se laisser cette capacité à faire bouger la convention en fonction des montants.

Christophe VIGNAUD

Donc, mais ce n'est pas ce qu'on a parlé tout à l'heure

Lionel BARBERIS

On l'évalue à 145 000€ mais on ne connaît pas le prix des travaux

Christophe VIGNAUD

Oui mais c'est ce dont on a parlé tout à l'heure en commission finance. Donc, voilà, donc on va sursoir par rapport à cela et on en reparlera beaucoup plus tard.

Céline LUNARDELLI

Et aussi parler du choix de l'association qui avait...

Christophe VIGNAUD

Et en même temps, on va refaire un budget total des investissements au travers de la rénovation et voir ce qu'il en est par rapport à ça.

Ce point-là, on le passe.

28. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux de rénovation de la ferme de Bielle

Christophe VIGNAUD

En revanche, le point 29, je pense qu'on sera tous d'accord puisque ce sont des demandes de subventions qui pourraient être relatives à la rénovation de cette ferme.

Et donc, comme on souhaite conserver l'édifice et le patrimoine, je pense que sur ce sujet-là, on est tous d'accord que vous nous laissez la liberté.

En tout cas, au sein des services de faire des demandes auprès des différents organismes pour pouvoir nous aider à réaliser les travaux et obtenir des subventions.

Céline LUNARDELLI

J'ai juste une petite chose sur cette sollicitation de subventions, c'est que pour les personnes qui connaissent la ferme de Bielle, ou pas d'ailleurs, elle a été acquise en 2001 par la municipalité.

Elle a bénéficié de travaux de sauvegarde de la charpente et de la toiture en 2005. Mais depuis 2005, il y a une étable, et la maison d'habitation, plus rien n'a été fait.

Heureusement d'ailleurs que cette toiture a été faite à l'époque, mais c'est quand même un dernier vestige de ce qu'était le bourg de Soorts, parce que ça date du 15e siècle et c'est quand même le plus ancien bâtiment de la ville, Soorts-Hossegor.

Et puis, ce que j'aime, à le répéter, et je le répéterai, on a comme petite anecdote, on est quand même là ici, trois autour de la table, à être allé à l'école avec des enfants qui habitaient cette ferme-là.

Donc ce n'est pas si vieux que ça où elle était encore habitée, parce qu'on est encore très jeunes.

Mais bon, c'est aussi un patrimoine et une mémoire, je crois, qu'on tient à le conserver.

L'Assemblée est invitée, donc, à l'intérêt de ce projet, selon le protocole, à autoriser Monsieur le maire, à solliciter les diverses subventions possibles relatives à ce projet.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui. Je voulais juste demander, dans la délibération, le premier considérant, ce sont les études préalables réalisées dans le cadre du projet.

Est-ce qu'il serait possible de les avoir, ces études ?

Christophe VIGNAUD

Elles vont être lancées là, on n'a rien fait encore.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, considérant les études préalables réalisées, donc qui ont déjà été réalisées, sinon c'est mal rédigé.

Christophe VIGNAUD

Dans l'étude de programmation

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Dans la délibération, dont on parle, le premier considérant.

« Les études préalables réalisées en le cadre du projet ». Donc il faut comprendre qu'elles ont été faites ou qu'elles vont être faites.

Christophe VIGNAUD

C'est le cabinet Lavigne qui avait fait ça.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Donc elles ont été faites ?

Christophe VIGNAUD

Oui, c'est fait.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Est-ce que c'est possible de les avoir pour prendre connaissance à l'époque avec le cabinet Lavigne, ce qui a été fait ?

Christophe VIGNAUD

On va te les faire passer.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et est-ce que vous avez l'intention, alors je ne vous pose pas la question de l'architecte des bâtiments de France, ça paraît une évidence.

Bon, voilà, pour ceux qui ont un peu suivi. Est-ce que vous avez l'intention de vous attacher les conseils du CAE et éventuellement de la fondation du patrimoine ?

La fondation du patrimoine à laquelle nous adhérons peut aussi être force de conseils d'accompagnement comme le CAE.

Christophe VIGNAUD

Céline ?

Céline LUNARDELLI

Elle a participé aussi à la rénovation de la toiture à l'époque. C'est tout ce que j'ai.

Christophe VIGNAUD

Et donc on va bien entendu...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et donc c'est censé répondre à la question ?

Christophe VIGNAUD

Non, on va les solliciter.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, mais du coup on a conclu qu'ils vont sûrement participer.

Christophe VIGNAUD

Bien entendu.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je ne sais pas, je pose une question.

Christophe VIGNAUD

Bien entendu, la fondation, bien entendu. On participe avec eux sur la délibération dont on vient de délibérer il y a quelques minutes. Bien entendu qu'on va les faire participer, au même titre que l'ABF.

Patrice BIANCONE

Dans tous les cas, nous l'avons visité avec Céline pas plus tard que ce week-end. Et vraiment, il y a urgence à intervenir sur ce bâtiment qui effectivement mérite d'être conservé.

Je crois qu'on peut en faire quelque chose de vraiment très bien et surtout pour recevoir des associations et recevoir un mini centre culturel, dirons-nous, pour faire vite dans ce lieu qui est effectivement une survivance du 15ème, qui est le dernier grand vestige. Après on passe tout de suite au début du 20ème siècle donc il faut conserver ce bâtiment.

Il y a urgence en tout cas. Parce que déjà le toit même rénové, il y a des vagues sur la toiture, il y a des choses à faire. Il y a du boulot. Voilà. Et puis même les murs aussi, ils sont attaqués.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et surtout ne pas oublier qu'à priori ça va devenir un ERP. Et là, ce n'est plus la même. La donne change énormément avec ce paramètre.

Christophe VIGNAUD

On n'a pas oublié que ça allait être un ERP.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je m'en doute.

Christophe VIGNAUD

Voilà. C'est sûr. À partir du moment déjà où tu as la radio, la radio reçoit du public, donc c'est obligatoirement un ERP. Et si on a l'explication de texte qui avait été donnée auparavant, il est bien clair qu'il va y avoir des expositions et différentes animations.

Donc bien entendu, il va y avoir du public, donc c'est un ERP. Donc il y aura aussi des commissions de sécurité qui vont être obligatoires pour pouvoir ouvrir cet endroit culturel.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et donc des contraintes importantes supplémentaires sur un bâtiment comme la ...

Christophe VIGNAUD

Et c'est un des points qui a été soulevé tout à l'heure en commission finances avec Lionel, qui disait qu'en fait les contraintes qui étaient liées à ce bâtiment, puisqu'on en faisait un lieu de passage, pour la radio et en même temps pour l'association, et en faisant des expositions, il y aurait peut-être des contraintes qui feraient que le million cinquante, dont on parlait, pourrait être beaucoup plus élevé.

Donc c'est la raison pour laquelle on a décidé de reporter la délibération précédente, et qu'on va travailler sur le budget et savoir ce qu'il en est, compte tenu du classement en ERP, de ce que l'on souhaite faire et des travaux qui doivent être engagés, comme l'a indiqué Patrice.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais du coup pourquoi avoir pris cet engagement auprès de l'association avant d'avoir certaines certitudes ?

Christophe VIGNAUD

C'est la raison pour laquelle si tu vois, on n'a pas pris d'engagement avec l'association en délibérant, on n'a pas pris...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Certes, certes.

Christophe VIGNAUD

Voilà !

Céline LUNARDELLI

Après, oui, puis enfin, tu étais au courant... Oui, ça ce n'est pas pour toi, c'est pour le public. Pour informer le public aussi, je suppose.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

D'accord.

Céline LUNARDELLI

Non, je voulais être sûre.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Justement, comme tu le sais, j'étais là

Céline LUNARDELLI

C'est pour ça

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et présente, il me semblait que nous avions pris un certain engagement vis à vis de cette association.

Céline LUNARDELLI

Oui, mais c'est un site sur la convention, c'est pendant deux ans les travaux...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui, mais on sait quand même...

Céline LUNARDELLI

C'était conditionné. La convention et tout était conditionné.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'espère qu'on ne va pas leur annoncer dans quelques temps on n'a plus les moyens.

Céline LUNARDELLI

Je ne m'en rappelle plus si tu étais là quand on a auditionné.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, je n'ai pas pu y assister.

Céline LUNARDELLI

Ah voilà, c'est ça. Je ne m'en rappelle plus.

Mais c'est conditionné, bien évidemment, bien évidemment.

Intervention inaudible

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais mettez-vous à leur place, quand même. Mais ils sont d'accord ?

Intervention inaudible

Céline LUNARDELLI

Mais il n'y a aucun problème avec l'association. Je ne vois pas pourquoi...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, il n'y a pas de problème. Je dis juste que si on se met à leur place...

Céline LUNARDELLI

Mais moi, je ne me mets pas à leur place. On est très clair avec eux.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, je signale juste qu'il y a un certain engagement, en tout cas moral, vis à vis d'une association, avec en face une certaine incertitude quant au montant et à la capacité de réalisation.

Christophe VIGNAUD

C'est la raison pour laquelle je reviens en général sur le fait que...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On voit si on peut, et derrière, on met des gens dedans.

Christophe VIGNAUD

Non, mais on va faire en sorte que ça se fasse comme ça.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'espère.

Christophe VIGNAUD

Voilà.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et je n'en doute pas.

Christophe VIGNAUD

Voilà, on va effectuer les travaux et on mettra l'association dedans, mais on aura déjà l'association.

On aura déjà gagné un temps fou, puisque la sélection a été faite à préférence des dossiers qui ont été présentés.

Céline LUNARDELLI

Et je rajoute une chose pour aller chercher moi aussi des subventions sur le côté culturel pour faire baisser tout ça.

Il faut qu'on ait déjà une destination finale sur le bâtiment, sinon les subventions, je compte aller chercher des subventions culturelles au niveau du département, de la région et plus.

Voilà.

Christophe VIGNAUD

Parfait, donc on va voter. Vous êtes d'accord pour que l'on puisse aller chercher des subventions ?

Vous êtes pour ?

Oui, très bien. Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-28 : Sollicitation de subventions dans le cadre du projet de rénovation complète de la ferme de Bielle

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire indique qu'il avait été prévu, dès le début du présent mandat, d'entreprendre une rénovation complète de la ferme de Bielle.

Acquise en 2001, ayant bénéficié de travaux de sauvegarde de la charpente et de la toiture en 2005, cet historique corps de ferme est composé d'un bâtiment principal (anciennes habitation et étable) d'environ 365 m² et d'annexes extérieures (anciennes annexes agricoles) d'environ 65 m².

Monsieur le Maire précise qu'il est important de conserver cet édifice patrimonial, dernier vestige de ce qu'était le bourg de Soorts né au XV^{ème} siècle, mais elle souhaite également l'ouvrir au public, afin qu'il devienne un lieu de vie, de cohésion, ouvert toute l'année et développer un projet culturel ouvert aux habitants de la commune mais aussi ceux des communes de la MACS.

Il rappelle que suite à un appel à projet, l'association Pandore en partenariat avec l'association Starcom, a proposé un projet culturel autour de l'audiovisuel ; vidéo, audio et photographie avec un studio d'une radio locale pour faire vivre en continu ce bâtiment lorsqu'il sera rénové.

CONSIDERANT les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ;

CONSIDERANT la volonté du Conseil Municipal d'engager des travaux de rénovation de la ferme de Bielle afin de répondre aux normes d'accessibilité, et accueillir ce projet culturel ;

CONSIDERANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ACTE l'intérêt du projet de rénovation complète de la Ferme de Bielle afin de préserver ce bâtiment historique et de le valoriser en y développant un projet culturel.

S'ENGAGE à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération et le plan de financement au fur et mesure des études de maîtrise d'œuvre et de l'engagement des organismes sollicités.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés dans le cadre de travaux de rénovation complète de la ferme de Bielle, auprès :

- de l'Union Européenne ;
- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024


Le secrétaire de séance,

Le Maire,




Maëlle DUBOSC-PAYSAN




Christophe VIGNAUD

29. Dérogation au repos dominical

Christophe VIGNAUD

Dérogation au repos dominical. Donc comme chaque année, on doit donc voter cette dérogation pour nos commerçants qui sont dans l'alimentaire.

La ville étant en zone touristique, nous pouvons donc leur autoriser de travailler 12 dimanches fixés par arrêté sur des surfaces de plus de 400 mètres carrés. Au préalable, nous avons demandé avis aux différentes organisations syndicales, MACS et CCI.

Aujourd'hui, nous vous demandons de voter cette dérogation et de m'autoriser à signer le souhait des commerçants concernés et d'ouvrir les 14 juillet-15 août et les dimanches après-midi suivants, qui sont le 29 juin, le 6, le 13, le 20 et le 27 juillet, le 3, le 10, le 17, le 24 et le 31 août 2025.

Là ça représente 12 dates en tout. Par rapport à cela, comme chaque année, je vous demande l'autorisation de leur donner cette dérogation.

Est-ce que vous avez des questions ? Nous allons passer aux votes.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? A l'unanimité. Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-29 : Dérogation au repos dominical

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le classement de la ville de Soorts-Hossegor en zone touristique autorise l'ouverture dominicale des commerces non alimentaires tout au long de l'année sans autorisation préalable de l'autorité territoriale.

Les commerces de détail alimentaires restent assujettis à l'article L. 3132-13 du code du travail qui leur impose une fermeture dominicale après 13 heures. Toutefois, le maire peut autoriser les commerces de détail alimentaires à ouvrir de façon ponctuelle le dimanche après 13 heures dans la limite de douze dimanches par an. Les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m² doivent déduire les jours fériés travaillés de la liste des dimanches autorisés.

Ces douze dimanches doivent être fixés par arrêté municipal de manière annuelle et collective (ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité) au niveau du territoire après consultation des commerçants, des organisations syndicales ainsi que des chambres consulaires avant le 31 décembre de l'année n-1.
L'avis de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud doit également être sollicité.

Vu la loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron et notamment son article 250,

Vu la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, couramment appelée loi Travail, et notamment son article 8,

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 3132-26 du code du travail,

Vu l'arrêté préfectoral des Landes en date du 7 avril 2010 classant la commune de Soorts-Hossegor en commune d'intérêt touristique,

Considérant qu'en raison de l'évolution des habitudes de consommation et des activités commerciales, il importe de prendre des mesures de nature à permettre des aménagements dans le temps de travail tout en garantissant la règle du repos hebdomadaire des salariés,

Considérant l'intérêt de faire bénéficier les commerçants des dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 qui tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, ont été modifiées en portant à 12 le nombre maximal de dérogations qu'un maire peut donner à cette règle,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

ÉMET un avis favorable, sur proposition de Monsieur le Maire, d'accorder annuellement 12 dérogations municipales au repos dominical pour les commerces de détail alimentaires pour l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à saisir les commerçants, les organisations syndicales, les chambres consulaires du département ainsi que la communauté de communes MACS.

PRÉCISE qu'un arrêté fixera les modalités des ouvertures dominicales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

30. Reprise de 93 concessions funéraires en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune

Christophe VIGNAUD

On va passer au point 31 qui est la reprise de concessions de 93 concessions funéraires qui sont en état d'abandon des cimetières communaux 1, 2 et 3.

Et je vais laisser la parole à Véronique CAZAVANT qui va vous expliquer cette délibération. Véronique, il faut que tu ouvres ton micro.

Véronique CAZAVANT

En début de notre mandat, il a été décidé de reprendre les concessions en état d'abandon pour éviter d'avoir à créer ou à agrandir les cimetières que nous avons, tout cela parce que nous avons de nombreuses demandes.

Donc, Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal qu'un état des lieux a été effectué dans les cimetières communaux numéro 1 et numéro 2, numéro 3 le 18 février 2021.

On a constaté qu'il y avait 127 concessions perpétuelles qui étaient donc en état d'abandon.

Pour remédier à cette situation et permettre à la Commune de récupérer des emplacements délaissés, une procédure de reprise des concessions est prévue au Code général des collectivités territoriales aux articles L22.23.17, L22.23.18, R22.23.12 et R22.23.23.

Myriam LANGLOIS :

Étant précisé que la Commune reste propriétaire des emplacements concédés, la concession n'étant qu'un droit d'usage du terrain communal, les concessionnaires ont toutefois le devoir d'entretenir l'espace ainsi mis à leur disposition.

La procédure engagée par la Commune. Avec un premier affichage du 26 février au 26 mars 2021, le 2e du 12 avril au 12 mai 2021, troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021.

A noter que les différents affichages ont lieu sur l'affichage réglementaire situé à l'entrée du cimetière principal ainsi que sur la borne digitale à l'entrée de la mairie.

Le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 4 novembre 2024 et les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence.

La dernière innovation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités.

L'ensemble de la procédure ayant été menée à son terme conformément aux dispositions réglementaires, Monsieur le maire propose au Conseil municipal de se prononcer sur la reprise des concessions ce qui lui permettra ensuite de prendre des arrêtés municipaux de reprise.

Voilà.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Est-ce que vous avez des questions ? Oui. Allez-y.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Est-ce qu'on s'est bien assuré que parmi ces tombes, il n'y a pas des tombes de personnalités peut-être remarquables de la commune ?

Christophe VIGNAUD

Il y a eu tout un travail de fourmis qui a été entrepris par nos agents et surtout par une de nos agents qui a fait le tour des cimetières et a priori non. Il n'y a pas de gens entre guillemets connus ou reconnus pour avoir travaillé ou fait quelque chose pour la commune.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Si c'était le cas, bon ça n'est pas le cas pour l'instant, mais si c'était le cas, je suppose qu'on réfléchirait peut-être à entretenir nous-même les tombes en question. ?

Christophe VIGNAUD

Bien, on va passer au vote.

Intervention inaudible

Donc, on va passer au vote donc qui est pour ? Très bien. Unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-30 : Reprise de 93 concessions en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'un état des lieux a été effectué dans les cimetières communaux n°1-2 et 3 le 18 février 2021. 127 concessions perpétuelles ont été constatées en état d'abandon.

Pour remédier à cette situation et permettre à la commune de récupérer des emplacements délaissés, une procédure de reprise des concessions est prévue au Code Général des Collectivités Territoriales aux articles L. 2223-17, L. 2223-18, R. 2223-12 et R. 2223-23.

Etant précisé que la commune reste propriétaire des emplacements concédés, la concession n'étant qu'un droit d'usage du terrain communal. Les concessionnaires ont toutefois le devoir d'entretenir l'espace ainsi mis à leur disposition.

Monsieur le Maire expose la procédure engagée par la commune :

- Premier affichage du 26 février au 26 mars 2021,
- Deuxième affichage du 12 avril au 12 mai 2021,
- Troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021.

A noter que les différents affichages ont eu lieu sur l'affichage réglementaire situé à l'entrée du cimetière principal ainsi que sur la borne digitale à l'entrée de la mairie.

Le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 04 novembre 2024, et les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités.

L'ensemble de la procédure ayant été menée à son terme conformément aux dispositions réglementaires, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur la reprise des concessions, ce qui lui permettra ensuite de prendre les arrêtés municipaux de reprise.

VU les articles L. 2223-17 et suivants et R. 2223-13 et suivants, du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis favorable de la commission gestion des cimetières en date du 4 novembre 2024,

CONSIDERANT la première constatation de l'état d'abandon de 127 concessions de plus de 30 ans aux cimetières 1-2-3 qui a eu lieu le 18 février 2021, suivie par les différentes formalités de publicité :

- Premier affichage du 26 février au 26 mars 2021,
- Deuxième affichage du 12 avril au 12 mai 2021,
- Troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021,

CONSIDERANT le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 04 novembre 2024,

CONSIDERANT que les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

ACCEPTE la reprise des 93 concessions abandonnées au nom de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre un arrêté municipal prononçant leur reprise dont il assurera la publicité conformément à la réglementation en vigueur.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

31. Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité – Unesco

Christophe VIGNAUD

Point 32. C'est une motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au patrimoine immatériel de l'humanité UNESCO. Juste pour information, le sauvetage en mer est une pratique essentielle à la sécurité de nos mers et de nos littoraux.

Il s'agit d'un engagement collectif qui forge un lien unique entre les sauveteurs et leur territoire, incarnant l'esprit d'entraide qui définit la culture maritime et contribue à l'identité des communautés littorales et maritimes.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Conseil municipal souhaite se joindre à l'initiative promue par l'Association nationale des élus du littoral, l'ANL, pour le classement du sauvetage en mer au patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO.

Pour atteindre ces différents objectifs, il y a des étapes qui sont nécessaires le lancement d'une équipe, d'une enquête nationale, l'inscription du sauvetage en mer à l'Inventaire National du patrimoine culturel immatériel, le soutien des collectivités et des acteurs de la mer et cette démarche est à la fois ambitieuse et exigeante, mais elle reflète les valeurs profondes de Soorts-Hossegor et de ses habitants et ceux qui ont éventuellement un bateau au port de Cap-Breton, puisqu'ils sont basés là-bas.

Donc je voulais juste vous inviter à vous prononcer sur cette motion et m'autoriser éventuellement à signer les papiers qui seraient inhérents à cela. Oui Lionel.

Lionel BARBERIS

Oui, Monsieur le maire, juste, comme vous avez précisé que toutes les délibérations ont été vues en commission, c'est quelle commission qui a validé ça ?

Christophe VIGNAUD

La commission générale.

Lionel BARBERIS

Apparemment non

Christophe VIGNAUD

En commission générale, on en a parlé.

Lionel BARBERIS

Commission générale, d'accord. Mais ça n'a pas été abordé dans une commission ?

Christophe VIGNAUD

Non, autre que celle-là, port et lac, non.

Lionel BARBERIS

D'accord.

Christophe VIGNAUD

Mais il y a certaines délibérations qui sont discutées lors des commissions générales.

Lionel BARBERIS

Non mais comme là, ça parle du sauvetage et que...

Christophe VIGNAUD

Non, mais c'est du sauvetage en mer, ce n'est pas du sauvetage côtier.

Lionel BARBERIS

Oui, mais bon.

Christophe VIGNAUD

Voilà, ça aurait pu être port et lac.

Donc est-ce que vous êtes d'accord sur cette motion, qui est pour ? Très bien, à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-31 : Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité - Unesco

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le sauvetage en mer est une pratique essentielle à la sécurité de nos mers et de nos littoraux, profondément ancrée dans une tradition vivante d'altruisme et de don de soi. Plus qu'une simple mission, il s'agit d'un engagement collectif qui forge un lien unique entre les sauveteurs et leur territoire, incarnant l'esprit d'entraide qui définit la culture maritime et contribue à l'identité des communautés littorales et maritimes. Au fil des années, cette tradition riche d'histoire et de solidarité est devenue un symbole de dévouement et de courage.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Conseil Municipal souhaite se joindre à l'initiative promue par l'Association Nationale des Elus des Littoraux (A.N.E.L.) pour le classement du sauvetage en mer au patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO.

Par cette action, notre commune invite l'ensemble de la communauté des gens de mer, les associations, institutions et collectivités littorales, à unir leurs forces pour que la pratique du sauvetage en mer et l'archipel des stations de la société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) qui constellent la France littorale obtiennent une reconnaissance et une protection par l'UNESCO.

Pour atteindre cet objectif, différentes étapes seront nécessaires :

1. **Lancement d'une enquête nationale** : Cette enquête, à laquelle [Nom de la Collectivité] apportera son concours, permettra de rassembler des témoignages, récits et données quantitatives et qualitatives sur les pratiques de sauvetage en mer, nécessaires à la constitution du dossier d'inventaire.
2. **Inscription du sauvetage en mer à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel** : Au travers de l'initiative relayée par l'A.N.E.L., en collaboration avec le ministère de la Culture, [Nom de la Collectivité] se joint à la procédure visant à inscrire le sauvetage en mer sur l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel. Cette reconnaissance nationale constituera une étape essentielle pour le classement auprès de l'UNESCO.
3. **Soutien des collectivités et des acteurs de la mer** : Nous travaillerons en partenariat avec les autres collectivités littorales, les associations du littoral, les associations de sauveteurs en mer, ainsi que les institutions maritimes, pour construire une communauté forte et mobilisée autour de ce projet.

Cette démarche est à la fois ambitieuse et exigeante, mais elle reflète les valeurs profondes de [Nom de la Collectivité], et de ses habitants. Elle s'inscrit dans un mouvement de reconnaissance et de préservation des patrimoines humains et culturels qui est reflète un caractère essentiel de l'identité de nos territoires littoraux, de la communauté des gens de mer et plus largement de l'histoire de notre nation.

En honorant le courage et le dévouement des sauveteurs en mer, nous transmettons aux générations futures un héritage d'une portée universelle.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

ENCOURAGE et SOUTIEN cette initiative en adoptant la présente motion.

AUTORISE Monsieur Le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Mme DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

RESSOURCES HUMAINES

32. Modification du régime indemnitaire de la filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de Fonction et d'Engagement (ISFE)

Christophe VIGNAUD

On va passer au point 33 qui sont les ressources humaines et je laisse la parole à Jean-Marc LEROY.

Jean marc LEROY

Merci Monsieur le maire.

On va commencer donc par le premier point qui concerne les ressources humaines. C'est la modification du régime indemnitaire de la filière police municipale.

Comme vous le savez peut-être, les fonctionnaires de la police municipale bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique, différent de celui attribué aux autres cadres d'emploi de la fonction publique territoriale.

Et un nouveau régime indemnitaire, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, avec l'acronyme ISFE, a été instituée pour les policiers municipaux, remplaçant l'indemnité d'administration et de technicité, IAT, et l'indemnité spéciale mensuelle de fonction, ISMF.

Ce changement vise à simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire de ces métiers qui sont en tension, puisque ça concerne aussi les gardes champêtres par exemple, on est peut-être moins concernés, mais ça existe,

Donc en harmonisant l'ISFE avec le régime indemnitaire de la fonction publique, dont bénéficient les autres agents, l'ISFE permet donc de reconnaître les spécificités et les contraintes des missions de la police municipale, tout en offrant une meilleure lisibilité et une plus grande équité dans la répartition des primes.

Il sera constitué d'une partie fixe et d'une partie variable liée à des objectifs personnalisés.

Donc l'assemblée est invitée à autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents afférents à cette modification.

Christophe VIGNAUD

Y a-t-il des questions ?

André JAKUBIEC

En résumé tu viens de nous dire qu'en fait, qu'on va augmenter leurs primes.

Jean Marc LEROY

Oui.

André JAKUBIEC

Très bien.

Christophe VIGNAUD

Très bien, on va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? à l'unanimité.

**Extrait du registre des délibérations
du conseil municipal**

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-32 : Modification du régime indemnitaire de la
filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de
Fonction et d'Engagement (ISFE)**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relèvent pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Or, un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024. Il prend la dénomination d'I.S.F.E. (Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement).

Les dispositions du décret répondent à la volonté de simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Enfin, l'I.S.F.E. amène à faire disparaître Indemnité Administration et Technicité (I.A.T.) ainsi que l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (I.S.M.F.), deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale.

Au regard de ces éléments et en raison de la nécessité de disposer de policiers municipaux pour mener à bien les missions de prévention et de sécurité au plus près de la population et d'offrir des conditions d'emploi attractives, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'instaurer l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement et abroger les délibération(s) instaurant l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (ISMF).

VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L714-4 à L714-13,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres

VU le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

VU le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

VU le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

VU le décret n°94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

VU l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03/10/2024,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024,

VU la délibération du 29 mai 2015 OJ n°8 portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

CONSIDERANT que les agents appartenant à la filière police municipale et garde champêtre sont, pour le moment, exclus du champ d'application du RIFSEEP,

CONSIDERANT la nécessité de mettre en place le versement de ce nouveau régime indemnitaire au profit de ses agents de la filière police municipale dans les conditions suivantes,

CONSIDERANT la nécessité de tenir compte de l'accord interministériel du 20 octobre 2023, de l'article L. 822-8 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 qui est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la Fonction Publique de l'État. Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de **congé de longue maladie**

(CLM) et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire dans certaines proportions (**33 % la première année, et 60 % les deuxième et troisième année**),

En application de l'article L. 714-13 du code général de la fonction publique, un nouveau régime indemnitaire est instauré pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, chefs de service de police municipale, agents de police municipale et gardes champêtres. Cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) est constituée d'une part fixe et d'une part variable.

Cette ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le [décret du 14 janvier 2002](#),
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le [décret du 12 juillet 2001](#).

L'organe délibérant détermine pour cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement :

- le principe d'attribution du taux individuel de la part fixe,
- des critères pour l'attribution de la part variable,
- le plafond de la part variable.

Lors de la première application de l'ISFE si, après application de la part variable, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage de 50% et dans la limite du montant plafond de la part variable.

I. Les bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :

- des directeurs de police municipale régi par le [décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006](#)
- des chefs de service de police municipale régi par le [décret du 21 avril 2011](#),
- des agents de police municipale régi par le [décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006](#),
- des gardes champêtres régi par le [décret du 24 août 1994](#).

L'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

II. La part fixe de l'ISFE

La part fixe de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux

individuel fixé par l'autorité territoriale dans la limite des taux suivants (taux maxima prévus par les textes susvisés) :

- 33 % pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

La part fixe est versée mensuellement.

Le montant de la part fixe évoluera selon le traitement soumis à retenue des agents concernés.

III. La part variable de l'ISFE

La part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50 % des plafonds définis ci-dessous. Elle sera complétée d'un versement annuel* sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

L'autorité territoriale détermine le montant de la part variable de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement dans la limite des montants suivants (montants maxima prévus par les textes susvisés) :

- 9 500 euros pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 7 000 euros pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

Le montant attribué de la part variable de l'ISFE ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

La part variable de l'ISFE ne sera pas versée aux agents absents toute l'année.

*** Périodicité de versement de la part variable annuelle de l'ISFE :**

La part variable annuelle de l'ISFE fera l'objet d'un versement en deux fois par an :

- au cours du dernier trimestre de l'année N**
- et au cours du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel.

**** Intégration de la prime de saison dans la part variable annuelle de l'ISFE :**

La prime de saison est intégrée à la part variable annuelle de l'ISFE.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors de l'ISFE car elle constitue désormais une composante de l'ISFE, qui abroge tout autre régime indemnitaire.

Elle fera l'objet d'un versement proratisé au temps de présence effective de l'agent, au cours du dernier trimestre de l'année N suite à un avis circonstancié du responsable de service et à la validation de l'autorité territoriale.

IV. Modalités de retenue pour absence ou de suppression

En cas d'arrêt de travail, l'ISFE sera versée dans les conditions suivantes :

- Les congés pour invalidité temporaire imputable au service (**CITIS**) ; accident du travail, et maladie professionnelle : **l'ISFE suit le sort du traitement.**
- **Le temps partiel pour raison thérapeutique** : les agents à temps partiel pour raison thérapeutique bénéficient du maintien de l'ISFE **au prorata de leur durée effective de service,**
- **Congé de maladie ordinaire ; l'ISFE suit le sort du traitement,** durant les périodes de plein traitement et de demi-traitement,
- **L'ISFE suit le sort du traitement** pour les congés de maternité, paternité et adoption, les A.S.A., la Période Préparatoire au Reclassement (PPR), **sans préjudice de la modulation de l'ISFE part variable compte tenu de l'application des critères** (*cette disposition s'impose aux collectivités – issue de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019*)
- Congé de longue maladie (**CLM**) et congé de grave maladie (**CGM**) : **maintien de l'ISFE à hauteur de 33 % la première année et à hauteur de 60 % pour les 2^{èmes} et 3^{ème} années*,**
- Congé de longue durée (**CLD**) : **l'ISFE est supprimé pendant ces congés*.**

*(*Conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du Code Général de la Fonction Publique, le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024)*

Les primes instituées cesseront d'être versées : en cas de grève (au prorata du temps d'absence), de suspension conservatoire, d'exclusion temporaire intervenue au titre d'une sanction disciplinaire, d'absence non autorisée, de service non fait, de congé parental, de congé lié à la maladie, au handicap ou à la dépendance d'un membre de la famille, de congé de formation professionnelle, et de disponibilité.

V. Critères d'attribution

Les critères d'attribution applicables à l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement sont les suivants :

1. Compétences professionnelles

- **Connaissance des lois et règlements** : Compréhension et application des lois, règlements municipaux, et procédures internes.
- **Capacité d'intervention** : Compétence dans l'intervention sur le terrain, y compris la gestion des situations d'urgence, la prise de décision rapide, et l'usage proportionné de la force.
- **Maîtrise des outils et équipements** : Utilisation efficace et sécurisée des équipements de police (armes, radios, véhicules, etc.).

2. Comportement et attitude /Manière de servir

- **Éthique et intégrité** : Respect des règles éthiques, honnêteté, et transparence dans l'exercice de ses fonctions.
- **Respect de la hiérarchie et des collègues** : Capacité à travailler en équipe, respect des instructions, et bonnes relations interpersonnelles.
- **Professionnalisme** : Comportement approprié en service, respect de l'uniforme, ponctualité, et courtoisie envers le public.

3. Résultats et efficacité

- **Atteinte des objectifs** : Capacité à atteindre les objectifs fixés par le service, que ce soit en matière de sécurité publique, de prévention ou de gestion de la circulation.
- **Taux de résolution des incidents** : Efficacité dans la résolution des problèmes et des infractions signalées.
- **Gestion du temps et des priorités** : Capacité à organiser son temps de manière efficace, à prioriser les tâches, et à respecter les délais.

4. Relation avec le public/Mission de service public

- **Communication** : Capacité à communiquer clairement et efficacement avec les citoyens, à expliquer les actions prises, et à répondre aux questions ou préoccupations du public.
- **Médiation et gestion des conflits** : Compétence dans la résolution des conflits entre citoyens, capacité à apaiser les tensions et à trouver des solutions équitables.
- **Satisfaction du public** : Retour d'information des citoyens sur l'interaction avec l'agent, y compris la courtoisie, l'écoute, et le respect des droits des personnes.

5. Développement personnel

- **Capacité d'adaptation** : Aptitude à s'adapter aux nouvelles technologies, méthodes de travail, ou changements dans la législation.
- **Proactivité** : Initiative dans l'amélioration des processus de travail ou dans la prise en charge de responsabilités supplémentaires.
- **Prise de responsabilités** : Aptitude à prendre des responsabilités supplémentaires, à diriger des équipes, ou à gérer des projets.

6. Respect des procédures et des consignes

- **Application des procédures** : Respect des protocoles, des procédures administratives et opérationnelles.
- **Tenue des dossiers et rapports** : Exactitude, clarté et ponctualité dans la rédaction des rapports, et la gestion des documents administratifs.
- **Respect des consignes de sécurité** : Application des règles de sécurité pour soi-même, les collègues, et le public.

VI. Clause de revalorisation

Les primes et indemnités fixées par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique, sans nouvelle délibération, lorsque les taux de base seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

VII. Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

ABROGE les délibérations précédentes relatives au régime indemnitaire de la filière police municipale.

APPROUVE l'instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement versée selon les modalités définies ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de l'indemnité dans le respect des principes définis ci-dessus.

INSCRIT les crédits nécessaires au paiement de cette indemnité au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

33. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)

Christophe VIGNAUD

Point suivant. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP

Jean Marc LEROY

Alors, c'est le régime indemnitaire des fonctionnaires de l'État. Lors du dernier CST du 7 novembre, il a été décidé de modifier les modalités de versement du CIA.

Les modifications portent d'abord, la prime de saison qui est désormais intégrée au CIA, complément indemnitaire annuel, ce qui permet de centraliser les primes sous un même régime indemnitaire, et de simplifier la gestion des rémunérations.

Cette intégration vise aussi à valoriser les périodes de fortes activités et à reconnaître l'engagement des agents durant ces périodes.

Il faut savoir que jusqu'à présent, la prime de saison était versée tardivement, plutôt au mois de mars de l'année suivante, ce qui est quand même loin de la saison.

Et donc, à la demande du CST, il a été accepté de l'avancer pour un paiement qui va intervenir au mois de novembre.

Donc les montants maximums du régime indemnitaire évolueront selon les mêmes conditions que ceux applicables aux fonctionnaires de l'État, garantissant une mise à jour régulière des plafonds et assurant une équité de traitement entre les agents territoriaux et les fonctionnaires de l'État.

Donc, l'Assemblée est invitée à autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Christophe VIGNAUD

Est-ce qu'il y a des questions par rapport à ce sujet ? Oui, Lionel ?

Lionel BARBERIS

Juste, ça concerne aussi la délibération d'avant du coup mais dès qu'on aborde le CIA, on est sur la prime variable. C'est lié à des objectifs. Ça demande évidemment à tout le monde de jouer le jeu là-dessus. Ce n'est pas une prime qu'on verse systématiquement, mais c'est bien lié aux objectifs.

Christophe VIGNAUD

Absolument.

Lionel BARBERIS

Ça demande aux gens de savoir évaluer les objectifs.

Christophe VIGNAUD

D'ailleurs, les chefs de service ont fait une formation par rapport à ça.

Lionel BARBERIS

Je pense que c'est tous les acteurs qui font...

Jean Marc LEROY

Il y a un grand point d'attention là-dessus. C'est très, très important. Il a été communiqué vers les chefs de service qui dans l'exercice de l'année dernière n'avaient pas toujours été effectivement au rendez-vous et à qui on a demandé effectivement de se caler vraiment sur l'esprit même de la définition des objectifs, tels qu'on peut les imaginer.

Et donc, on les a amenés à suivre une formation spécifique pour apprendre justement à faire, à fixer ces objectifs et à les évaluer de façon objective.

Lionel BARBERIS

Je reviens sur ce que dit André à juste titre. C'est une augmentation de prime, en tout cas de masse pour nous salariale qu'on met en place. Ça veut dire qu'en face, attend un service qui soit aussi...

Christophe VIGNAUD

Qui soit en adéquation par rapport aux objectifs qui seront...

Lionel BARBERIS

Qui sont au-delà même de ce qu'on a aujourd'hui. On peut avoir un niveau d'exigence dans la mesure où on a une...

André JAKUBIEC

Absolument. C'est directement lié à un niveau de performance. Voilà, clairement. Absolument. Absolument.

Patrice BIANCONE :

Et Monsieur LEROY, c'est donc le chef de service qui évalue l'investissement ?

Jean Marc LEROY

C'est la règle dans toutes les entreprises et dans les collectivités.

Christophe VIGNAUD

Et après, c'est revérifié par la direction générale si c'est en adéquation aussi. Oui. Par rapport aux objectifs et aux résultats qui ont été retranscrits.

Bien, on va passer au vote. Est-ce que vous êtes d'accord sur cette délibération

Qui est pour ? Donc, à l'unanimité.

Lionel BARBERIS

Excusez-moi, le montant global, on l'a estimé du coup ?

Le montant global de tout ça entre la délibération d'avant et celle-là sur le CIA, le montant représente combien ? C'est 10 000 €, 10 000 € au global sur tous les agents.

Christophe VIGNAUD

Pardon, excuse-moi, je n'ai pas lu. 10 000 €, oui.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 221216-33 : Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.714-4 à L.714-13,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, Conformément au principe de parité,

VU l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pris pour actualisation des équivalences de la fonction publique de l'Etat des différents cadres d'emplois des filières administrative, technique, médico-sociale, culturelle, sportive et animation,

VU la délibération OJ-n°8 du 29 mai 2015, portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

VU la délibération OJ-n°2 du 13 janvier 2017, portant sur la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération OJ-n°2 du 8 novembre 2019, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération n°211210-12 du 10 décembre 2021, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), étendant les bénéficiaires de l'IFSE,

VU la délibération n°220708-011 du 08 juillet 2022, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte

des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), et notamment sur la mise en œuvre de la prime de saison.

VU la délibération n° 221209-016 portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et institution du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel),

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer une rémunération équitable et adaptée aux sujétions de l'ensemble des agents éligibles au RIFSEEP,

CONSIDÉRANT la nécessité de tenir compte de l'accord interministériel du 20 octobre 2023, de l'article L. 822-8 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 qui est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la Fonction Publique de l'État. Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de **congé de longue maladie (CLM)** et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire dans certaines proportions (**33 % la première année, et 60 % les deuxième et troisième années**),

CONSIDÉRANT les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

VU l'avis unanime favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier les délibérations n° 211210-12 et n° 221209-016 comme suit :

Application et modalités de l'Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E.) :

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E. :

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des plafonds prévus précisés par arrêtés ministériels.

Pour l'attribution de l'IFSE, des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants ;

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (mise à jour des plafonds) :

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
A1 Direction Générale	46 920 €
A2 Responsable de service	40 290 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	36 000 €

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	19 660 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	18 580 €
B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	17 500 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	11 340 €
C2 Technicité et expertise transversales	10 800 €

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat (applicable aux fonctionnaires de la FPT), l'IFSE s'appliquera comme suit :

- **En cas de congé de maladie ordinaire** (y compris en cas de congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) ; accident de service et maladie professionnelle) : **l'IFSE suivra le sort du traitement,**
- Durant les périodes où l'agent exerce son activité dans le cadre **du temps partiel pour raison thérapeutique**, Les agents bénéficient du maintien de leur régime indemnitaire **au prorata de leur durée effective de service.**

- Pendant les congés annuels, les A.S.A., les congés de maternité, de paternité, et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, et la Période Préparatoire au Reclassement (PPR) : **le régime indemnitaire sera maintenu intégralement.**
- Pendant le congé parental, le congé lié à la maladie, au handicap ou à la dépendance d'un membre de la famille, le congé de formation professionnelle, la disponibilité, l'exclusion temporaire de fonctions, d'absence non autorisée, la suspension conservatoire et les faits de grève, au prorata du nombre d'heures d'absences de l'agent en cas de jour incomplet : **le régime indemnitaire sera suspendu.**

Conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du Code Général de la Fonction Publique, le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 vient modifier les dispositions du décret du 26 août 2010 ;

Ainsi, pendant les périodes de **congé de longue maladie (CLM)** et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État (applicable aux fonctionnaires de la FPT) bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire (IFSE et CIA) dans les proportions suivantes :

- **33 % la première année ;**
- **60 % les deuxième et troisième année.**

En revanche, les primes resteront suspendues en cas de placement en **congé de longue durée (CLD)**.

Bénéficiaires de l'I.F.S.E. :

Les bénéficiaires de l'I.F.S.E. sont les agents éligibles au RIFSEEP :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel.

Modulations individuelles de l'I.F.S.E. :

L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise versée aux agents sera réexaminée dans les conditions suivantes :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Tous les ans (dans le cadre de l'évaluation professionnelle), en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (cette disposition sera également applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement) ;
- En cas de changement de grade, de cadre d'emplois suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

Application et modalités du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.)

Principe :

Le C.I.A. est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Il s'agit d'une prime qui valorise également les missions exceptionnelles d'un agent.

L'attribution du CIA s'effectue à l'issue de l'évaluation professionnelle de l'agent ayant atteint ses objectifs de l'année précédente et à partir des critères suivants :

- Posture professionnelle / Manière de servir ;
- Technicité / Engagement Professionnel ;
- Missions exceptionnelles (internes et/ou externes au service, au-delà des attentes).

Bénéficiaires :

Le CIA est institué selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux agents titulaires, stagiaires, en CDI et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attributions :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
A1 Direction Générale	8 280 €
A2 Responsable de service	7 110 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	6 350 €

Pour les agents de catégorie B

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	2 680 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	2 535 €

B3	
Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	2 385 €

Pour les agents de catégorie C

Groupe de fonctions	C.I.A. Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	1260 €
C2 Technicité et expertise transversales	1200 €

Périodicité de versement du C.I.A. :

Le CIA fera l'objet d'un versement :

- en une fois par an au cours du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel ;
- ou en deux fois par an : au cours du dernier trimestre de l'année N* et du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel.

***Intégration de la prime de saison au C.I.A. :**

La prime de saison est intégrée au C.I.A.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors du RIFSEEP car elle constitue désormais une composante du C.I.A. (excepté pour la filière Police Municipale qui n'est pas éligible au RIFSEEP).

Elle fera l'objet d'un versement proratisé au temps de présence effective de l'agent, au cours du dernier trimestre de l'année N suite à un avis circonstancié du responsable de service et à la validation de l'autorité territoriale.

Le montant de CIA attribué ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Au même titre que l'IFSE, le C.I.A. versé aux agents à temps non complet sera calculé au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Le C.I.A. ne sera pas versé aux agents absents toute l'année.

Clause de revalorisation des montants maxima fixés par les textes réglementaires :

Les montants maxima (plafonds) déterminés ci-avant par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique, sans nouvelle délibération, lorsque ces plafonds seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Date d'effet :

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

PRÉCISE que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

34. Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2024

Christophe VIGNAUD

Point suivant.

Jean Marc LEROY

Le point suivant concerne la mise à jour du tableau des effectifs pour la fin de l'année 2024.

C'est mis à jour parce que le dernier remontait bien évidemment en 2023, prenant en compte les emplois créés au cours de l'année, ainsi que les postes vacants, à la suite des départs d'agents, retraites, mutations, démissions...

Cette mise à jour permet de maintenir une gestion efficace des ressources humaines, répondre aux besoins opérationnels de la collectivité. Elle assure également une meilleure planification des recrutements et des mobilités internes en tenant compte des évolutions et des missions et des compétences nécessaires. C'est une photographie quantitative de l'ensemble des effectifs à date de la collectivité.

Christophe VIGNAUD

Ça peut bouger, ce n'est pas toujours fiable. Donc, c'est une photographie à date.

Lionel BARBERIS

J'aimerais quand même qu'on contrôle ça parce que je l'ai vu au moment de la lecture des documents qui nous ont été envoyés. On pourra analyser tout forcément. Je n'ai pas eu le temps de retourner vers les services. Mais je crois que sur cette délibération, on est à 99 postes et on a un rapport social du RSU, qui lui fait apparaître qu'on a plus de 120 emplois équivalent temps plein.

Notamment les emplois permanents. Ce sont les fonctionnaires uniquement.

André JAKUBIEC :

Les 99 de...

Christophe VIGNAUD

Ce sont les titulaires.

André JAKUBIEC :

A ma connaissance, ce sont les fonctionnaires titulaires.

Lionel BARBERIS

Justement, il y a marqué les emplois permanents., or, un emploi permanent doit être forcément sur un poste ouvert.

Christophe VIGNAUD

Mais ils sont... Alors, les postes sont ouverts.

Lionel BARBERIS

Même si c'est des...

Christophe VIGNAUD

Mais les 30 supplémentaires sont des CDD

Lionel BARBERIS.

Oui, mais sur des postes permanents

Christophe VIGNAUD

Non, sur...

Lionel BARBERIS

Ce qui est marqué dans le RSU.

Christophe VIGNAUD

D'accord.

Lionel BARBERIS

Mais c'est là où je...

Christophe VIGNAUD

Donc les 99, ce sont les titulaires, et le reste, ce sont les CDD complémentaires.

Lionel BARBERIS

Oui, mais dans le RSU, il y a marqué que ce sont des emplois permanents. Donc, en équivalent temps plein, on est à plus de 120.

Intervention inaudible

Mais l'équivalent temps plein ne veut pas dire que c'est titulaire.

Lionel BARBERIS

Non, mais il y a marqué notamment emploi permanent. Même si ce sont des CDD. Enfin, il y a marqué que ce sont des noms titulaires mais permanents.

Christophe VIGNAUD

Mais permanents.

Lionel BARBERIS

Oui, donc ça mérite quand même de regarder si ce n'est pas une ouverture de poste obligatoire.

Christophe VIGNAUD

OK, on va regarder.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas ça ?

Christophe VIGNAUD

Si, si, si, c'est ça, mais en fait, on va voir avec chacun des services, mais c'est exactement ça.

Lionel BARBERIS

Il faut regarder.

Christophe VIGNAUD

99 + 30 qui sont les CDD. -

Lionel BARBERIS

On peut avoir des CDD l'été, il n'y a pas de problème.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais ça, c'est déjà l'accroissement temporaire.

Lionel BARBERIS

Mais comme c'est marqué que ce sont des postes permanents, j'aimerais savoir quelle sont la nature de ces postes.

Christophe VIGNAUD

D'accord. On te donnera ça. Très bien. On va passer au vote.

Donc, qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-34 : Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour la fin d'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

CONFORMEMENT à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

CONSIDERANT les emplois créés au cours de l'année 2024 et la vacance de certains postes suites aux départs d'agents titulaires (retraite, mutation, démission) ;

CONSIDERANT qu'il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 03/10/2024,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ADOpte le tableau des emplois suivant au 16 décembre 2024 :

TC : temps complet

TNC : temps non complet

TABEAU DES EFFECTIFS COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR AU 16/12/2024

FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme
		Attaché	0	TC	1	
		Attaché Principal	0	TC	1	
		Attaché hors classe	1	TC	0	1 Femme
	B	Rédacteur	2	TC	0	2 Femmes et 16 Hommes
		Rédacteur Principal 2ème classe	1	TC	0	1 Homme
		Rédacteur Principal 1ère classe	3	TC	1	3 Femmes
	C	Adjoint Administratif	5	TC	5	3 Femmes et 2 Hommes
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	2	TC	3	2 Femmes
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	11	1 TNC	0	11 Femmes
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF			26		11	A : 1 Femme et 1 Homme B : 5 Femmes et 1 Homme C : 16 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur Principal	2	TC	0	2 Hommes
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
	C	Adjoint Technique	18	TC	3	2 Femmes et 16 Hommes
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	6	TC	2	3 Femmes et 3 Hommes
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	14	TC	3	1 Femme et 13 Hommes
		Agent de Maitrise	3	TC	1	3 Hommes
		Agent de Maitrise Principal	7	TC	2	1 Femme et 6 Hommes
SOUS TOTAL TECHNIQUE			52		11	A : 0 Femme et 3 Hommes B : 0 Femme et 1 Homme C : 7 Femmes et 41 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	5	TC	0	5 Femmes
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	1	TC	0	1 Femme
	C	Agent Social	4	2 TNC	2	3 Femmes et 1 Homme
		Agent Social Principal 2ème classe	2	TC	0	1 Femme et 1 Homme
		Agent Social Principal 1ère classe	1	TC	0	1 Femme et 0 homme
		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme et 0 homme
SOUS TOTAL SOCIAL			16		4	A : 2 Femmes et 0 Homme B : 6 Femmes et 0 Homme C : 6 Femmes et 2 Hommes

Animation	B	Animateur	1	TC	0	1 Femme
	C	Adjoint d'Animation	0	TC	2	0 Homme
SOUS TOTAL ANIMATION			1		2	A : 0 Femme et 0 Homme B : 1 Femme et 0 Homme C : 0 Femme et 0 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	4	TC	1	1 Femme et 3 Hommes
		Brigadier - Gardien	0	TC	1	0 Femme et 0 Homme
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE			4		2	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 0 Homme C : 1 Femme et 3 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
SOUS TOTAL SPORTIVE			1		0	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 1 Homme C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS			99		30	Cat A : 3 FEMMES et 3 HOMMES Cat B : 12 FEMMES et 3 HOMMES Cat C : 30 FEMMES et 48 HOMMES

PREND ACTE de la mise à jour du tableau des effectifs.

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

35. Participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux

Christophe VIGNAUD

Point suivant, c'est la participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux

Jean Marc LEROY

Effectivement, lors de la séance du CST du 7 novembre, il a été convenu à l'unanimité que la commune participerait dans le cadre du dispositif de labellisation au financement pour chaque agent ayant fait le choix d'adhérer à une mutuelle labellisée.

Ce dispositif ayant pour objet la protection sociale complémentaire au risque prévoyance annule et remplace, à partir du 1er janvier 2025, le dispositif actuel qui était basé sur un contrat de groupe.

Donc, le conseil municipal est invité à entériner l'avis du CST.

Christophe VIGNAUD

Est-ce que vous avez des questions par rapport à cela ? Donc, on participe à hauteur de 10 euros.

Jean Marc LEROY

Ça, c'est le point suivant.

Christophe VIGNAUD

C'est le point suivant ? Attends. Non, non, c'est ce point-là.

Jean marc LEROY

Oui, d'accord, pardon.

Christophe VIGNAUD

Non, non, c'est ce point-là. On était à 7 euros et on passe à 10 euros par agent lorsqu'ils ont choisi une assurance labellisée et non pas une assurance classique comme ils pouvaient le faire autrement par le passé. Qui est pour cette participation ? Parfait merci.

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal**

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-35 : Participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé.

Ainsi, et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne pourra être inférieur à 7,00 € par mois et par agent ;

Monsieur le Maire indique les membres du Comité Social Territorial, lors de la séance du 7 novembre dernier, ont unanimement décidé d'opter pour une procédure de labellisation, c'est-à-dire de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance ;
- de fixer le montant mensuel de la participation financière à 10 € brut pour les agents*

**la participation est versée à tous les agents employés par la collectivité quel que soit leur statut (fonctionnaires et agents non titulaires de droit public et de droit privé) qui souscrivent à un contrat labellisé.*

VU le code général de la fonction publique notamment ses articles L. 827-1 à L. 827-12 ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

VU la liste des contrats et règlements labellisés par l'Autorité de contrôle prudentiel ;

CONSIDERANT que les collectivités territoriales et leurs établissements participent, dans les conditions définies à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique, au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient ;

CONSIDERANT que la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité

entre les bénéficiaires, actifs et retraités mentionnés à l'article L. 827-3 du CGFP et qui ont été labellisés dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du code des assurances ;

VU l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03 octobre 2024,

VU l'avis rendu par le Comité Social Territorial en date 07 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

DECIDE de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance.

FIXE le montant mensuel de la participation financière à 10 € brut pour les agents *

**la participation est versée à tous les agents employés par la collectivité quel que soit leur statut (fonctionnaires et agents non titulaires de droit public et de droit privé) qui souscrivent à un contrat labellisé.*

INSCRIT au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

36. Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation **Christophe VIGNAUD**

Point 37 c'est l'instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation.

Jean Marc LEROY

Alors un plan de formation donc a été adopté pour répondre aux besoins des agents de la collectivité incluant une charte de la collectivité et les besoins de formation individuelle les collectifs et un règlement de formation interne.

La formation professionnelle vise à développer les compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification et accompagner les parcours professionnels des agents. Elle permet également d'anticiper les évolutions des missions et des outils en offrant aux agents des formations adaptées à leurs besoins et à ceux de la collectivité.

Donc le règlement de formation interne fixe les modalités de mise en œuvre de la formation des agents garantissant ainsi une organisation efficace des départs en formation et une adaptation continue aux évolutions des missions et des outils. Il précise également les conditions de prise en charge des frais de déplacement professionnels en assurant une gestion transparente et équitable des ressources.

Donc vous êtes invités à approuver ce plan de formation et son règlement.

Christophe VIGNAUD

Et on voit après derrière le point suivant ça va être les différentes prises en charge des déplacements. Oui Lionel ?

Lionel BARBERIS

Oui Monsieur le maire, je vous voudrais profiter de cette délibération pour aborder un point qui me semble très important, que nous avons abordé d'ailleurs en commission finance aujourd'hui, qui concerne la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Le plan de formation c'est une manière de transformer les postes et de les accompagner dans la transformation. Encore faut-il que la collectivité soit au clair sur les besoins futurs.

Comment on transforme les postes et comment on accompagne les agents dans le changement ?

On parlait de l'intégration, bientôt de l'intelligence artificielle au sein des services, ça arrivera très très vite contrairement à ce que les gens pensent. Ça va arriver à une vitesse phénoménale

Si aujourd'hui on n'est pas capable d'accompagner les agents là-dessus, le plan de formation il doit aussi accompagner les agents au changement.

On parlait des cinq agents de l'urbanisme, si demain on décide d'en avoir plus que trois, quatre, cinq, qu'est-ce qu'on fait des deux ou trois qui restent ? Comment on les accompagne dans le changement ? Le plan de formation est là pour ça. Je pense que le plan de formation plus que juste un simple règlement ou une façon de...

C'est quand même aussi une manière d'accompagner les agents dans la politique de changement et d'être au clair nous sur ce qu'on attend de la collectivité dans les six mois, un an, deux ans, trois ans dans sa transformation.

Christophe VIGNAUD

Donc, en ce qui concerne le plan de formation, il n'existait pas ou peu et il était assujéti principalement à des problèmes techniques. Comme tu sais, quand tu étais à Capbreton tu as dû savoir le faire.

Aujourd'hui, il est vrai qu'avec l'intelligence artificielle, mais pas seulement, et aussi entre autres, mais aussi avec la volonté des agents peut-être de modifier leur statut ; non pas leur statut cadre C, cadre B ou cadre A, leur statut professionnel.

Là, c'est notre rôle de les accompagner et de voir au travers de ce qui est proposé, eh bien en parallèle avec ce dont on a besoin éventuellement, cette volonté de leur part de faire ce changement, de les accompagner vers quelque chose qui pourrait convenir à la collectivité et en même temps à quelque chose de nouveau en ce qui les concerne.

Donc, le cadre est posé, le cadre est posé maintenant à nous de le faire vivre et de le faire vivre correctement.

Lionel BARBERIS

Surtout à nous de projeter en tant qu'élus la collectivité de demain. Qu'est-ce qu'on attend pour la collectivité de demain ?

Patrice BIANCONE

Je voudrais te signaler Lionel, malgré tout, que l'Etat travaille sur l'encadrement de l'intelligence artificielle et que je crois que dans le cadre de la défense de l'emploi justement, ils ne feront pas le faire, laisser faire n'importe quoi. Je crois qu'il va y avoir un encadrement très strict et très défini.

Lionel BARBERIS

Oui mais c'est déjà bien en place, l'intelligence artificielle est déjà utilisée depuis plusieurs années.

Patrice BIANCONE

Il y a des discussions qui ont lieu encore actuellement. J'ai échangé il n'y a pas longtemps sur ce sujet et ils ont bien l'intention de ne pas laisser l'intelligence artificielle remplacer dans les entreprises parce que ce serait trop facile, ce n'est pas possible.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas mon propos, je ne veux pas qu'on se...

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Non, mais ton propos est clair.

Lionel BARBERIS

On parle de modernisation de l'action publique, en fait.

Christophe VIGNAUD

Ton propos est tout à fait clair, c'est d'arriver à moderniser, avec les outils qui nous sont proposés, éventuellement des postes,

Lionel BARBERIS

Je préfère qu'on forme, qu'on transforme

Christophe VIGNAUD

Et donc former des gens. L'IA est une chose, mais il peut y avoir d'autres formations.

Ce ne sont pas les propos de Lionel, ce n'est pas de dire qu'il faut prendre de l'IA et remplacer tout le monde. On ne pourra pas.

Patrice BIANCONE

Non, mais j'ai forcément compris

Christophe VIGNAUD.

Enfin, je pense que l'IA ne pourra pas transformer celui qui se trouve à l'environnement ou autre. On a besoin de ces gens-là et on a besoin de les accompagner. Et la formation là est importante.

Patrice BIANCONE

Et déjà, au niveau scolaire, on voit toutes les mises en place qui ont eu actuellement pour lutter contre ce phénomène.

Christophe VIGNAUD

Très bien.

Patrice BIANCONE

Et je pense que ça s'étendra à l'entreprise.

Christophe VIGNAUD

On va ..

Lionel BARBERIS :

Juste une remarque pour toi, Patrice. Sache qu'au niveau du ministère des Finances, l'intelligence artificielle est utilisée à haute dose.

Patrice BIANCONE

Oui, bien sûr. Pour le contrôle fiscal. Parce que pour l'instant...

Christophe VIGNAUD

Pour le contrôle fiscal, c'est ça, oui. Bon, allez, très bien.

Patrice BIANCONE

Ce n'est pas réglementé pour l'instant mais ça va l'être. Voilà.

Christophe VIGNAUD

Donc on va passer au vote par rapport au point 37, l'instauration d'une formation du plan de formation.

Est-ce que vous êtes pour l'instauration de ce plan de formation ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération 241216-36 : Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire précise aux membres de l'assemblée délibérante la nécessité de construire et de proposer aux agents de la collectivité un

plan de formation qui doit répondre simultanément aux besoins des agents communaux et à ceux de la collectivité.

Il rappelle que la formation du personnel participe à la qualité des missions qui lui sont confiées.

Ainsi, la formation accompagne les changements propres à la collectivité (évolution des besoins de la population, des missions des services, des organisations, des outils etc...), dans une logique d'adaptation régulière, d'anticipation des mobilités internes et externes et donc d'accompagnement des parcours professionnels (le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle étant consacré par la loi dans la fonction publique).

Le plan de formation retranscrit donc la politique de formation définie par la collectivité, pour une période donnée. Il consiste à identifier les besoins en formation de la collectivité et des agents.

Toutes les collectivités territoriales doivent se doter d'un plan de formation afin de permettre à leurs agents de bénéficier du droit à la formation.

Le plan de formation doit permettre d'anticiper le développement de la structure, d'améliorer les compétences et l'efficacité du personnel.

La loi de 2007 rappelle l'obligation de tout employeur public d'établir un plan annuel ou pluriannuel présenté pour avis au Comité Social Territorial dont dépend la collectivité.

Ce plan de formation se compose de :

- La charte de la collectivité avec ses objectifs stratégiques,
- Les besoins de formation individuels et collectifs des agents,
- Le règlement de formation propre à la collectivité

La formation professionnelle doit favoriser le développement des compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification existants, permettre l'adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial, contribuer à l'intégration des agents et à leur promotion sociale.

Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois.

Considérant que la formation recouvre :

- Les formations statutaires obligatoires,
- Les préparations aux concours et examens de la fonction publique territoriale,
- Les stages proposés par le CNFPT,
- Les éventuelles actions de formation organisées en interne par la commune pour ses agents, sur des thèmes spécifiques,
- Les actions de formation organisées en partenariat avec d'autres collectivités sur des thèmes spécifiques choisis par la

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires,

D'INSCRIRE au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- Le Maire
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
 - ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

collectivité territoriale ou auxquels peut adhérer la commune dans l'intérêt de ses agents,

- La participation des agents de la commune à des formations proposées par des organismes privés qui peuvent, le cas échéant, être diplômants ou certifiants.

Considérant dès lors l'opportunité, dès maintenant, d'adopter un règlement de formation interne fixant les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de la collectivité, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale, et décliné de façon opérationnelle au sein de la collectivité. Considérant que l'organisation des départs en formation relève de la responsabilité de l'autorité territoriale et de la hiérarchie, garante du bon fonctionnement du service, sachant que l'agent doit être acteur de son parcours de formation, tout au long de sa carrière.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, le plan de formation et son règlement de formation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L. 423-3,

Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

Vu les décrets n° 2008-512 et n° 2008-513 relatifs à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2008-830 du 22/08/2008 relatif au livret individuel de formation

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024 relatif au plan de formation et règlement de formation,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil municipal,

APPROUVE le plan de formation pour l'année 2024-2026 selon le dispositif en annexe,

ADOpte le règlement de formation interne tel que présenté et annexé à la présente délibération ; fixant les modalités de mise en œuvre de la formation des agents communaux et décliné de façon opérationnelle au sein de la collectivité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires,

D'INSCRIRE au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- Le Maire
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
 - ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

37. Modalités de prise en charge des frais de déplacements professionnels des agents communaux

Christophe VIGNAUD

Point suivant, les modalités de prise en charge des frais de déplacement professionnels des agents communaux lors de ces fameuses formations.

Et là, là c'est pareil. Il va y avoir un cadre par rapport à cela. Jean-Marc, je te laisse la parole.

Jean Marc LEROY

Là, ça a déjà été évoqué dans le point précédent où on disait que les conditions de prise en charge des frais de déplacement professionnels, donc, a été défini dans le cadre du CST.

En tout cas validé pour assurer justement une gestion transparente et équitable des ressources et faire en sorte que chacun sache exactement à quoi il peut prétendre dans le cadre de ces déplacements pour se former.

Que ce soit ici ou dans des... comment dirais-je ?

Christophe VIGNAUD

Des régions.

Jean Marc LEROY

Dans des centres de formation qui sont éloignés. Ils auront la possibilité donc de bénéficier de prise en charge des frais individuels.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Moi je tiens à remercier tous les agents qui ont travaillé sur ce sujet-là et y compris nos agents qui sont présents au CST.

On a travaillé là-dessus chaque fois pendant 3-4 heures et ça a été assez bénéfique. On est un ressorti avec des propositions qui étaient tout à fait acceptables et tout à fait claires. Donc on va passer au vote par rapport à cela.

Donc qui est pour ? Très bien.

**Extrait du registre des délibérations
du conseil municipal**

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-37 : Modalité de prise en charge des frais de déplacement professionnels des agents communaux

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que les agents territoriaux peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

Une prise en charge s'impose dès lors que l'agent est en mission ou en formation, c'est-à-dire dès lors qu'il est muni d'un ordre de mission et se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative ou familiale.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnisations.

Suite à la parution du décret n° 2019-139 du 26 février 2019 précité entré en vigueur le 1^{er} mars 2019, il est nécessaire de prendre une nouvelle délibération notamment afin de mettre à jour les nouveaux montants de remboursement.

En effet, en application de l'article 7-1 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, il revient à l'assemblée délibérante de fixer le barème des taux du remboursement forfaitaire de frais d'hébergement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle des abonnements de transport,

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat, modifié par l'arrêté du 14 mars 2022,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2023,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Vu la délibération n°OJ-4a en date du 10 juillet 2014 portant sur l'indemnisation de frais de déplacement du personnel communal,

Vu l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03/10/2024,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 07/11/2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DECIDE :

Article 1 : Les bénéficiaires

Les personnels territoriaux qui reçoivent une rémunération au titre de leur activité principale sont les bénéficiaires automatiques du dispositif.

Sont donc concernés :

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, temps partiel ou temps non complet,
- les agents contractuels,

Pour bénéficier du remboursement, il faut que les membres concernés se déplacent suite à une convocation ou un ordre de mission.

Article 2 : Les motifs donnant lieu à remboursement de frais

Les frais engagés sont pris en charge à l'occasion de déplacements temporaires pour motif professionnel, effectués dans les cas suivants :

- **la mission** s'applique à l'agent en service, muni d'un ordre de mission ponctuel ou permanent qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;

La durée de l'ordre de mission dit permanent est fixée à 12 mois. Elle est prorogée tacitement pour les déplacements réguliers effectués au sein du département de la résidence administrative. L'ordre de mission sera signé par l'autorité territoriale.

- **La formation** est relative à celui qui suit une action de formation initiale ou à un agent qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des personnels ;
- **La préparation à un concours ou un examen professionnel validé par l'Autorité Territoriale**
- **La présentation à un concours, ou à un examen professionnel.**

Article 3 : Les dispositions générales applicables aux transports et à leurs indemnisations

Le déplacement doit se faire selon la voie la plus directe et la plus économique, en recourant au moyen de transport le mieux adapté à la nature du déplacement. **L'usage de droit commun est le recours aux véhicules de services, exception faite pour les formations / concours hors département, où le véhicule de service n'est pas autorisé (indisponibilité, priorisation de déplacements hors formation).**

Le recours à d'autres moyens de transport est apprécié au cas par cas, dans l'intérêt du service et dans les conditions ci-dessous énumérées :

➤ Le recours au véhicule personnel :

L'autorité territoriale peut autoriser les agents à utiliser leur véhicule terrestre à moteur, quand l'intérêt du service le justifie.

Ce recours doit être limité aux besoins du service, sur autorisation du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, notamment en cas d'indisponibilité d'un véhicule de service.

Les autorisations ne sont délivrées que dans les cas suivants :

- si l'utilisation du véhicule personnel entraîne une économie ou un gain de temps appréciable ;
- ou bien lorsqu'elle est rendue nécessaire soit par l'absence, permanente ou occasionnelle, de moyens de transports en commun, soit par l'obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant.

Et si l'agent a souscrit, au préalable, une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

Le remboursement :

Les agents autorisés à utiliser leur véhicule à moteur pour les besoins du service sont indemnisés de leurs frais de transport sur la base des indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par arrêtés ministériels.

L'indemnisation des frais kilométriques se fait sur la base de la législation en vigueur soit actuellement :

- Pour les véhicules (article 1^{er}) :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2000 km	De 2001 à 10000 km	Au-delà de 10000 km
5 CV et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 et 7 CV	0.41 €	0.51 €	0.30 €
8 CV et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €

- Pour les motocyclettes, vélomoteurs ou autres véhicules à moteur (article 2) :

Motocyclettes (cylindrée supérieure à 125 cm 3)	Vélomoteurs et autres véhicules à moteur
0,15 € par kilomètre	0.12 € par kilomètre

Ces indemnités kilométriques seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Le remboursement est effectué sur la base du kilométrage parcouru depuis le 1^{er} janvier de chaque année et nécessite donc un suivi précis par le service gestionnaire.

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel, pour les besoins du service, peut être remboursé de ses frais de parc de stationnement et de péage d'autoroute sur présentation des pièces justificatives au seul ordonnateur et sur la base des frais réellement exposés.

Dans le cadre de la mission, les frais de stationnement sont pris en charge dans la limite de 72 heures.

➤ Le recours à un autre véhicule :

A titre exceptionnel, les agents et élus peuvent utiliser un taxi quand l'intérêt du service le justifie, c'est-à-dire :

- sur de courtes distances, en cas d'absence justifiée, permanente ou occasionnelle, de moyens de transport en commun et dès lors que le taxi constitue un gain de temps précieux ;
- sur de courtes distances, lorsqu'il y a obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant ;
- quand l'utilisation collective d'un taxi est moins onéreuse que l'utilisation des moyens de transports en commun réguliers.

Dans le cas d'utilisation du taxi, le remboursement des frais s'effectue sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

➤ Le recours aux transports collectifs :

Les déplacements doivent se faire par la voie la plus directe et la plus économique.

Aussi, les transports sont effectués prioritairement en 2^e classe pour les trajets par voie ferroviaire, en classe économique pour les trajets par voie aérienne.

Le train :

Le recours à la première classe peut être autorisé, sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, lorsque les conditions

de la mission ou les conditions tarifaires permettent de le justifier. Lorsque l'accès à un train est soumis au paiement d'un supplément de prix, le remboursement de ce supplément est autorisé sur présentation des pièces justificatives. Le remboursement de la couchette ou du wagon-lit est exclusif de l'indemnité de nuitée. Pour les déplacements de nuit par train, entre 0 heure et 5 heures, et lorsque la prestation n'est pas incluse dans le prix du billet, les frais de petit déjeuner peuvent être remboursés au réel, dans la limite du plafond réglementaire pour un repas, sur présentation des justificatifs (notamment titre de transport et facture).

L'avion :

Le recours à la voie aérienne peut être autorisé pour les déplacements situés en dehors des grands axes ferroviaires et supérieurs à 500 km et pour lesquels la durée du déplacement s'en trouverait globalement augmentée, de plus d'une journée, en raison du mode de transport utilisé.

Pour des trajets inférieurs à 500 km et lorsque des circonstances exceptionnelles de voyage le justifient (urgence essentiellement), le recours à la voie aérienne peut être autorisé sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire (*ou Président*) ou de la personne ayant reçu délégation.

Le temps passé à bord des avions n'ouvre droit à aucune indemnité de nuitée ou de repas, sauf dans le cas où le prix du passage ne comprend pas la fourniture du repas.

Aucun remboursement n'est accordé à l'agent en déplacement temporaire au titre des bagages personnels transportés en excédent de la franchise consentie par les compagnies de navigation aérienne.

Les autres moyens de transports collectifs :

Le remboursement des frais de transport en autocar, navette, métro, ou tout autre moyen de transport collectif comparable peut être effectué, sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

Article 4 : Les dispositions générales applicables aux indemnités de mission

L'agent en mission, c'est-à-dire, qui se déplace pour l'exécution de son service, hors de sa résidence administrative et familiale, doit être muni, au préalable, d'un ordre de mission signé par le Maire ou la personne ayant reçu délégation.

Les indemnités de mission recouvrent, en plus des frais liés aux transports, l'hébergement et les repas.

Le remboursement des frais engagés par les agents en mission se fait sur la base des frais réels, dans la limite des plafonds réglementaires, hors circonstances exceptionnelles liées à l'intérêt du service.

➤ L'indemnisation de l'hébergement :

Les hébergements se font, en principe, à l'hôtel, en chambre simple, avec petit déjeuner. Celui-ci est pris en charge, lorsqu'il n'est pas compris dans le prix de la réservation.

Les taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit déjeuner, sont fixés comme suit :

	France métropolitaine			Outre-mer	
	Taux de base	Grandes villes (+ de 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française
Hébergement	90€	120€	140€	120€	120€ ou 14320 F.CFP

Le taux d'hébergement est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Ces taux seront revalorisés en fonction des textes en vigueur.

Pour prétendre à ce remboursement, l'agent doit se trouver en mission, pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures.

Le dépassement des plafonds réglementaires est possible dans le cadre de l'indemnisation de la mission, sur décision du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, quand l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de circonstances exceptionnelles :

- impossibilité d'être logé dans un hôtel dont le prix de l'hébergement est inférieur aux plafonds réglementaires ;
- urgence et départ imprévu ;
- mission de représentation exceptionnelle de la collectivité.

➤ L'indemnisation des repas :

L'agent perçoit une indemnisation de ses repas pris dans le cadre de la mission, dans la limite des plafonds réglementaires et dans les conditions suivantes :

- s'il se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas de midi, et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir ;
- et si les repas ne lui sont pas fournis gratuitement.

Les frais de repas sont remboursés en fonction des frais réellement payés par l'agent sur présentation d'un justificatif dans la limite de 20 euros

(Cette indemnité forfaitaire pourra être revalorisée en fonction des textes en vigueur).

Article 5 : La justification des dépenses engagées

Les frais d'hébergement doivent être systématiquement justifiés par une facture ou toute autre pièce attestant d'un hébergement à titre onéreux.

Il en est de même pour les frais de transport et le frais de repas.

Article 6 : Les dispositions particulières applicables aux déplacements

L'agent en mission hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport, d'hébergement et de repas, dans la limite des barèmes et plafonds réglementaires, sur production des justificatifs de paiement auprès de l'ordonnateur, Il est tenu compte de situations spécifiques.

➤ La distinction entre résidences administrative et familiale :

En principe, lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale à l'occasion d'une mission, il peut prétendre à la prise en charge des frais engagés, à compter de sa résidence administrative.

A titre dérogatoire, le point de départ de l'indemnisation est la résidence familiale, dès lors que le trajet est plus direct pour l'agent ou l'élu et plus économique pour lui et la collectivité.

Le service gestionnaire veille à ces situations particulières, en tenant compte de la situation géographique, les horaires, la durée du déplacement et du coût du transport.

➤ Les horaires de début et de fin de mission :

Pour le décompte des indemnités, les horaires de début et de fin de mission correspondent aux horaires inscrits sur les titres de transport ou sur l'ordre de mission en cas d'utilisation d'un véhicule personnel.

Pour tenir compte du délai nécessaire pour rejoindre une gare et pour en revenir, un délai forfaitaire d'une ¼ heure est pris en compte dans la durée de la mission avant l'heure de départ et aussi après l'heure de retour.

Ce délai est porté à 2 heures en cas d'utilisation de l'avion.

Le délai forfaitaire peut être dépassé en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

➤ Les avances sur paiement :

Des avances sur le paiement des indemnités de mission et les remboursements de frais peuvent être accordées aux agents qui en font la demande, dans les conditions suivantes :

- Elles ne peuvent excéder 75% des sommes présumées dues à la fin du déplacement ;
- Elles ne peuvent être versées au plus tôt un mois avant la date effective du déplacement ;
- La dépense à engager doit avoir un caractère significatif.

Le montant est précompté sur le mandat de paiement émis à la fin du déplacement, à l'appui duquel doivent être produits les états de frais.

En cas d'annulation de la mission du seul fait de l'agent, l'avance doit être intégralement remboursée.

➤ Les déplacements en stage ou formation :

***Formations dispensées par le CNFPT :**

🔗 Formations initiales ou continues

La Prise en charges des frais par le CNFPT : Indemnités kilométriques + repas + nuitées (plus de 300 Km aller/retour)

Au demeurant, lorsque la prise en charge des frais de repas et de nuitées est partiellement assurée par le CNFPT, la Mairie de Soorts-Hossegor pallie cette carence dans la limite des plafonds réglementaires.

L'agent doit justifier de frais supérieurs au montant des indemnités versées par le CNFPT.

Sont exclues de la participation aux frais de déplacement par le CNFPT, les formations suivantes :

🔗 **Les préparations aux concours et aux examens professionnels autorisées et validées par l'Autorité Territoriale :**

La collectivité indemnise les frais de repas, sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service.

🔗 **Les formations organisées en intra :**

Dans la mesure où ces formations sont organisées sur le territoire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service. La collectivité indemnise les frais de repas, sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire.

↳ **Les actions individuelles :**

Ne font l'objet d'aucune prise en charge par la collectivité.

↳ **Les formations continues obligatoires des policiers et policières municipaux :**

S'agissant de formations payantes et obligatoires, la collectivité indemnise sur présentation de justificatifs et en application des barèmes réglementaires : Indemnités kilométriques + frais autoroute + repas + nuitées

↳ **Les journées d'actualité, séminaires et autres actions « évènementielles ».**

Lorsque le repas n'est pas pris en charge par le CNFPT, la collectivité indemnise les frais Kilométriques + les frais autoroute + le repas (+nuitée au-delà 300Km/aller/retour) sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service.

➤ **Le cas spécifique des agents en déplacement pour concours ou examens :**

Les frais de transport de l'agent amené à se déplacer pour passer un concours ou un examen professionnel nécessaire au besoin de la collectivité **peuvent être pris en charge deux fois par année civile (basés sur la distance du Centre de Gestion organisateur le plus proche)**, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel,

Article 7 : Le remboursement des frais domicile-travail

La réglementation prévoit la possibilité pour les employeurs publics de prendre en charge une partie des titres d'abonnement à des transports publics utilisés par les agents pour leurs déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Le montant pouvant être pris en charge par la collectivité ne peut excéder 50% du montant du titre d'abonnement dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

Ce plafond est aujourd'hui fixé à 86,16 € par mois (il sera automatiquement réactualisé en fonction des textes en vigueur)

Sur cette base, l'assemblée délibérante décide de prendre en charge les titres d'abonnements souscrits par les agents pour effectuer le trajet domicile – lieu de travail par des moyens de transports publics à raison de 50% de leur montant dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

Article 8 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

38. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail pour le personnel communal

Christophe VIGNAUD

Point suivant. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité.

Jean Marc LEROY

Donc il y a un règlement qui a été adopté pour veiller justement à la sécurité et à la protection de la santé physique et mentale des agents, précisant les conditions de fonctionnement en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail.

Ce règlement est essentiel pour assurer un environnement de travail sûr et sain pour tous les agents en définissant les mesures de prévention et de protection à mettre en place.

Il vise également à sensibiliser les agents au risque professionnel et à promouvoir une culture de la sécurité au sein de la collectivité.

Voilà, vous êtes invités à approuver ce règlement.

Christophe VIGNAUD

Ça c'est hyper important parce que en fait nos agents qui travaillent à tous les niveaux, que ce soit sur la route, pour couper des arbres, entre autres, doivent vraiment être protégés et donc doivent suivre exactement ce règlement qui est mis en place. Ce n'est pas pour les contraindre, c'est pour les protéger.

Et on souhaite absolument que ça soit quelque chose de bien fixé pour eux et que ça soit intellectuellement acquis.

On va passer au vote. Donc qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-38 : Approbation du Règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail du personnel communal de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024 ;

Le maire expose à l'assemblée qu'il est chargé de veiller à la sécurité et à la protection de la santé physique et mentale des agents placés sous son autorité. Il doit alors veiller à l'application de ces mesures de sécurité et de protection des agents.

Ce règlement a pour objet de préciser les conditions de fonctionnement de la Commune de Soorts-Hossegor en matière de d'hygiène, de santé et de sécurité au travail.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le règlement d'hygiène, de santé et sécurité au travail du personnel communal de Soorts-Hossegor ci-annexé,

AUTORISE Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services de l'exécution et de la publication de cette délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD

39. Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023

Christophe VIGNAUD

Présentation du RSU 2024 au titre de l'année 2023. Jean-Marc, c'est à toi.

Jean Marc LEROY

Le rapport social unique a été présenté donc au CST le 7 novembre dernier. Il permet de dresser un bilan des ressources humaines de la collectivité, incluant l'emploi, les recrutements, les parcours professionnels, les rémunérations, la santé, la sécurité au travail, l'organisation du travail, l'action sociale, la formation, etc. etc.

Ce rapport permet de suivre et d'évaluer les politiques RH mises en place en offrant une vision globale et détaillée des ressources humaines de la collectivité. Il constitue également un outil de pilotage et de décision pour les responsables RH et les élus en leur permettant d'identifier les points forts et les axes d'amélioration.

L'assemblée est invitée à prendre acte de ce rapport.

Christophe VIGNAUD

Y a-t-il des questions ?

Lionel BARBERIS

Juste pour préciser au sein de ce rapport-là, il est précisé que les charges de personnel représentent 53% des dépenses de fonctionnement.

Au début du mandat, on était inférieur à 50%, ça avait été précisé ; là, on est supérieur à 50% parce qu'on monte quasiment à 53%, alors qu'en plus, on a des recettes de fonctionnement qui augmentent.

Donc, ça veut dire qu'elles sont quand même, on le sait, on en a parlé aussi aujourd'hui...

Propos inaudibles

Edouard DUPOUY

Et ça reste inférieur aux strates comparables ? On en reparlera au...

Lionel BARBERIS

Non.

Christophe VIGNAUD

Si, si, si, si.

Lionel BARBERIS

Aux strates de communes balnéaires ?

Edouard DUPOUY

On est valorisé à 10 000, 20 000

Propos inaudibles

Christophe VIGNAUD

C'est 57%, mais on en reparlera en commission finances.

Lionel BARBERIS

C'est le système de strates ça ne fonctionne pas. Ce qui est sûr, c'est qu'on a de toute façon une augmentation de 25% de la masse salariale.

Christophe VIGNAUD

Alors, on en a parlé cet après-midi, donc on en reparlera plus tard dans une commission finance.

Jean Marc LEROY

Mais, je voudrais même rappeler ce que j'ai dit cet après-midi, que ce sont effectivement les charges salariales augmentent de façon relativement importante, mais que trois quarts de cette augmentation est liée à des augmentations qui nous sont imposées.

Edouard DUPOUY

Sur lesquelles on n'a pas la main.

Jean Marc LEROY

Exactement. C'est incompressible. Et qui que ce soit, qui soit aux manettes, ce sera toujours imposé et on ne pourra pas y déroger.

Edouard DUPOUY

C'est ça, à effectifs constants, on se prend quoi qu'il arrive, à 85%.

Lionel BARBERIS

À effectifs constants ? parce que le choix est fait de remonter l'effectif ou l'effectif constant, le choix peut être fait aussi de diminuer l'effectif.

Edouard DUPOUY

Tout à fait.

Christophe VIGNAUD

Mais peut-être que l'IA va nous aider.

Lionel BARBERIS

Je ne parle même pas de l'IA, c'est ce que vous proposez à travers le service urbanisme en disant "on est à 5 aujourd'hui, peut-être qu'il faudra être moins demain". Donc, l'exemple même de ce service.

Christophe VIGNAUD

Très bien. On va passer donc au vote par rapport au RSU.

Donc, qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-39 : Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCO, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique substitue aux divers rapports qu'élaborent déjà les administrations publiques ; à savoir le rapport sur l'état de la collectivité ou bilan social, le rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes, le rapport sur les fonctionnaires mis à disposition et le rapport sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, un Rapport Social Unique (RSU) à compter du 1er janvier 2023.

Le RSU fait état des ressources humaines dont dispose la collectivité.
Sa présentation donne lieu à un débat en Comité Social Territorial, qui donne son avis. Il doit également être présenté à l'assemblée délibérante.
Cette présentation, obligatoire une fois par an, démontre la volonté du Législateur de faire instituer un débat politique nouveau et réel sur les questions de personnel.

Ce document indique notamment les moyens budgétaires et en personnel, et rassemble les données sociales de l'année 2023. Il permet :

- D'apprécier les caractéristiques des emplois et la situation des agents de la collectivité, la situation comparée des femmes et des hommes et intègre également une partie sur la santé, la sécurité et des conditions de travail ;
- De donner lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines dans la collectivité ;
- De répondre aux questions sur les contingents de personnel du territoire ;
- De mesurer l'évolution de l'ensemble des données RH (nombre d'agents, statut, temps de travail, pyramide des âges, emploi des personnes en situation de handicap, absentéisme, etc.) ;
- D'établir et mettre à jour les Lignes Directrices de Gestion (LDG) en matière de stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, obligation pour les employeurs publics depuis le 1^{er} janvier 2021 ;
- De se comparer, le cas échéant, avec des collectivités de taille équivalente ;
- De mettre en place des actions spécifiques mutualisées (GPEEC, plan de formation, etc.).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-9 et L5211-10 et L5219-2 et suivants ;

Vu l'article L231-1 du code général de la fonction publique relatif à l'élaboration du rapport social unique ;

Vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales ;

Vu l'avis rendu par le Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023 de la collectivité, annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

40. Validation du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels DUERP

Christophe VIGNAUD

Maintenant, on va passer à la validation du document unique d'évaluation des risques professionnels. Jean-Marc.

Jean Marc LEROY

Ce document a été révisé pour identifier et classer les risques professionnels, permettant de mettre en place des actions de prévention pertinentes.

Ce document est mis à jour annuellement et consultable, par voie dématérialisée ou matérialisée selon les cas.

Il constitue un état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail essentiel pour la prévention des risques.

Sa réalisation permet de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels, d'instaurer une communication sur ce sujet, de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque mais aussi du choix et des moyens.

L'Assemblée est invitée à prouver ce règlement qui a déjà été validé au cours du CST du 7 novembre.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Juste une question, je m'adresse en particulier à toi, Edouard, quand lors d'un conseil tu as fait remonter les interrogations que tu pouvais avoir par rapport à ce qui se passait dans le service urbanisme. Toi et d'autres.

Est-ce que tu as lu ? J'imagine que oui, ce document, "L'évaluation des risques professionnels".

Edouard DUPOY

Non, je ne l'ai pas lu, non

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je ne t'en veux pas. Je comprends. Alors tu t'y rendras. Il y a 174 pages, mais à la page 170, en fait dans ce document, c'est un tableau où a été recueilli la parole des agents.

Ça a été classifié, vous avez la crèche, vous avez les services administratifs.

Christophe VIGNAUD

C'est le centre de gestion qui a rédigé ce document.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui, tout à fait. Dans ce document, vous avez la parole de chacun.

Il y a certaines choses qui ont été consignées dans ce document et je me permets de le dire, sinon je ne l'aurais pas fait, je le connaissais ce document. Parce que certains agents me l'avaient montré.

Mais aujourd'hui, il est porté à votre connaissance.

Donc, vu la taille du document, je me doute que vous ne l'avez pas lu, je vous engage à vous rendre à la page 170 où vous verrez un manque de reconnaissance par les élus. Je me mets dedans, je ne suis pas seule, un manque de reconnaissance par les élus.

Donc, il y a peut-être, Jean-Marc, je te rejoins une nécessaire remise en question à formuler, mais peut-être pas uniquement par moi. La suite est plus intéressante pour répondre à tes interrogations concernant ce service.

Qu'est-ce qui se passe dans ce service ? Tu as, noir sur blanc, la réponse dans ce tableau.

Je ne fais que citer, je vous invite à aller vérifier.

« Difficultés relationnelles et manques de considération ressentie avec la hiérarchie ».

La hiérarchie, ce n'est pas moi, la hiérarchie administrative.

« Difficultés relationnelles entre collègues du même service »

Une demande de télétravail a été faite auprès du DG a été refusée.

Enfin, ça se discute.

Il y a d'autres personnes dans la mairie qui sont en télétravail, d'où la demande.

Et enfin, décision hiérarchique rapportée comme insuffisante...

Je n'irai pas plus loin.

C'est peut-être pour toi et pour d'autres, des éléments de réponse sur ce qui se passe ou ce qui s'est passé aussi dans ce service.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Bon, on ne va pas tergiverser là-dessus. Il y aurait tellement à dire que ça ne sert à rien.

Moi, je constate juste qu'aujourd'hui, les éléments qui sont ressortis par exemple sur ce service seront qu'à améliorer, puisqu'on part de très très bas par rapport à tout ce que tu viens d'énoncer.

Donc, ça ne pourra être que meilleur.

Et je suis persuadé que ça ne sera que meilleur et on enverra les résultats très prochainement.

On va passer donc au vote par rapport à ça.

Jean Marc LEROY

Est-ce qu'une remarque, mais pour faire plaisir à Lionel, entre les règlements, les rapports sociaux, le document unique, etc, etc, ça représente combien de TP imposés ?

C'est un des problèmes que doit gérer aujourd'hui le service des ressources humaines qui est effectivement débordé par ce type de demande, de documents à remplir, à gérer et ce n'est pas fini, il y en a encore un qui arrive après, c'est infernal. C'est absolument infernal.

Christophe VIGNAUD

Bon, on va passer au vote.

Donc, on passe au vote pour la validation du DUERP.

Donc, qui est pour ? Très bien, à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-40 : Validation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La mise en place du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) est une obligation pour les collectivités territoriales.

Afin de répondre à cette obligation, la collectivité a renforcé sa démarche de prévention en mettant à jour son document unique d'évaluation des risques professionnels.

Ce travail a été réalisé en étroite collaboration avec les services du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, dans le cadre de leur mission « Accompagnement à la réalisation du document unique ».

L'ensemble des services et matériels a été étudié afin de répertorier tous les risques potentiels. Les agents ont également été consultés afin d'analyser leurs postes de travail.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans notre collectivité afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes. C'est un véritable état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Sa réalisation permet ainsi :

- de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels,
- d'instaurer une communication sur ce sujet,
- de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens,
- d'aider à établir un programme annuel de prévention.

Le document unique doit être mis à jour une fois par an en fonction des nouveaux risques identifiés ou lors d'une réorganisation modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail. Il relève de l'entière responsabilité de l'autorité territoriale qui doit donc veiller à ces prescriptions.

Plus largement, le document unique d'évaluation des risques professionnels est amené à évoluer en fonction des situations rencontrées et des actions mises en place pour diminuer les risques professionnels et améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents de la collectivité.

Le document unique sera consultable par voie dématérialisée et/ou matérialisée auprès du service Ressources Humaines et des différents chefs de service.

VU le Code du travail, notamment ses articles L. 4121-3 et R. 4121-1 et suivants,

VU le Code général de la fonction publique, notamment l'article L. 811-1,

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT l'accompagnement du Centre de de gestion de la fonction publique territoriale des Landes,

VU l'avis favorable Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

VALIDE le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels de la commune de Soorts-Hossegor, annexé à la présente.

APPROUVE l'engagement de l'autorité territoriale à mettre en œuvre le plan d'actions issues de l'évaluation des risques et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du DUERP,

APPROUVE la déclaration d'intention de la politique générale de prévention, annexée à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité

✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Elle DUBOSC-PAYSAN



Enstrophe VIGNAUD

41. Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026

Christophe VIGNAUD

Alors, autre point qui est encore un qui a été pondu il n'y a pas très longtemps.

C'est le plan professionnel femme-homme avec un plan d'action pluriannuel

Jean Marc LEROY

C'est un plan d'action pluriannuel qui nous est imposé par la préfecture et visant donc à assurer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Donc, la commune a été surclassée par hasard en commune comprenant entre 20 000 et 40 000 habitants alors que dans le meilleur des cas on en a 3500, 4000.

Christophe VIGNAUD

On est à 3968 exactement.

Jean Marc LEROY

Voilà. Donc, 10 fois plus et donc à ce titre nous devons désormais approuver un plan d'action pluriannuel visant à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes aussi bien en termes d'effectifs, de responsabilité et de rémunération et je vais même ajouter service par service.

Christophe VIGNAUD

Donc, en fait, globalement, parce que quand vous regardez les différents supports, on est à peu près à 50/50. On nomme les femmes, tous services confondus, y compris la crèche et ainsi de suite.

En revanche, ce que nous impose, en tout cas ce que nous demande la préfecture, c'est de faire 50/50 à l'intérieur des services.

Concrètement, je vous prends un exemple très simple, c'est la crèche, aujourd'hui, on a un homme et que des femmes, ça voudrait dire qu'on prendrait aussi des hommes.

Alors, il n'y a pas de problème par rapport à ça, mais aujourd'hui vous prenez des compétences et non pas un sexe masculin ou féminin. On a eu un exemple très simple lors d'un recrutement, on avait un homme, une femme, on avait ce problème-là qui nous avait été rapporté par la préfecture.

Au départ, on souhaitait éventuellement prendre l'homme et puis quand on a fait l'entretien, on s'est tourné vers la femme qui avait toutes les compétences nécessaires et on en a vu le résultat très rapidement par rapport à ça. Donc, c'est une demande de la préfecture qui est faite auprès des communes.

Je pense qu'on aura beaucoup de difficultés à y accéder puisque vous savez qu'il y a des métiers qui sont difficiles qui ne pourront pas être faits par des femmes non parce qu'elles ne sont pas fortes, mais elles n'ont pas les compétences et c'est difficile de les avoir réciproquement pour les hommes.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Pour l'instant, c'est une demande. Donc peut-être que cette demande va peut-être tomber à l'eau.

Ce qu'on a prévu, nous, c'est en tout cas lors du prochain rendez-vous avec soit la préfecture, soit le sous-préfet d'en parler pour faire état de ce côté un peu difficile à rendre leur réponse positive parce qu'on se rend compte que ce n'est pas possible.

André JAKUBIEC

Il y a une dimension qui me semble cependant importante dans le terme égalité, c'est la dimension rémunération, c'est là-dessus qu'il faut insister.

Christophe VIGNAUD

Elle est déjà, bien

Lionel BARBERIS

Je pense qu'il faut être content qu'on ait ce genre de démarches à l'échelle d'une collectivité, Jean marc a raison, juste à l'échelle d'une collectivité c'est bien. Alors là, on est surclassé, on a des avantages d'être surclassé, on a aussi des inconvénients parce qu'en fait, on a les avantages d'avoir les rémunérations d'élus sur classement ou de DGS ou des uns des autres, c'est comme ça que ça marche.

Maintenant, ce qui est sûr, c'est qu'on a des contraintes, mais ces contraintes, elles sont sur un effectif réduit par rapport à une commune de 20 000 habitants.

Christophe VIGNAUD

C'est relativement difficile pour nous de pouvoir tenir l'engagement qui nous est proposé.

Lionel BARBERIS

On ne peut pas...

Christophe VIGNAUD

On ne pourra pas, mais...

Lionel BARBERIS

J'espère qu'ici, on validera plutôt le fait de dire qu'on valide l'égalité homme-femme de façon générale.

Christophe VIGNAUD

Absolument.

Lionel BARBERIS

Mais ce qui est sûr, c'est que quand on prend l'exemple des plages, aujourd'hui, chaque année, on fait des tests pour prendre les meilleurs sauveteurs et les femmes finissent souvent dans les meilleures places du sauvetage.

Christophe VIGNAUD

Oui, oui. Mais il n'y en a pas 50, malheureusement.

Lionel BARBERIS

Mais ce n'est pas grave. Ce qui est important, c'est d'avoir les meilleurs sauveteurs sur les plages. Je pense qu'on sera tous d'accord là-dessus.

Christophe VIGNAUD

Très bien. On va voter

Intervention inaudible

On n'a pas vraiment le choix, mais on aura d'où le choix d'en reparler et de faire remonter cette problématique au sein de la préfecture qui, elle, en fait a dû recevoir ordre de la capitale. Qui est pour ?
Merci

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-41 : Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que les dispositifs des articles L. 321-1 et L. 132-4 du code général de la fonction publique ont institué le principe de l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action triennal visant à assurer l'égalité professionnelle dans les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunales de plus de 20 000 habitants, après consultation du comité social territorial.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les communes de plus de 20 000 habitants doivent également établir un rapport annuel sur la situation en matière

d'égalité entre les femmes et les hommes. Il présente la synthèse des données relatives aux effectifs de la Commune de Soorts-Hossegor.

En tant que station classée de tourisme 20 000 - 40 000 habitants, la Commune de Soorts-Hossegor doit mettre en place un plan d'action triennal pour les années 2024 à 2026.

Par ce plan d'action pour l'égalité professionnelle, la Commune affirme son engagement pour faire monter en puissance l'intégrité de l'égalité entre les femmes et les hommes dans son fonctionnement interne. La collectivité, en tant qu'employeur public, souhaite contribuer à un enjeu majeur et parvenir à des résultats concrets et mesurables.

Pour aboutir à ce nouveau plan, des groupes de travail seront tenus avec les partenaires sociaux. L'objectif étant de décider des actions concrètes et réalistes.

Ce plan d'action, structuré en quatre axes, s'articule autour des thématiques suivantes :

- évaluer, prévenir et traiter d'éventuels écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes ;
- garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;

- favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle familiale ;
- prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

La Commune de Soorts-Hossegor développe sa politique de ressources humaines dans un contexte en perpétuel évolution, guidée par les mêmes principes d'équité, de transparence, de professionnalisme, de performance, de bien-être au travail et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-1-2 et suivants ;

Vu l'article L.231-1 à L.132-4 du code général de la fonction publique relatif au plan d'action pluriannuel en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

Vu la loi n° 2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu Le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 qui définit les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

Vu L'article L. 2311-1-2 du CGCT instituant, pour les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 20 000 habitants, l'obligation de produire un rapport annuel sur les ressources humaines et la politique menée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment l'article D.2311-16 du CGCT.

CONSIDERANT que la ville de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20.000 à 40.000 habitants par arrêté préfectoral du 05 avril 2000, il revient donc d'établir, à ce titre, un rapport en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,

Vu le rapport sur l'égalité femmes-hommes de l'année 2024,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

Entendu le projet de plan d'action triennal de Monsieur Le Maire et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ADOpte le plan d'action triennal pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour les années 2024 à 2026, annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 20 septembre 2024 au 9 décembre 2024

Christophe VIGNAUD

Ensuite nous avons les décisions du Maire

Est-ce que vous avez des questions sur les décisions ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'ai une question sur la décision n°65.

Christophe VIGNAUD

Attends-je la reprend.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ça porte sur le contrat de location d'une voiture de fonction au directeur général des services. Donc, rien d'incroyable, Mais je voulais juste éclaircir un point. Donc, là, on parle d'un véhicule de fonction.

Christophe VIGNAUD

Un véhicule de fonction, oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Fonction ou service.

Est-ce que dans le parc automobile de la mairie, il y a d'autres véhicules avec le même statut ?

Christophe VIGNAUD

La police.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

La police, oui.

Christophe VIGNAUD

Et c'est tout.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et c'est tout ? D'accord.

Christophe VIGNAUD

Alors, dans le même statut, c'est-à-dire en leasing, moi, je parle du leasing.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ah oui, oui, non, je parlais de véhicule de fonction.

Christophe VIGNAUD

Non, il n'y a que là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Vous êtes la seule personne à avoir un véhicule de fonction, ce qui me semblait...Alors, du coup, ça m'amène à une question suivante, je voudrais comprendre pourquoi un véhicule de service, si ce n'est pas un véhicule de fonction, c'est un véhicule de service.

Comment un véhicule de service a pu se retrouver accidenté à Toulouse le soir du 31 mai 2023 ?

Christophe VIGNAUD

Mais ce n'est pas celui-là dont on parle, là, on parle d'une décision qui porte sur une autre voiture.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais justement, je fais le lien avec la voiture de fonction.

La seule voiture de fonction qui peut aller à Toulouse un mercredi soir, c'est une voiture de fonction.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais là, tu me parles du...

Maëlle DUBOSCPAYSAN

Le 30 mai 2023, c'était une voiture de service.

Christophe VIGNAUD

Alors, que les choses soient claires. C'est un autre sujet qui n'a rien à voir avec la délibération.

C'est bien sur la décision. Tu es d'accord sur le principe ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui, bien sûr.

Christophe VIGNAUD

Ok, très bien.

Donc, en fait, tu me demandes pourquoi il y avait une voiture de service.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Pourquoi on a laissé une voiture de service et non de fonction. Pour ça que je me permets.

Christophe VIGNAUD

Très honnêtement, je n'en sais pas beaucoup plus que toi. Je sais juste que le résultat, c'est celui que tu connais, et donc, voilà, mais normalement, la voiture de service ne doit pas quitter les fonctions de la commune.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ne doit pas quitter...Sauf s'il y a un ordre de mission.

Christophe VIGNAUD

Sauf s'il y a un ordre de mission.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

C'était ma question suivante. Y avait-il un ordre de mission ?

Christophe VIGNAUD

Je ne sais pas.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais...

Christophe VIGNAUD

Je ne sais pas, mais ça n'a rien à voir avec ça, non, en plus, c'est hors sujet.

Lionel BARBERIS

Monsieur le maire, je ne comprends pas, je ne comprends pas.

C'est quoi le sujet ? parce que c'était un véhicule qui avait été accidenté ?

Christophe VIGNAUD

Non, mais là, c'est hors sujet.

C'est hors sujet parce que là, Maëlle me parle d'une décision, mais elle me parle d'une décision n°65, qui est le contrat de location dont on a l'habitude d'avoir avec un leasing sur une voiture de fonction.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je profite du fait de parler des véhicules de fonction qui est quand même assez rare dans le conseil municipal pour souligner que nous laissons des voitures de service aller à 300 km de la commune.

Christophe VIGNAUD

Il devait y avoir un ordre de mission.

Lionel BARBERIS

Il y avait un ordre de mission ou il avait y avoir un ordre de mission ? Il y avait un ordre de mission pour aller à Toulouse ? c'est ça ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Vous mentez, vous mentez

Christophe VIGNAUD

Je ne sais pas, je n'ai pas dit qu'il y avait un ordre de mission. Je dis, est-ce qu'il y avait un ordre de mission ? Je n'en sais rien.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Demandez à la personne qui a la capacité de vous répondre et qui a autorisé ce déplacement.

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas le sujet.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ça ne vous dérange pas des véhicules de service soit accidentés hors de la commune.

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas le sujet, le sujet de la décision n° 65...C'est la location d'une voiture. C'est la location de la voiture de fonction du DGS.

Est-ce que ça, ça suscite quelque chose ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je prends note que vous refusez de répondre.

Christophe VIGNAUD

Non je ne réponds pas car je ne sais pas plus

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Vous connaissez la réponse et que nous sommes nombreux à la connaître.

Christophe VIGNAUD

C'est très bien, si tu la connais, tu devras en faire état.

Très bien.

Est-ce qu'il y a d'autres questions par rapport à d'autres décisions ?

Lionel BARBERIS

Peut-être pas ici, Monsieur le maire, j'entends, on est quand même sur ce sujet-là parce que je ne comprends pas comment un véhicule de service avec ou sans ordre de mission à quel endroit?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Toulouse.

Lionel BARBERIS

Il faudra nous expliquer ce qui se passe.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On le mettra à un point du jour, ce n'est pas grave

Christophe VIGNAUD

Très bien.

Est-ce qu'il y a d'autres questions par rapport aux décisions ?

Très bien.

Lionel BARBERIS

Alors c'est sur une décision concernant les achats.

Vous allez encore me sauter à la gorge, mais les achats de fleurs.

Christophe VIGNAUD

On les a faits pour toi celles-là.

Lionel BARBERIS

Merci.

Christophe VIGNAUD

Exprès. En fait, qui sait que c'était pour le 11 novembre ?

Lionel BARBERIS

En plus.

Christophe VIGNAUD

C'était pour le 1er et le 11 novembre.

Lionel BARBERIS

Je sais qu'on n'est plus deuxième, troisième fleur et tout, mais le fleurissement de la commune...Mais les administrés sont attachés au fleurissement de la commune

Christophe VIGNAUD

Mais on continue de fleurir, tu vois ?

Lionel BARBERIS

Je pense sincèrement que troisième fleur, pas troisième fleur, l'avantage de Village Fleuri c'est qu'il obligeait les services à avoir un niveau d'exigence dans le rendu du fleurissement.

Christophe VIGNAUD

Ça s'achète, ça s'achète

Lionel BARBERIS

Je ne voudrais pas qu'on profite de ne pas être dans cette démarche de Ville fleurie pour dégrader le fleurissement de la commune.

Christophe VIGNAUD

Mais la preuve en est, on vient d'en racheter, on va être complètement dans ton sens.

Lionel BARBERIS

J'aimerais bien.

Christophe VIGNAUD

On va complètement dans ton sens. En revanche, on n'achète pas les fleurs.

Lionel BARBERIS

Monsieur le maire, c'est un exemple.

On parle de CIA, qui est en fait la performance et pour juger la performance, ça peut en faire partie, notamment l'obtention des trois fleurs, le maintien des trois fleurs, le fait que les services soient mobilisés sur le fleurissement des ronds-points, le fait de... etc. etc.

Le CIA, du coup, permet de dire aux services « si vous obtenez la quatrième fleur, si vous obtenez ci ou ça, vous avez le CIA ». Alors avec les moyens qu'on peut mettre derrière.

Je ne dis pas que c'est ce qu'il faut faire, je dis simplement que le niveau d'exigence qu'on doit avoir sur le fleurissement de la commune fait que ce n'est pas aux agents de choisir, c'est bien à nous en tant que politiques en tant qu'élus, du fleurissement qu'on veut pour la commune.

Christophe VIGNAUD

Alors le fleurissement, puisque c'est un sujet que tu as déjà abordé la dernière fois, on a démontré qu'on est dans cette logique-là, puisqu'on a racheté des fleurs. Et donc je pense qu'aujourd'hui... Laisse-moi finir. Si on a mis ça, c'était... Mais le volet m'est suffisant. Je pense que tu n'as pas à te plaindre du fleurissement de la ville. Et je ne sais pas si tu es un expert de temps, donc... Mais à ce niveau-là, je pense qu'on...

Non, mais je pense qu'on fait le nécessaire.

Cela étant, j'entends... Mais avoir le classement une, deux ou trois fleurs, tu sais que ça s'achète, ce n'est pas... C'est quelque chose qui se fait...

Lionel BARBERIS

Oui, monsieur le maire, ça s'achète.

Mais il y a quand même une réalité derrière le classement, c'est qu'il y a une obligation de résultat pour les communes qui postulent, il y a un jury...

Christophe VIGNAUD

Mais par rapport à ta réflexion, par rapport à ta réflexion de la dernière fois, j'ai remonté ton info.

Michel VILLEGER

On est très bien capables de faire cela, les ronds-points sont fleuris. On n'a pas besoin de payer des panneaux et tout, et des villes fleurissent. Ça ne nous apporte rien.

Christophe VIGNAUD

Non, en revanche...

Lionel BARBERIS

Mais en fait c'est là où je ne comprends pas.

Christophe VIGNAUD

Lionel, par rapport à ce que tu disais la dernière fois au dernier conseil où tu avais pris la même réflexion.

Lionel BARBERIS

Oui, pareil.

Christophe VIGNAUD

Moi j'ai remonté au service pour leur dire qu'il fallait à tous les moments faire attention par rapport à ça et faire l'investissement nécessaire pour que notre ville soit à un bon niveau de fleurissement.

Qu'on soit une, deux ou trois... Qu'importe.

Lionel BARBERIS

Qu'importe

Christophe VIGNAUD

C'est le cas.

Lionel BARBERIS

Mais je pense qu'aujourd'hui... Je parle des outils d'évaluation pour le CIA, vous voyez par exemple...

Christophe VIGNAUD

Mais je pense qu'aujourd'hui, je pense qu'aujourd'hui, on n'a pas à rougir sans avoir... Non mais...

Lionel BARBERIS

Non mais pour le coup, je ne suis pas spécialiste de ça.

Christophe VIGNAUD

Moi non plus, je ne suis pas un spécialiste...

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas la période, les fleurissements des ronds-points, ce n'est pas la période. Au printemps, on ne sait pas...

Christophe VIGNAUD

Non mais ça se voit quand même, ça se voit.

Michel VILLEGER

Non, mais ça voulait juste te dire un truc, tu sais que ça dépend aussi des personnes qui le font.

Tu sais, ça, ça reste l'ouvrier ; tu as l'ouvrier qualifié, tu as l'ouvrier lambda et tu as l'ouvrier qui est ouvrier juste parce qu'il faut travailler.

Donc on a eu des personnes à l'époque qui... On ne citera pas de noms, mais qui adoraient ça, qui même en dehors des heures, faisaient pour que ce soit beau.

Maintenant, mais c'est certain qu'on a, ils travaillent, ils travaillent bien certains, mais ça ne va pas au-delà.

Lionel BARBERIS

Mais c'est très intéressant ce que tu soulignes, c'est qu'on avait des gens passionnés qui faisaient attention à faire quelque chose de beau.

Aujourd'hui, on a des gens qui le sont peut-être un peu moins dans ce que tu dis.

C'est là où je trouve que le niveau d'exigence, nous en tant qu'élus, doit être important ; c'est à dire qu'on met un niveau d'exigence, on achète des fleurs et tout, mais on avait un niveau d'exigence qui était celui des trois fleurs très bien.

Aujourd'hui, on ne veut plus adhérer à ça pour des raisons, j'entends Michel en disant que ça coûte cher, etc. Peut-être, en tout cas, ce qui est sûr, c'est que ça avait au moins le mérite d'évaluer la commune.

C'est-à-dire qu'il y avait une commission, des gens qui passaient, ça a évalué la commune. Aujourd'hui, on n'a plus ce système d'évaluation, moi, j'ai l'impression que le fleurissement est moins beau.

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas vrai.

Lionel BARBERIS

Pas présent partout.

Michel VILLEGER

On a quand même des chefs des services qui sont capables de nous impressionner. Je voudrais ajouter quand même quelque chose.

Je n'en suis pas d'accord avec toi, il y a peut-être eu des gens très qualifiés qui sont très intéressés de rendre la ville plus belle.

C'est comme dans n'importe quel métier, tu as le mec qui va travailler et qui va dire, non, je vais faire comme il faut, le gars il va travailler, il va bien travailler, mais il manquera ce petit plus parce que ça ne l'intéresse pas.

Christophe VIGNAUD

Bien, je voudrais juste, avant de continuer, je reviens sur la question de Maëlle.

On a retrouvé qu'il y avait un ordre de mission et oui, un ordre de mission.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On pourrait connaître lequel ?

Christophe VIGNAUD

Oui, réunion avec le bureau d'études, c'était : LERM. 445 avenue de l'Occitane à LABEGE.

Voilà, il est à ta disposition.

Maëlle DEBOSC PAYSAN

C'est beau, c'est beau, non, mais ça nous apprend comment dissimuler des informations parce que la réalité, puisque tout le monde va venir me la demander demain, c'est que c'est un agent qui s'est rendu à un concert.

Et comment ça s'est su ? C'est que sur place, et que sur place, et ce n'était pas sa faute, la voiture a été accidentée. Il y en a eu pour plus de 6000 euros de réparation, c'est ça la vérité.

Mais dans votre position, quand vous vous retrouvez dans cette situation, je peux terminer.

Christophe VIGNAUD

Donc tu considères que je suis un menteur.

Maëlle DEBOSC PAYSAN

À quel niveau ?

Christophe VIGNAUD

Parce que tu dis.

Maëlle DEBOSC PAYSAN

Dans votre situation, quand votre DG, je ne veux pas éternellement vous imputer des responsabilités qui ne sont pas les vôtres.

Quand votre DG autorise à un agent de prendre un véhicule de service pour se rendre à 300 kilomètres, il commet une erreur. Ça aurait pu passer inaperçu, le problème c'est que la voiture a été accidentée.

Et donc là, il est de votre responsabilité de faire en sorte que ça ne se voie pas, et donc vous avez créé un ordre de mission à Toulouse. Mais c'est bien, j'apprends à vos côtés.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais ça, c'est ce que tu considères. Enfin bon, ce n'est pas très grave.

Je voudrais juste finir sur deux points qui sont importants, pour lesquels je voudrais vous informer.

Vous savez qu'on a le projet RTE avec un déploiement qui va se faire dès janvier sur la zone de Pédebert.

Je ne vais pas revenir sur le projet parce que ce projet a été débattu, re-débattu, soit par les associations, soit au sein de la préfecture par un comité qui existe, à laquelle les maires des villes sont concernés, sont invités.

À partir du 6 janvier, la route qui va d'Intermarché sur la route de Seignosse et Point P sera fermée, et ce jusqu'au 7 février, c'est la phase numéro une.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'au départ, RTE nous proposait 70 jours de fermeture, on a réduit à 30 jours, alors il va y avoir des déviations.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas en même temps que la fermeture de la route qui va jusqu'à Capbreton à l'autoroute?

Christophe VIGNAUD

Oui, mais on va parler de Soorts.

Lionel BARBERIS

Ce que je veux dire, c'est qu'ils ferment en même temps plusieurs axes importants de...

Christophe VIGNAUD

Mais moi je vais te parler de Soorts.

Lionel BARBERIS

Bien sûr, mais on est impacté de fait.

Christophe VIGNAUD

Je vais te parler de Soorts-Hossegor, je ne vais pas te parler de Capbreton.

Je veux dire, je laisse à Cap Breton les éléments de discours par rapport et d'éléments par rapport à ces déviations.

Nous, ce qui nous concerne, il y aura une déviation qui va être faite, qui va passer par la rue Larnère ; les quartiers seront fermés comme lorsqu'on a fait les différents tests par rapport à la rue de la Tuilerie.

Ça risque d'impacter et ça va impacter bien entendu une partie de Pédebert. Ce qu'il faut juste noter, c'est que malgré tout, on ne va avoir que 30 jours réellement difficiles. Bien entendu, il y aura encore des circulations alternées. Il va y avoir différentes phases qui vont être faites et on devrait sortir de tout ça relativement vite.

La dernière phase, c'est le 31 mars 2025 et ça commence le 6 janvier.

Il y a deux mois et demi difficiles avec la première partie, c'est le premier mois qui est relativement difficile à vivre, pour l'ensemble des commerçants, comme l'ensemble des gens qui viennent de Seignosse vers chez nous et de chez nous vers Seignosse

Je voulais vous faire part de ça et vous avez dû recevoir dans vos boîtes aux lettres un flyer qui vous explique les différentes modifications qui vont être apportées.

Dans certaines boîtes aux lettres ça a été distribué, les différents parcours qui vous sont proposés avec un phasage.

Ce que tu disais, ça tombe en même temps Cap Breton, après c'est RTE qui malheureusement est seul à mettre à bord et on a vu ce qu'ils ont fait.

Lionel BARBERIS

C'est un peu général sur ce projet, Monsieur le maire. RTE fait un peu ce qu'il veut. J'en profite pour vous demander où on en est de toutes ces démarches des associations, des communes, de ce combat qui a été mené auparavant contre le pot de terre, contre le pot de fer, j'ai l'impression.

Parce qu'ils font un peu ce qu'ils veulent, mais je trouve, en tant que citoyen et en tant qu'élu, que c'est quand même dramatique d'avoir une telle démarche d'RTE qui arrive avec et qui fait ce qu'il veut.

Nous on est vraiment...

Christophe VIGNAUD

Je vais juste répondre par rapport à...

Lionel BARBERIS

Je ne sais pas si vous avez une information sur où on en est.

Christophe VIGNAUD

Non, je n'ai pas plus d'information que celle qui nous est donnée soit par RTE, soit par la préfecture ou éventuellement de ce que l'on peut lire par rapport aux associations.

Les associations ont, sur le principe, toutes les manières, RTE, au tout début, nous on était contre le projet et on leur a dit, « on ne veut pas ce projet-là puisqu'il était prévu qu'il devait aller dans l'eau ».

Et puis les résultats des différents tests qu'ils ont faits et des études ont démontrées que ce n'était pas soi-disant possible.

Je fais juste une parenthèse, il y a un projet identique qui est mené par l'Angleterre et qui va au Maroc et qui passe dans l'eau protégée, bien entendu, ce n'est pas 4 ou 5 milliards en ce qui concerne RTE, ça sera 20 ou 25 milliards, donc c'est une question financière.

Ce qui est dommage parce que je pense que la destruction de ce qui va être fait, on va avoir du temps pour pouvoir le retrouver.

Pour finir, parce qu'après André va en parler puisqu'il a été aux réunions, notre position c'était de dire, "ok, on est contraint et forcé de faire ce tracé qui nous est imposé ».

Il faut juste se rappeler que le tracé devait passer soit en centre-ville, soit au niveau du Golf et qu'on est arrivé...

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS

Il y a eu d'autres propositions d'aller plus à l'autoroute etc, ils ne voulaient pas passer en forêt.

Christophe VIGNAUD

Ça c'est RTE.

Lionel BARBERIS

Ils ne voulaient pas passer en forêt parce qu'il fallait voir les propriétaires, ils préféraient la concession permanente au domaine public.

Christophe VIGNAUD

Je recadre tout ça, RTE est arrivé en nous disant "voilà, notre proposition de passage", on leur a dit non, et nous avons travaillé sur un tracé moins impactant sur celui qui existe aujourd'hui et qui va atterrir derrière l'Intermarché, qui va rester du côté Intermarché jusqu'à la pointe P et qui va revenir derrière jusqu'à la déchetterie.

C'est cette partie-là qui est perturbante pour notre ville et notre bourg de Soorts puisqu'il y a énormément de voitures qui viennent de Seignosse pour rentrer et l'inverse pourra aller vers Ségnosse.

Aujourd'hui, RTE, ils sont dans cette logique qui est très simple, c'est d'avancer coûte que coûte et de faire en sorte que le projet se fasse.

On l'a encore vu à Angresse lorsqu'ils sont arrivés sur les champs, pas les champs d'Angresse qui sont chez nous mais un peu plus loin quand on va en direction de MACS où ils se sont installés et Le maire d'Angresse n'était même pas au courant.

Il va y avoir un courrier qui vous est adressé par RTE dans l'ensemble des boîtes pour vous donner les différentes déviations ainsi que les différentes phases et le timing qui va être fait pour éviter en tout cas la plus grande perturbation.

Nous, on a fait le nécessaire pour que ça soit malheureusement que sur 30 jours, ce qui est déjà beaucoup et pas beaucoup par rapport au regard de ce qui nous était proposé à partir du 6 janvier.

Lionel BARBERIS

Et donc la question subsidiaire à tout ça, puisqu'on n'a pas le choix, est-ce que là où ils passent, ils en profitent pour refaire totalement le tapis ou c'est juste une tranchée comme ils font d'habitude et puis ils remettent un peu de goudron par-dessus ?

Christophe VIGNAUD

Ils devraient refaire le tapis normalement.

Lionel BARBERIS

Ou est-ce qu'ils nous refont un truc tout neuf en totalité ? Ils devraient refaire le tapis, en fonction,

Christophe VIGNAUD

Oui, normalement. Parce que tant qu'à faire, puisqu'on n'a pas le choix, tant qu'à faire qu'au moins, on hérite de quelque chose de propre pour les 20 prochaines années.

Après, c'est des départementales. Alors, peut-être pas partout, mais en ce qui nous concerne sur la départementale, ils devraient la faire.

Très bien.

Et le deuxième point que je voulais juste vous donner, c'était d'aborder le programme de Noël.

Alors, ça ne fait pas très Noël en ce moment, puisqu'on a un peu de beau temps et un peu de pluie et quelquefois les activités ne sont pas au rendez-vous.

Mais je vous invite quand même à aller profiter des animations qui sont dans le parc Rosny, éventuellement de voir le Père Noël qui était là cet après-midi et surtout d'aller si vous avez le temps et si vous pouvez, d'aller à la plage ce mercredi, parce que le Père Noël va arriver par la mer et on aura d'autres attractions qui ont été proposées comme le petit train, chose qu'on a connue il y a quelques temps donc qui va revenir pendant ces fêtes.

Je voulais aussi remercier l'ensemble des équipes pour cette année 2024 parce que c'est quand même le dernier conseil de l'année.

Elle fut riche en événements, en travaux et en projets.

Merci à eux d'avoir fait le maximum pour que nous puissions sortir tous les projets et d'arriver à tout ce que l'on a pu voir et profiter, que ce soient les travaux mais pas seulement.

Alors même s'il y a certains soucis dans quelques services, on peut considérer que l'équipe est en place et qui est assez dynamique et qui nous aide bien.

Merci donc à eux.

On se retrouvera le 3 février 2025 pour le débat d'orientation budgétaire qui donnera la direction vers laquelle nous souhaitons aller et il y aura donc une prise de parole de ma part et qui donnera la direction politique sur laquelle nous débattons avec Lionel.

Et d'ici là, je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de Noël et de bonnes fêtes de fin d'année.

Bonsoir à vous et au revoir.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD